



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 14 SEPTEMBRE 1940

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 14TH, 1940

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus l'imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement.

4135—36—8—0

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8° Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House.

4136—36—8—0

Lettres Patentes

"Abittibi Asbestos Mines Incorporée" (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'août 1940, constituant en corporation: Alexandre Marcoux, William Marcoux, Raoul Marcoux, tous trois journaliers, de la cité de Thetford Mines, dans le district d'Arthabaska, dans les buts suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches, les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit, les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer et céder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt quelconque en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention, ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

Letters Patent

"Abittibi Asbestos Mines Incorporée" (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1940, incorporating: Alexandre Marcoux, William Marcoux, Raoul Marcoux, all three labourers, of the City of Thetford Mines, in the District of Arthabaska, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

Construire, entretenir sur ses propriétés, ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

En vertu de l'incorporation de la Compagnie projetée, les actionnaires d'icelle n'encourront aucune responsabilité au delà du montant qu'ils auront payé, ou convenu de payer pour leurs actions sous le nom de "Abittibi Asbestos Mines, Incorporée," libre de responsabilité personnelle". Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en vingt mille actions (20,000) de un dollar (\$1.) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Thetford Mines dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

4219-o

"Fur Fabric Coat Co. Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'août 1940, constituant en corporation: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, avocats, et Lily Stromberg, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer toutes ou une quelconque des industries de manufacturiers de vêtements et lingerie de toutes sortes, pour dames, tailleurs, drapiers, modistes, costumiers, fourreurs, marchands de soie, coton, drap et dentelle et confectionneurs et trafiquants généraux de caoutchouc et de marchandises imperméables pour vêtements de dames, et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles, objets, effets, marchandises et matériaux susdits pour vêtements de dames;

Faire le commerce d'entrepreneurs de confection de toutes sortes pour hommes, garçons et dames, sous le nom de "Fur Fabric Coat Co. Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

4221

"La Ligue de Propriétaires de St-Romuald Incorporée)".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'août 1940 constituant en corporation sans capital-actions: Willie Hallé menuisier, J.-Arthur Côté, Mtre boulanger, J.-Ernest Robitaille, avocat, J.-François Joncas, employé de chemin de fer, Georges Généreux, voyageur de commerce, Onésime Samson, employé de chemin de fer, tous de St-Romuald, comté de Lévis, dans les buts suivants:

To build, maintain upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

In virtue of the incorporation of the proposed company, the shareholders thereof will incur no liability in excess of the amount paid or agreed to be paid by them for their shares, under the name of "Abittibi Asbestos Mines, Incorporée", (no personal liability) with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.) each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, in the District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

4220

"Fur Fabric Coat Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of August 1940, incorporating: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, advocates, and Lily Stromberg, spinster of the age of majority, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of manufacturers of ladies' clothing and ladies' wearing apparel of all kinds, tailors, drapers, milliners, costumiers, furriers, silk, cotton, cloth and lace merchants and general outfitters and dealers in india-rubber and waterproof goods for ladies' wear and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the Company, with the right to manufacture, import and export and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of above manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials for ladies' wear;

To carry on the business of clothing contractors and men's, boys' and ladies' clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Fur Fabric Coat Co. Ltd."

The capital stock of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of One hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

4222-o

"La Ligue de Propriétaires de St-Romuald Incorporée)".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of August, 1940, incorporating as a corporation without share capital: Willie Hallé, carpenter, J. Arthur Côté, master-baker, J. Ernest Robitaille, advocate, J. François Joncas, railway employee, Georges Généreux, commercial traveller, Onésime Samson, railway employee, all of St-Romuald, County of Lévis, for the following purposes:

Grouper des propriétaires de la Municipalité de St-Romuald d'Etchemin afin qu'ils appuient ou prennent l'initiative de toutes mesures qui seraient de nature à améliorer leur condition et aussi celle de tous les contribuables de la Municipalité de St-Romuald, sous le nom de "La Ligue de Propriétaires de St-Romuald Incorporée"

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de Deux Mille Dollars (\$2,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à St-Romuald d'Etchemin, Comté de Lévis.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,

4223-o Assistant-procureur général.

To group the proprietors of the Municipality of St-Romuald d'Etchemin, in order that they should support or take the initiative of any measures calculated to improve their conditions and also those of all the rate-payers of the Municipality of St-Romuald, under the name of "La Ligue de Propriétaires de St-Romuald Incorporée."

The amount to which shall be limited the immovable property which the corporation may possess, is two thousand dollars (\$2,000.).

The head office of the corporation will be at St-Romuald d'Etchemin, County of Lévis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,

4224 Deputy Attorney General.

"L'Association des Vétérans Unis 1914-1918".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1940, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Tancrède Almanzar Thivierge, employé au C. N. R. Express, J. Thomas Lavallée, contremaître-charpentier, Charles-Edouard Bélanger, peintre, Alfred Marcoux, journalier, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

D'unir fraternellement toutes personnes ayant servi sous le drapeau britannique pendant la guerre 1914-1918 et au cours de la deuxième grande guerre comme soldats, marins ou aviateurs et qui, suivant la constitution et les règlements, sont éligibles à devenir membres de l'Association, formant une société indépendante de toutes liaisons politiques ou religieuses et ayant pour but la bonne entente entre ses membres, l'assistance fraternelle et le devoir patriotique envers le Canada;

D'augmenter l'influence publique des vétérans par une organisation efficace, par des parades et par l'expression d'une opinion unanime sur toute question affectant les droits des vétérans et les intérêts du Canada;

De stimuler l'esprit de patriotisme au Canada et de promouvoir sur des bases saines, durables et équitables les intérêts de la Patrie;

A l'occasion, de faciliter l'enrôlement de recrues pour les forces de Sa Majesté;

D'acquiescer, de maintenir et de diriger des maisons de repos et lieux de rassemblement pour l'avantage des vétérans, de meubler ceux-ci et de les pourvoir d'équipement, outils, animaux, bibliothèques et moyens de récréation et d'amusements à la discrétion de l'Association;

D'acquiescer et de maintenir des musées dans les différentes unités de l'Association pour l'instruction et l'avantage de ses membres;

D'assister les forces canadiennes, en service actif en établissant et en dirigeant des cantines et des lieux de repos pour le bien-être du personnel des dites forces;

De donner des secours et en général exercer tous les pouvoirs nécessaires pour fins charitables pourvu que ces dits pouvoirs ne soient pas contraires à la loi;

D'acquiescer, maintenir, établir et louer des clubs, maisons et tout établissement quelconque pour l'avantage des vétérans, pourvu toutefois que la valeur des propriétés immobilières que l'Association peut posséder n'excède pas la somme de \$25,000 sous le nom de "L'Association des Vétérans Unis 1914-1918".

"L'Association des Vétérans Unis 1914-1918".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1940, incorporating as a corporation without share capital: Joseph Tancrède Almanzar Thivierge, C. N. R. Express employee, J. Thomas Lavallée, foreman, carpenter, Charles-Edouard Bélanger, painter, Alfred Marcoux, labourer, all of the City of Quebec, for the following purposes:

To unite, in a brotherly manner, all persons having served under the British flag during the war 1914-18 and in the course of the second world-war, as soldiers, sailors or aviators, and who, according to the constitution and by-laws, are eligible as members of the association, forming a society which will be independent of all political or religious connections, and having, for its purpose, mutual good understanding among its members, fraternal assistance and patriotic duty towards Canada;

To increase the public influence of veterans by an efficient organization, by parades and by the expression of a unanimous opinion upon any question affecting the rights of veterans and the interest of Canada;

To stimulate patriotic spirit in Canada, and to promote, on a sound, durable and fair basis, the Country's interest;

When the occasion arises, to facilitate the enlisting of recruits for His Majesty's armies;

To acquire, maintain and direct rest houses and meeting places for the advantage of veterans, furnish the same and provide them with equipment, tools, animals, libraries and means of recreation and amusement, at the option of the association;

To acquire and maintain museums in the different units of the association for the instruction and advantage of its members;

To assist Canadian forces in active service by the establishment and direction of canteens and rest premises for the welfare of the staff of said forces;

To give assistance and, generally, to exercise all necessary powers for charitable purposes, provided said powers be not contrary to law;

To acquire, maintain, establish and lease clubs, houses and any establishment whatsoever for the advantage of veterans, provided, however that the value of the immovable property which the association may possess be not in excess of the sum of \$25,000, under the name of "L'Association des Vétérans Unis 1914-1918".

Le bureau principal de la corporation sera à 52 Boulevard Langelier, dans les cité et district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4225-0 Assistant-procureur général.

"Marché Beaudoin, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'août 1940, constituant en corporation: Elzéar Beaudoin, Léo Corriveau, commerçants de Drummondville, Georges Messier, commerçant, de Ville St-Joseph, tous du district d'Arthabaska, dans les buts suivants.

Faire le commerce en gros ou en détail, ou les deux à la fois, d'épicerie, viandes, fruits, légumes, provisions, produits alimentaires de toutes natures;

Faire le commerce en gros ou en détail, ou les deux à la fois, de toutes autres marchandises qui peuvent être connexes avec les affaires de la compagnie, ou qui seront jugées avantageuses dans l'intérêt de la compagnie, sous le nom de "Marché Beaudoin, Limitée" avec un capital de dix mille dollars (\$10,000) divisé en cent (100) actions d'une valeur de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Drummondville, dans le district d'Arthabaska.

Daté du bureau du procureur général, ce seizième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4227-0 Assistant-procureur général.

"Roger River Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'août 1940 constituant en corporation: Herbert James Smith, marchand, Percy Deeble, gérant, Molly Roebuck, femme mariée, séparée de biens, Manning Harold Roebuck, avocat, tous de la cité de Toronto, comté de York, Robert Hennessy, gérant, de la ville de Haileybury, dans le comté de Timiskaming, dans la Province d'Ontario, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, option, échange ou autrement et détenir, nantir et aliéner des lots de ville, lots de ferme, terrains de ferme, terrains miniers et fruitiers, emplacements de ville, terres à pâturages et à bois et toute description de biens immobiliers et de propriétés immobilières ou tout intérêt et droits en iceux, légaux ou équitables ou autres quelconques, ou tout bois de construction sur iceux; prendre, construire, détenir, posséder, entretenir, exploiter, développer, vendre, louer, échanger, améliorer ou autrement faire le commerce et disposer de tels lots, bois de construction sur iceux, terrains, emplacements, biens meubles et immeubles ou tout intérêt en iceux, faire le commerce d'une partie quelconque des terres et propriétés ainsi acquises, les subdivisant en lots à bâtir, et généralement les disposant en lots et rues et emplacements pour fins de résidence ou autres et construire des rues sur iceux, et un système d'égouts et de drainage nécessaire, y faire des constructions pour fins de résidence ou commerciales ou autres et pourvoir les bâtisses ainsi érigées d'électricité, chauffage, gaz, eau et autres nécessités;

The head office of the corporation will be at 52 Langelier boulevard, in the City and District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4226 Deputy Attorney General.

"Marché Beaudoin, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of August, 1940, incorporating: Elzéar Beaudoin, Léo Corriveau, traders, of Drummondville, Georges Messier, trader, of the town of St-Joseph, all of the District of Arthabaska, for the following purposes:

To deal, either wholesale or retail, or both ways at once, in groceries, meat, fruit, vegetables, provisions, food products of every kind;

To deal, either wholesale or retail, or both ways at once, in any merchandise which may be connected with the affairs of the company or which may be deemed advantageous in the interest of the company, under the name of "Marché Beaudoin, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.) divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Drummondville, in the District of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4228 Deputy Attorney General.

"Roger River Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of August 1940, incorporating: Herbert James Smith, merchant, Percy Deeble, manager, Molly Roebuck, married woman, separated as to property, Manning Harold Roebuck, solicitor, all of the City of Toronto, County of York, Robert Hennessy, manager, of the Town of Haileybury, in the County of Timiskaming, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, option, exchange or otherwise and to hold, mortgage and dispose of city lots, farm lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands and any description of real estate and real property or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever, or any timber thereon, to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, timber therein, lands, sites, real estate and real property or any interest therein, to deal with any portion of the lands and property so acquired, subdividing the same into building lots and generally laying the same out into lots and street and building sites for residential purposes or otherwise and to construct streets thereon, and a necessary sewerage and drainage system, to build upon the same for residential or business purposes or otherwise and to supply buildings so erected with electric light, heat, gas, water or other requisites;

Acheter, couper, tailler et vendre du bois de construction ou de pulpe et généralement en faire le commerce;

To buy, cut, trim and sell timber or pulp wood and generally deal in same;

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en cinq cents actions privilégiées sans droit de vote d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune et en neuf cents actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair. Pourvu, cependant, que lesdites actions sans valeur nominale ou au pair soient émises et réparties pour un montant dont le total n'excèdera pas cent dollars (\$100) et ne sera pas inférieur à cinq dollars. Et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quarante mille dollars (\$40,000);

The capital stock of the Company is to be divided into five hundred non-voting preference shares of the par value of one hundred (\$100.00) dollars each and nine hundred common shares having no nominal or par value. Provided, however, that the said shares without nominal or par value shall be issued and allotted for consideration not exceeding in the aggregate one hundred (\$100.00) dollars and not less than five dollars. And the amount with which the Company will commence its operations will be forty thousand (\$40,000.00) dollars;

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de cent dollars (\$100) ou à un prix moindre que les directeurs pourront fixer;

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at the price of one hundred (\$100.00) dollars or at such lesser price as may be fixed by the directors;

Lesdites actions privilégiées sans droit de vote seront soumises aux conditions et termes suivants:

The said non-voting preference shares shall be held on the following terms and conditions:

Les détenteurs des dites actions privilégiées sans droit de vote, auront droit à des dividendes fixes cumulatifs au taux de sept pour cent par an sur la valeur au pair d'icelles, payables semi-annuellement à même les gains nets de la compagnie, avant qu'aucun dividende ne soit payé sur toutes autres actions, mais ne donneront pas le droit de participer dans tous les autres gains ou profits additionnels de la compagnie;

The holders of the said non-voting preference shares shall be entitled to fixed cumulative dividends at the rate of seven per centum per annum upon the par value thereof, payable half-yearly out of the net earnings of the company, before any dividends shall be paid on any other shares, but they shall not be entitled to participate in any other additional earnings or profits of the Company;

Dans toute distribution de l'actif de la compagnie, sur dissolution ou vente d'icelui, lesdits porteurs desdites actions privilégiées, sans droit de vote, auront, jusqu'à la valeur au pair d'icelles, droit de priorité sur toutes autres actions;

In any distribution of the assets of the company, upon dissolution or sale thereof, the said holders of the said non-voting preference shares shall, up to the par value thereof, be entitled to a preference over all other shares;

La compagnie aura le droit, à son gré, en tout temps, sur avis tel que ci-devant mentionné, de racheter toutes ou aucune partie desdites privilégiées sans droit de vote à la valeur au pair sur paiement de tous les intérêts accrus à la date de tel rachat. Si une quantité inférieure au montant total des actions privilégiées en cours est ainsi rachetée les actions devant être rachetées seront choisies par tirage au sort de la manière déterminée par le Conseil d'administration;

The company shall have the right at its option at any time on notice as hereinbefore mentioned, to redeem all or any portion of the said non-voting preference shares at par upon payment of all accrued interest to the date of such redemption. If less than the whole amount of the outstanding preference shares shall be so redeemed the shares to be redeemed shall be selected by lot in such manner as the board of directors may determine;

Dans tous les cas de rachat desdites actions privilégiées, sans droit de vote, un avis d'une semaine sera donné par lettre recommandée, postée, port payé, envoyée aux actionnaires respectifs dont les actions auront été choisies pour rachat, à leur adresse respective apparaissant dans les livres de la compagnie, et, dans le délai d'une semaine de la date de l'envoi dudit avis, les détenteurs desdites actions privilégiées sans droit de vote, déposeront pour annulation, chez le secrétaire de la compagnie, au bureau principal d'icelle, des certificats desdites actions, dûment endossées, à défaut de ce faire, les actions pourront être annulées dans les livres de la compagnie, sur paiement par la compagnie du montant dû sur icelles sur le rachat, tel que susdit, à une banque à charte, dans le comté de Témiscamingue, dans la Province de Québec, au crédit desdits actionnaires;

In all cases of redemption of the said non-voting preference shares one week's notice shall be given by registered letter directed to the respective shareholders whose shares are chosen for redemption to their respective addresses appearing on the books of the Company mailed postage prepaid, and within the period of one week from the date of the mailing of the said notice the holders of the said non-voting preference shares shall deposit with the Secretary of the Company at the head office thereof for cancellation of the certificates for the said shares duly endorsed, in default of which the shares may be cancelled on the books of the company on the company's paying the amount due thereon on redemption as aforesaid into a chartered bank at the County of Témiscamingue, in the Province of Quebec to the credit of the said holders;

Lesdites actions privilégiées, sans droit de vote ne comporteront en aucune circonstance le droit de voter sur aucune question ou à aucune assemblée, sous le nom de "Roger River Lumber Company, Limited".

The said non-voting preference shares shall not under any circumstances carry therewith the right to vote on any question or at any election, under the name of "Roger River Lumber Company, Limited".

Le bureau principal de la compagnie sera à Angliers, dans le comté de Témiscamingue, dans la Province de Québec.

The head office of the company will be at Angliers, in the County of Témiscamingue, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-deuxième jour d'août 1940.

4229

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August 1940.

4230-o

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"R. S. Dudy & Company Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'août 1940, constituant en corporation: Dudy Roy Stein, marchand, Margaret Frances McLennan, bourgeoise, séparée de biens de Dudy Roy Stein, suivant les lois de l'Angleterre, Nathaniel Leonard Rappaport, avocat, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'exportateurs et d'importateurs, consignataires, consignateurs, encanteurs, courtiers, agents, marchands à commission et entrepreneurs; acheter, vendre et négocier toutes sortes de fourrures brutes et préparées, peaux et pelleteries;

Acquérir, construire, entretenir, exploiter et administrer des magasins, entrepôts et autres usine et aménagement nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "R. S. Dudy & Company Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est de vingt mille dollars (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt et unième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4231 Assistant-procureur général.

"R. S. Dudy & Company Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty first day of August 1940, incorporating: Dudy Roy Stein, merchant, Margaret Frances McLennan, housewife separate as to property of Dudy Roy Stein, according to the laws of England, Nathaniel Leonard Rappaport, advocate, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as exporters and importers, consignees, consignors, auctioneers, brokers, factors, commission merchants and warehousemen, buying, selling and dealing in all kinds of raw and dressed furs, skins and pelts;

To acquire, erect, maintain, operate and manage storehouses, warehouses and other plant and equipment necessary for the purposes of the company, under the name of "R. S. Dudy & Company Ltd."

The capital stock of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred shares (200) of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty first day of August 1940.

L. DÉSILETS,
4232-o Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"La Compagnie Electrique de St-Eugène de Guigues Limitée"

"La Compagnie Electrique de St-Eugène de Guigues Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'août 1940 à "La Compagnie Electrique de St-Eugène de Guigues Limitée" ratifiant le règlement 28-B, augmentant le capital de la Compagnie de \$45,000 à \$95,000 par la création de 500 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
4233-o Assistant-procureur général.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the twentieth day of August, 1940, to the company "La Compagnie Electrique de St-Eugène de Guigues Limitée", ratifying By-law 28-B, increasing the company's capital stock from \$45,000. to \$95,000. by the creation of 500 additional common shares of a par value of \$100. each.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
4234 Deputy Attorney General.

"L'Aide aux Vieux Couples"

"L'Aide aux Vieux Couples"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 30 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour d'août 1940, à la corporation "L'Aide aux Vieux Couples" ratifiant un règlement modifiant ses pouvoirs de la manière suivante:

Que le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder soit augmenté de la somme de \$100,000. à la somme de \$500,000.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, articles 30 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the first day of August, 1940, to the corporation "L'Aide aux Vieux Couples", ratifying a by-law modifying its powers in the following manner:

That the amount to which shall be limited the immovable property which the corporation may possess be increased from the sum of \$100,000. to the sum of \$500,000.

Et de plus que les pouvoirs mentionnés dans les paragraphes (c) et (d) des lettres patentes originales de la corporation soient remplacés par les suivants, savoir:

(c) L'Association pourra acquérir et recevoir par achat, donation, legs ou autrement, et posséder des biens meubles ainsi que des biens immeubles, pourvu que la valeur de ces derniers n'excède pas \$500,000;

(d) L'Association pourra vendre et aliéner ces biens et en acquérir d'autres à la place, mais les immeubles ainsi acquis ne devront pas excéder la somme susdite de \$500,000.

Daté du bureau du procureur général, ce premier jour d'août 1940.

4235-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

"Theresa Frocks Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du trente et unième jour de juillet 1940, changeant le nom de la compagnie "Terry Dress Incorporated" en celui de "Theresa Frocks Inc."

Daté du bureau du procureur général, ce trente et unième jour de juillet 1940.

4237-o L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi. Dans la Cour Supérieure. Cause No 8390. Dame Flavie Gauthier, épouse commune en biens de Henry Boily, domiciliée en la ville de Jonquière, district de Chicoutimi, Demanderesse; vs Henri Boily, résidant à Jonquière, district de Chicoutimi, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée et signifiée le 22 août 1940.

Chicoutimi, 5 septembre 1940.

4239-o Les procureurs de la demanderesse,
McNICOLL & FORTIN.

Canada, Province de Québec, District de St-François. Dans la Cour Supérieure, No 2102. Dame Marie-Blanche Poirier, épouse commune en biens de Ernest Côté, journalier de la cité de Sherbrooke, district de St-François; vs Ernest Côté de la cité de Sherbrooke, district de St-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 3 septembre 1940.

Sherbrooke, ce 3 septembre 1940.

4241-o Le procureur de la demanderesse,
LIONEL FOREST.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. No 194034. Dame A. Proulx, Demanderesse; vs Z. Larocque, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 27 août 1940.

4243-o Les procureurs de la demanderesse,
CHARLAND & CHARLAND.

And that, moreover, the powers mentioned in paragraphs (c) and (d) of the original letters patent of the corporation be replaced by the following, to wit:

(c) The Association may acquire and receive by purchase, donation, legacy or otherwise, and own movable property and also immovable property provided the value of the latter does not exceed \$500,000.

(d) The Association may sell and alienate such property and acquire other property in its stead, but the immovables so acquired must not exceed the aforesaid sum of \$500,000.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1940.

4236 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

"Theresa Frocks Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of July, 1940, changing the name of the company "Terry Dress Incorporated", to that of "Theresa Frocks Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirty first day of July, 1940.

4238 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court. No. 8390. Mrs. Flavie Gauthier, wife common as to property of Henry Boily, domiciled in Jonquière, Chicoutimi district, Plaintiff; vs Henry Boily, residing in Jonquière, Chicoutimi district, Defendant.

An action in separation as to property was taken and duly signified August 22nd 1940, against defendant.

Chicoutimi, September 5th, 1940.

4240-o McNICOLL & FORTIN,
Attorneys for the Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of St-François. In the Superior Court, No. 2102. Marie Blanche Poirier, wife common as to property of Ernest Côté, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, Plaintiff; vs Ernest Côté, of the city of Sherbrooke, district of St. Francis, Defendant.

An action in separation as to property as been instituted in this case, on the third day of September 1940.

Sherbrooke, September the 3rd, 1940.

4242-o LIONEL FOREST,
Attorney for the Plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 194034. Dame A. Proulx, Plaintiff; vs Z. Larocque, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 27th of August, 1940.

4244 CHARLAND & CHARLAND,
Attorneys for the Plaintiff.

Chartes—Abandon de

Charters—Surrender of

EDEN & BOND LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Eden & Bond Limited" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au procureur général de la Province de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qui sera fixée par le procureur général.

Montréal, le 7 septembre 1940.

4251 La secrétaire,
GLADYS HARCOURT.

KEKEKO (QUEBEC) GOLD MINES LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "KeKeKo (Quebec) Gold Mines Limited (libre de responsabilité personnelle)" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à l'honorable procureur général et à l'honorable ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Daté à Arntfield, Québec, ce trentième jour d'août 1940.

4253 Le secrétaire,
H. HUNTER.

MINELANDS (QUEBEC) LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Minelands (Quebec) Limited (Libre de responsabilité personnelle)" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à l'honorable procureur général et à l'honorable ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de Québec, pour leur demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il leur plaira de fixer.

Daté à Arntfield, Québec, ce trentième jour d'août 1940.

4255 Le secrétaire,
H. HUNTER.

"ST. DENIS BOWLING LIMITED"

Avis est, par les présentes, donné que la Compagnie St. Denis Bowling Limited s'adressera au Procureur Général de la Province pour obtenir l'acceptation de l'abandon de sa charte et son annulation après telle date que celui-ci jugera à propos de fixer.

Signé et fait à Montréal, ce trente et un août mille neuf cent quarante.

4257-o Signé: NESTOR MONTPLAISIR.
Le Président.

PROVENÇAL LTÉE

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée des directeurs de Provençal Ltée, il a été résolu de s'adresser au Lieutenant Gouverneur en Conseil pour demander la dissolution de la charte de la dite compagnie.

St-Rémi, ce 29 août 1940.

4269-o J.-A. PROVENÇAL,
Président.

EDEN & BOND LIMITED

Pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act, Eden & Bond Limited hereby gives notice that it will make application to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter on and from a date to be fixed by the Attorney General.

Montreal, September 7th, 1940.

4252-o GLADYS HARCOURT,
Secretary.

KEKEKO (QUEBEC) GOLD MINES LIMITED
(No Personal Liability)

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, KeKeKo (Quebec) Gold Mines Limited (No Personal Liability) hereby gives public notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General and the Honourable the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by them.

Dated at Arntfield, Quebec, this 30th day of August, 1940.

4254-o H. HUNTER,
Secretary.

MINELANDS (QUEBEC) LIMITED
(No Personal Liability)

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, Minelands (Quebec) Limited (No Personal Liability) hereby gives public notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General and the Honourable the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of Quebec for the acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by them.

Dated at Arntfield, Quebec, this 30th day of August, 1940.

4256-o H. HUNTER,
Secretary.

"ST. DENIS BOWLING LIMITED"

Notice is hereby given, that the company "St. Denis Bowling Limited" will apply to the Attorney General of the Province for leave to surrender its charter and to obtain its cancellation from and after the date which he will be pleased to determine.

Signed and dated at Montreal, this thirty first of August, 1940.

4258 Signed: NESTOR MONTPLAISIR.
President.

PROVENÇAL LTÉE

Notice is hereby given that Provençal Ltée will make application to the Lieutenant Governor in Council for leave to surrender its charter.

St-Rémi de Nap., August 29, 1940.

4270-o J. A. PROVENÇAL,
President.

Département du Trésor

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1940, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre 1895.

REVENU ORDINAIRE:—

Provenant de taxes:—

TRÉSOR—BUREAU DU REVENU:—

Loi des véhicules-automobiles	7,151,559.09	
Taxe sur la gasoline	10,783,953.47	
Droits sur les successions	12,404,322.36	
Taxes sur les corporations (sur capital)	3,601,280.55	
Taxes sur les corporations (sur profits)	2,992,248.08	
Taxes sur transferts de valeurs	305,209.51	
Licences d'hôtels, restaurants, etc.	345,725.78	
Autres Taxes	55,475.38	
	37,699,774.22	
Trésor, Bureau des Assurances	131,253.90	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits	2,208,388.48	
Secrétaire de la Province	96,740.00	
Travaux Publics	324,310.73	
Travail	85,418.03	
Chasse et Pêcheries	21,441.00	
Procureur Général	68,768.65	
		40,636,095.01

Provenant d'autres sources:—

Subside de la Puissance du Canada basé sur la population		2,464,553.00
Intérêts		434,052.36
Commission des liqueurs de Québec:—		
Compte de commerce	5,411,736.48	
Moins: Octroi à l'Assistance Publique	1,000,000.00	
		4,411,736.48

RESSOURCES NATURELLES:—

Terres et Forêts	4,301,760.67	
Mines	1,533,754.41	
Chasse et Pêcheries	347,775.17	
Colonisation	114,044.07	
		6,297,334.32

Honoraires, divers départements		575,244.55
Amendes, etc., divers départements		290,093.40
Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie, assistance publique et unités sanitaires:—		
Entretien des prisonniers		49,245.00
Divers, différents départements		491,227.28

Total du Revenu Ordinaire 55,649,581.40

Treasury Department

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ending June 30th, 1940 as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.

ORDINARY REVENUE:—

From Taxation:—

TREASURY—REVENUE BRANCH—

Motor Vehicle Law.....	7,151,539.09	
Gasoline Tax.....	10,783,953.47	
Duties on Successions.....	12,404,322.36	
Corporation Tax (On Capital).....	3,601,280.55	
Corporation Tax (On Profits).....	2,992,248.08	
Security Transfer Tax.....	365,209.51	
Licences of Hotels, Restaurants, etc.....	345,725.78	
Other Taxes.....	55,475.38	
	37,699,774.22	
Treasury—Insurance Branch.....	131,253.90	
Alcoholic Liquor Act, Permits and Duties.....	2,208,388.48	
Provincial Secretary.....	96,740.00	
Public Works.....	324,310.73	
Labour.....	85,418.03	
Game and Fisheries.....	21,441.00	
Attorney General.....	68,768.65	

40,636,095.01

From other sources:—

Dominion of Canada Subsidy, based on population.....		2,464,553.00
Interest.....		434,052.36
Quebec Liquor Commission:—		
Trade Account.....	5,411,736.48	
Less: Grant to Public Charities Fund.....	1,000,000.00	

4,411,736.48

NATURAL RESOURCES.—

Lands and Forests.....	4,301,760.67	
Mines.....	1,533,754.41	
Game and Fisheries.....	347,775.17	
Colonization.....	114,044.07	

6,297,334.32

Fees, various departments.....		575,244.55
Fines, etc., various departments.....		290,093.40
Municipal contributions, excluding those for Insane Asylums, Reformatory and Industrial Schools, Public Charities and Health Units:—		
Maintenance of Prisoners, etc.....		49,245.00
Miscellaneous, various departments.....		491,227.28

Total Ordinary Revenue..... \$ 55,649,581.40

Département du Trésor—Suite

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1940, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre 1895.—Suite

DEPENSES ORDINAIRES:—		
Dette Publique:—		
Intérêts	10,279,301. 41	
Moins: —taxe du chômage et revenu provenant des successions vacantes	621,654. 00	
		9,657,647. 41
Frais d'administration	534,944. 61	
Amortissement d'escompte et de primes sur emprunts	613,821. 20	
		1,148,765. 81
Fonds d'amortissement	3,672,356. 23	
Moins: Versement déposé par la Banque Canadienne Nationale en vertu de 14 Geo. V, ch. 3, avec intérêts accrus	262,505. 74	
		3,409,850. 49
		14,216,263. 71
Bureau du Revenu		480,171. 63
Service des Assurances		8,980. 70
		14,705,425. 04
Législation		822,325. 00
Service Civil:—		
Salaires, pensions et assurances	3,561,992. 95	
Dépenses d'administration	229,983. 16	
		3,791,976. 11
Procureur Général		4,073,577. 30
Procureur Général—Directeur des Achats		787,687. 04
Secrétaire de la Province		2,523,862. 68
Santé (y compris l'Assistance Publique \$2,725,952.31)		4,951,204. 32
Instruction Publique		4,011,031. 41
Travaux Publics		1,768,013. 18
Mines et Pêcheries Maritimes		765,359. 98
Travail		6,002,919. 84
Agriculture		4,099,750. 57
Voirie		6,483,666. 02
Terres & Forêts		2,566,869. 43
Chasse et Pêcheries		415,000. 00
Colonisation		2,863,840. 36
Affaires Municipales, Industrie et Commerce		401,621. 13
Services Divers		77,510. 11
Dépôts Judiciaires Prescrits		1,118. 46
Augmentation de la réserve pour comptes douteux		1,824,168. 09
Total des Dépenses Ordinaires		\$ 62,936,926. 07
Excédent des Dépenses Ordinaires sur le revenu ordinaire pour l'année fiscale terminée le 30 juin, 1940 (A reporter)		\$ 7,287,344. 67

Treasury Department—Continued

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ending June 30th, 1940, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.—Continued.

ORDINARY EXPENDITURE:—		
Public Debt:		
Interest charges.....	10,279,301.41	
Less: Unemployment Tax and revenue from Echeated Estates	621,654.00	
		9,657,647.41
Charges of Management.....	534,944.61	
Amortization of Discount and Premium on loans issued	613,821.20	
		1,148,765.81
Sinking Funds.....	3,672,356.23	
Less: Instalment deposited by — La Banque Canadienne Nationale under 14 Geo. V, c. 3, with accrued interest	262,505.74	
		3,409,850.49
		14,216,263.71
Revenue Branch.....		480,171.63
Insurance Branch.....		8,989.70
		14,705,425.04
Legislation.....		822,325.00
Civil Service:—		
Salaries, pensions and insurance.....	3,561,992.95	
Administrative expenses.....	229,983.16	
		3,791,976.11
Attorney General.....		4,073,577.30
Attorney General—Director of Purchases.....		787,697.04
Provincial Secretary.....		2,523,862.68
Health (including Public Charities \$2,725,952.31).....		4,951,204.32
Education.....		4,011,031.41
Public Works.....		1,768,013.18
Mines and Maritime Fisheries.....		765,359.98
Labour.....		6,002,919.84
Agriculture.....		4,099,750.57
Roads.....		6,483,666.02
Lands and Forests.....		2,566,869.43
Game and Fisheries.....		415,000.00
Colonization.....		2,863,840.36
Municipal Affairs, Trade and Commerce.....		401,621.13
Miscellaneous Services.....		77,510.11
Prescribed Judicial Deposits.....		1,118.46
Increase in Reserve for doubtful accounts.....		1,824,168.09
Total Ordinary Expenditure.....		\$ 62,936,926.07
Excess of Ordinary Expenditure over Ordinary Revenue for the fiscal year ending June 30th, 1940 (Carried forward).....		\$ 7,287,344.67

Département du Trésor—Suite

ÉTAT DES REVENUS et des DÉPENSES pour l'année fiscale se terminant le 30 juin 1940, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative en date du 11 décembre 1895.—Suite.

Excédent des Dépenses Ordinaires sur le revenu ordinaire pour l'année fiscale terminée le 30 juin 1940—(reporté)		\$ 7,287,344. 67
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES:—		
Loi de l'Aide aux chômeurs:—		
Dépenses d'administration	680,519. 00	
Secours directs	9,164,893. 03	
Aide aux Colons	332,951. 50	
Retour à la terre (plan Rogers-Auger)	296,577. 80	
	10,474,941. 33	
Loi pour promouvoir la Colonisation et le retour à la terre	104,933. 45	
Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la Colonisation:—		
Classification des sols, etc.	239,802. 44	
Loi de l'Aide à la Jeunesse (2 Geo. VI, c. 5):—Cours d'Education	364,306. 50	
		11,183,983. 72
Excédent des dépenses ordinaires et extraordinaires sur le revenu ordinaire pour l'année terminée le 30 juin, 1940		\$ 18,471,328. 39
DÉPENSES DE CAPITAL:—(reportées aux comptes de Capital):—		
Loi de l'Aide aux chômeurs:—		
Chemins Miniers	114,685. 22	
Travaux Publics (Accord Fédéral-Provincial)	486,655. 88	
Travaux pour remplacer les secours directs	5,974,599. 41	
Prison de Hull—(construction)	71,648. 38	
Chemins de Colonisation, etc.	558,177. 93	
Prison de Rimouski—(construction)	82,504. 35	
Prison d'Amos—(construction)	52,429. 44	
	7,340,700. 61	
Parcs Nationaux	218,993. 00	
Edifices Publics	606,503. 50	
Ponts de Péages et autres	557,817. 60	
Construction de Chemins	18,500,000. 00	
Chemins Miniers	164,423. 05	
Syndicat National d'Electricité	4,300,624. 38	
Loi pour sauvegarder et protéger les meilleurs intérêts de la Colonisation:—		
Construction de Chemins de Colonisation, Ponts, Maisons, etc.	288,073. 08	
Loi de l'Aide à la Jeunesse—(2 Geo. VI, chap. 5):—		
Construction de camps, et d'une école minière à Val d'Or	417. 28	
Chemins de Colonisation	1,607,736. 12	
Réserve Indienne, Nèclec.	30,000. 00	
Seigneurie Témiscouata	465,849. 60	
		\$ 34,074,138. 22

EDGAR VÉNIZA,
Auditeur de la Province

J. ARTHUR MATHEWSON,
Trésorier de la Province.

A. FOSTER,
Assistant-Trésorier.

Département du Trésor, Québec, 30 août, 1940.

Treasury Department—Continued

STATEMENT of REVENUE and EXPENDITURE for the fiscal year ending June 30th, 1940, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.—Continued.

Excess of Ordinary Expenditure over Ordinary Revenue for the fiscal year ending June 30th, 1940—(brought forward).....		\$ 7,287,344. 67
EXTRAORDINARY EXPENDITURES:—		
Unemployed Aid Act:—		
Direct Relief.....	9,164,893. 03	
Administration.....	680,519. 00	
Aid to Colonists.....	332,951. 50	
Return to the Land (Rogers-Auger Plan).....	296,577. 80	
	10,474,941. 33	
Colonization Promoting and Return to the Land.....	104,933. 45	
Act to safeguard and protect the best interests of Colonization:		
Classification of soil, etc.....	239,802. 44	
Youth Aid Act (2 Geo. VI, c. 5) Educational courses.....	364,306. 50	
		11,183,983. 72
Excess of Ordinary and Extraordinary Expenditure over Ordinary Revenue for the fiscal year ending June 30th, 1940.....		\$ 18,471,328. 39
CAPITAL EXPENDITURE: (Carried to Capital Accounts)		
Unemployed Aid Act:—		
Mining Roads.....	114,685. 22	
Public Works (Federal-Provincial Agreement).....	486,655. 88	
Works to replace Direct Relief.....	5,974,599. 41	
Gaol at Hull—Construction.....	71,648. 38	
Colonization Roads, etc.....	558,177. 93	
Gaol at Rimouski—Construction.....	82,504. 35	
Gaol at Amos—Construction.....	52,429. 44	
	7,340,700. 61	
National Parks.....	218,993. 00	
Public Buildings.....	606,503. 50	
Toll and other Bridges.....	557,817. 60	
Roads Construction.....	18,500,000. 00	
Mining Roads.....	164,423. 05	
National Electricity Syndicate.....	4,300,624. 38	
Act to Safeguard and Protect the best interests of Colonization:		
Construction of Colonization Roads, Bridges, Houses, etc.....	288,073. 08	
Youth Aid Act (2 Geo. VI, Cap. 5):		
Construction of Camps, and Mining School at Val d'Or.....	417. 28	
Colonization roads.....	1,600,736. 12	
Nédelec Indian Reserve.....	30,000. 00	
Témiscouata Seigneurie.....	465,849. 60	
		\$ 34,074,138. 22

EDGAR VÉZINA,
Provincial Auditor.

J. ARTHUR MATHEWSON,
Provincial Treasurer.

A. FOSTER,
Assistant Provincial Secretary.

Treasury Department, Quebec August 30th, 1940.

Département du Trésor—Suite

ÉTAT DE LA DETTE PUBLIQUE et des EMPRUNTS TEMPORAIRES et DÉPÔTS de la province de Québec au 30 juin, 1940, tel que requis par une Résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

DETTE CONSOLIDÉE

Date de l'émission	Où payable	Montant	
30 décembre 1894	Londres ou Paris	4,736,316 50	
1er janvier 1913	Londres	1,949,586 67	
1er juillet 1914	Londres	3,777,414 20	
1er juin 1916	Québec ou Montréal	2,500,000 00	
15 septembre 1916	Québec ou Montréal	144,000 00	
1er mars 1924	Montréal, New York ou Londres	15,000,000 00	
2 mars 1925	Québec, Montréal, Toronto ou New York	15,000,000 00	
1er juillet 1926	Québec, Montréal, Toronto ou New York	7,500,000 00	
1er mai 1927	Québec, Montréal, Toronto ou New York	4,000,000 00	
1er février 1928	Québec, Montréal, Toronto ou New York	5,000,000 00	
1er mai 1931	Québec, Montréal, Toronto ou New York	7,500,000 00	
2 janvier 1933	Québec, Montréal ou Toronto	9,000,000 00	
1er août 1933	Québec, Montréal ou Toronto	10,350,000 00	
15 mars 1934	Québec, Montréal ou Toronto	7,700,000 00	
1er juin 1934	Québec, Montréal ou Toronto	760,782 00	
1er février 1935	Québec, Montréal ou Toronto	5,000,000 00	
1er mars 1935	Québec, Montréal ou Toronto	1,500,000 00	
1er mai 1936	Québec, Montréal ou Toronto	428,000 00	
1er octobre 1936	Québec, Montréal ou Toronto	12,000,000 00	
1er novembre 1936	Québec, Montréal ou Toronto	27,000,000 00	
1er juillet 1937	Québec, Montréal ou Toronto	11,000,000 00	
1er août 1937	Québec, Montréal ou Toronto	20,000,000 00	
1er décembre 1937	Québec, Montréal ou Toronto	25,000,000 00	
1er mars 1938	Québec, Montréal ou Toronto	20,000,000 00	
1er novembre 1938	Québec, Montréal ou Toronto	30,000,000 00	
15 mars 1939	Québec, Montréal ou Toronto	30,000,000 00	
15 juillet 1939	Québec, Montréal, Toronto ou New York	30,000,000 00	
2 janvier 1940	Québec, Montréal ou Toronto	12,000,000 00	
15 février 1940	Québec, Montréal ou Toronto	65,000,000 00	
		383,846,099 37	
Moins:—			
Fonds d'Amortissement	30,942,066 86		
Paiements différés re-débitures émises à la Banque d'Hochelega en vertu de l'acte de la Législature de Québec, 14 Geo. V, c. 3 payables en versements annuels de \$124,172 40.	12,014,776 56		
Fonds pour le rachat de la dette, S.R.Q. 1925, c. 20, a. 22	9,374 61		
L'Office du Crédit Agricole du Québec, fonds d'amortissement 2 Geo. VI, c. 36	1,075,000 00	44,041,418 03	
Dettes consolidées nettes			339,804,681 34
EMPRUNTS TEMPORAIRES ET DÉPÔTS			
Dépôts Judiciaires		597,937 24	
Dépôts en garantie et en fiducie	16,179,681 74		
Moins:—débitures en mains	11,532,249 32	4,647,432 42	5,245,389 66
			345,050,071 00

EDGAR VÉZINA,
Auditeur de la Province.

J-ARTHUR MATHEWSON,
Trésorier de la Province.

A FOSTER,
Assistant-Trésorier.

Treasury Department—Continued

STATEMENT of the PUBLIC DEBT and TEMPORARY LOANS and DEPOSITS of the Province of Quebec, at June 30th, 1940, as required by a Resolution of the Legislative Assembly of the 11th of December, 1895.

FUNDED DEBT

Date of issue	Where Payable	Amount	
30th December, 1894	London or Paris	4,736,316.50	
1st January, 1913	London	1,949,586.67	
1st July, 1914	London	3,777,414.20	
1st June, 1916	Quebec or Montreal	2,500,000.00	
15th September, 1916	Quebec or Montreal	144,000.00	
1st March, 1924	Montreal, New York or London	15,000,000.00	
2nd March, 1925	Quebec, Montreal, Toronto or New York	15,000,000.00	
1st July, 1926	Quebec, Montreal, Toronto or New York	7,500,000.00	
1st May, 1927	Quebec, Montreal, Toronto or New York	4,000,000.00	
1st February, 1928	Quebec, Montreal, Toronto or New York	5,000,000.00	
1st May, 1931	Quebec, Montreal, Toronto or New York	7,500,000.00	
2nd January, 1933	Quebec, Montreal or Toronto	9,000,000.00	
1st August, 1933	Quebec, Montreal or Toronto	10,350,000.00	
15th March, 1934	Quebec, Montreal or Toronto	7,700,000.00	
1st June, 1934	Quebec, Montreal or Toronto	760,782.00	
1st February, 1935	Quebec, Montreal or Toronto	5,000,000.00	
1st March, 1935	Quebec, Montreal or Toronto	1,500,000.00	
1st May, 1936	Quebec, Montreal or Toronto	428,000.00	
1st October, 1936	Quebec, Montreal or Toronto	12,000,000.00	
1st November, 1936	Quebec, Montreal or Toronto	27,000,000.00	
1st July, 1937	Quebec, Montreal or Toronto	11,000,000.00	
1st August, 1937	Quebec, Montreal or Toronto	20,000,000.00	
1st December, 1937	Quebec, Montreal or Toronto	25,000,000.00	
1st March, 1938	Quebec, Montreal or Toronto	20,000,000.00	
1st November, 1938	Quebec, Montreal or Toronto	30,000,000.00	
15th March, 1939	Quebec, Montreal or Toronto	30,000,000.00	
15th July, 1939	Quebec, Montreal, Toronto or New York	30,000,000.00	
2nd January, 1940	Quebec, Montreal or Toronto	12,000,000.00	
15th February, 1940	Quebec, Montreal or Toronto	65,000,000.00	
		\$383,846,099.37	
Less:—			
Sinking Funds invested	30,942,066.86		
Deferred payments re debentures issued to La Banque d'Hochelaga under authority of the Act of the Quebec Legislature, 14 Geo. V, Cap. 3, payable in annual instalments of \$124,172.40	12,014,776.56		
Fund for Redemption of Debt R.S.Q. 1925, Cap. 20, Art. 22	9,574.61		
Quebec Farm Credit Bureau Sinking Fund 2 Geo. VI, Cap. 36	1,075,000.00	44,041,418.03	
Net Funded Debt			339,804,681.34
TEMPORARY LOANS AND DEPOSITS			
Judicial Deposits		597,957.24	
Security and Trust Deposits	16,179,681.74		
Less: Securities on hand	11,532,249.32	4,647,432.42	5,245,389.66
			\$345,050,071.00

EDGAR VEZINA,
Provincial Auditor.

J. ARTHUR MATHEWSON,
Provincial Treasurer.

A. FOSTER,
Assistant Provincial Treasurer.

Treasury Department, Quebec, August 30th, 1940.

4260-o

Avis divers

Canada, Province de Québec

VILLE DE FARNHAM

Avis public est présentement donné par le conseil municipal de la Ville de Farnham, que dans le mois suivant la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, il présentera au lieutenant gouverneur en Conseil, une requête à l'effet d'obtenir l'émission de lettres patentes, modifiant la charte de cette ville, en abrogeant les dispositions de la section 18 du statut 2 Geo. V. (1912), ch. 67, qui restreint le droit de voter aux élections municipales aux seuls électeurs ayant acquitté leurs taxes municipales et spéciales, de façon à soumettre la ville de Farnham aux dispositions générales de la Loi des Cités et Villes qui accordent tel droit de voter à tous les électeurs municipaux, qu'ils aient acquitté ou non leurs taxes municipales.

Farnham, ce 22 août 1940.

Le procureur du conseil municipal
de la ville de Farnham,
4063-35-4-0 ANATOLE GAUDET.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Maîtres Plâtriers et Latteurs de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le neuf août 1940.

Le siège social de la société sera à Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4245-0 JEAN BRUCHESI.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-six août 1940.

Le siège social de la société sera au No 19, rue Caron, Québec, dans le district de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
4267-0 JEAN BRUCHESI.

Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec

TOWN OF FARNHAM

Public notice is hereby given by the Municipal Council of the Town of Farnham, that in the month following the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, it will present to the Lieutenant-Governor in Council, a petition for the purpose of securing the issue of letters patent, modifying the charter of the said town, by revoking the provisions of section 18 of the Statute 2 Geo. V (1912), ch. 67, which restricts the right of voting at the municipal elections solely to voters who have paid their municipal and special taxes, so as to submit the town of Farnham to the general provisions of the Cities' and Towns' Act which grants the said right to vote to all municipal electors whether they have or have not paid their municipal taxes.

Farnham, this 22nd August, 1940.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for the Municipal Council
4064-35-4 of the Town of Farnham.

The formation of an association under the name of "L'Association des Maîtres Plâtriers et Latteurs de la Province de Québec" for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province, under date of the ninth of August, 1940.

The principal place of business of the association is at Montreal.

JEAN BRUCHESI,
4246 Under Secretary of the Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, Inc." for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province, under date of the twenty sixth of August, 1940.

The principal place of business of the association is at No. 19, Caron street, Quebec, in the district of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
4268 Under Secretary of the Province.

Bureaux-chef

Chief-Offices

CATTON WOOD PRODUCTS LIMITED

CATTON WOOD PRODUCTS LIMITED

La compagnie "Catton Wood Products Limited" donne par les présentes avis, conformément à l'article 28 de la Loi des compagnies de Québec, qu'elle a établi son siège social à Ste-Thérèse, dans le district de Terrebonne.

Ste-Thérèse, le 6 septembre 1940.

Le secrétaire,
4247 L. E. JENSEN.

Catton Wood Products Limited hereby gives notice under section 28 of the Quebec Companies Act that it has established its head-office at Ste. Thérèse, in the district of Terrebonne.

Ste. Thérèse, September 6th, 1940.

L. E. JENSEN,
4248-0 Secretary.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Stratford Construction, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de Québec, en date du trentième jour de juillet mil neuf cent quarante, a établi son bureau à 5681 Queen Mary Road, Hampstead, P. Q.

Notice is hereby given that "Stratford Construction, Limited" incorporated by Quebec Letters Patent on the thirtieth day of July nineteen hundred and forty, has established its office at 5681 Queen Mary Road, Hampstead, P. Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce trentième jour d'août, mil neuf cent quarante.

STRATFORD CONSTRUCTION LIMITED.

Le président,

4249

H. CARIGNAN.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this thirtieth day of August nineteen hundred and forty.

STRATFORD CONSTRUCTION LIMITED.

H. CARIGNAN,

4250-c

President.

Chartes—Abandon de

Avis public est par les présentes donné que la compagnie "Fagnan et Frères, Ltée", demandera au lieutenant-gouverneur l'abandon de ses lettres patentes.

4301-o

Le procureur,
CHS. COURNOYER.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bias Bindings Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de mars 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de septembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de septembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Bloumaque Mining Co. Ltd (libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du dix-huitième jour d'août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décernée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Dean Realty Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinzième jour de juin 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Charters—Surrender of

Public notice is hereby given that the company "Fagnan et Frères, Ltée", will apply to the Lieutenant Governor for leave to surrender its letters patent.

4302

CHS. COURNOYER,
Attorney.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bias Bindings Ltd", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of March, 1940.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Bloumaque Mining Co. Ltd. (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the eighteenth day of August, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Dean Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of June, 1940.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "G. L. Mining Co. Limited (libre de responsabilité personnelle)", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinquième jour d'août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-troisième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. P. Drolet & Fils Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingtième jour d'octobre 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de septembre 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce troisième jour de septembre 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de "La Compagnie de Finance de Saint-Jérôme Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "La Société d'Entreprise Témiskamou Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du septième jour de septembre 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-septième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "G. L. Mining Co. Limited (No Personal Liability)", incorporated by letters patent dated the fifth day of August, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. P. Drolet & Fils Limitée", incorporated by letters patent dated the twentieth day of October, 1938.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of September, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Compagnie de Finance de Saint-Jérôme Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty fourth day of February, 1938.

Notice is also given that from and after the thirty first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "La Société d'Entreprise Témiskamou Ltée", incorporated by letters patent dated the seventh day of September, 1937.

Notice is also given that from and after the thirty first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty seventh day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of

au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Orange Crush (Eastern) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-huitième jour de janvier 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rawson Construction Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-sixième jour d'août 1940.

L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25a de ladite loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Roy & Frères Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du trente et unième jour d'août 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et unième jour d'août 1940, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce vingtième jour d'août 1940.

4297-0 L. DÉSILETS,
Assistant-procureur général.

Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Orange Crush (Eastern) Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-eight day of January, 1935.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rawson Construction Company, Limited", incorporated by letters patent dated the fifteenth day of March, 1938.

Notice is also given that from and after the thirty-first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1940.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25a of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Roy & Frères Limitée", incorporated by letters patent dated the thirty first day of August, 1934.

Notice is also given that from and after the thirty first day of August, 1940, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1940.

4298 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Demande à la Législature

SUCCESSION DE FEU THOMAS MUSSEN

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Crown Trust Company", une corporation légalement constituée, de Montréal, et Arthur York Wilks, directeur d'une compagnie d'assurances, de la cité de Westmount, exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen, et Cornelius McGee, comptable, de ladite cité de Montréal, curateur à la substitution créée par le testament de feu Thomas Mussen, s'adresseront à la Législature de Québec lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi à l'effet d'autoriser les exécuteurs testamentaires à accepter de la succession de Henry Miles, en son vivant, de la cité de Montréal, sous forme de dation en paiement, en règlement de la somme de soixante mille dollars (\$60,000), avec les intérêts accrus, le lot cadastral numéro cent vingt-six (No 126) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier du Centre de ladite cité de Montréal, avec les bâtisses dessus construites, et avec le

Application to the Legislature

ESTATE LATE THOMAS MUSSEN.

Notice is hereby given that Crown Trust Company, a body corporate of Montreal, and Arthur York Wilks, insurance executive of the City of Westmount, executors of the Estate of the late Thomas Mussen, and Cornelius McGee, accountant of the said City of Montreal, curator to the substitution created by the Will of the late Thomas Mussen, will apply to the Legislature of Quebec at the next session for the passing of an act to authorize the executors to accept from the Estate of Henry Miles, in his lifetime of the City of Montreal, in the form of a dation en paiement, in settlement of the sum of Sixty thousand dollars (\$60,000.00), with accrued interest, Cadastral lot number one hundred and twenty-six (No. 126) on the Official Plan and in the Book of Reference for the Centre Ward in the said City of Montreal, with the buildings thereon erected, and with power thereafter to resell and deal with the said property with the same effect

droit dans la suite de revendre et négocier ladite propriété avec même effet que si le droit de ce faire avait été donné aux exécuteurs testamentaires susdits en vertu du testament dudit feu Thomas Mussen.

Daté à Montréal, ce 3ième jour de septembre 1940.

Les agents des requérants,
4175-36-4 MANN, LAFLEUR & BROWN.

as if power so to do had been given to the aforesaid executors under the Will of the said late Thomas Mussen.

Dated at Montreal, this 3rd day of September, 1940.

MANN, LAFLEUR & BROWN,
4176-36-4-o Agents for Petitioners.

Département de l'Instruction publique

No 835-40.

Québec, le 5 septembre 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de: "La municipalité scolaire de Biron", dans le comté de Bonaventure, tout le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Les lots 1 à 18 inclusivement des rangs IV, V, VI du canton Nouvelle qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Saint-Louis-de-Gonzague; les lots 19 à 31 inclusivement des mêmes rangs et du même canton qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire. Les lots D à A inclusivement du rang IV du canton de Carleton et les lots A à 11 inclusivement des rangs V, VI et VII du même canton. Ces derniers lots ne font partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée."

4213-36-2-o

No 870-40

Québec, le 4 septembre 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de: "La municipalité scolaire de Lamarche", dans le comté de Chicoutimi, tout le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Tout le canton Rouleau qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire et les rangs VIII, IX et X du canton Labrecque qui devront être détachés de la municipalité scolaire de Labrecque."

4215-36-2-o

No 1011-40

Québec, le 10 septembre 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Esprit-Saint", dans le comté de Rimouski, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Les lots 1 à 40 inclusivement du rang I du canton Chénier et les lots 1 à 40 inclusivement des rangs 1 à 4 inclusivement du canton Laroche qui ne sont pas encore organisés en municipalité scolaire.

4273-37-2-o

No 395-13

Québec, le 10 septembre 1940.

Le Surintendant de l'Instruction publique donne avis qu'il se propose de modifier les limites de la municipalité scolaire de Mont-Carmel, dans le comté de Témiscamingue, en vue d'inclure dans ses limites les rangs VII, VIII, IX, du canton de Baby et les lots 1 à 19 inclusivement du rang IX du même canton.

4275-37-2-o

No 945-40

Québec, le 10 septembre 1940.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Saint-Bernard-des-Lacs" dans le

Department of Public Instruction

No. 835-40

Quebec, September 5th, 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Biron" in the County of Bonaventure, all the territory hereinunder described, to wit:

Lots 1 to 18 inclusively of Ranges IV, V, VI of the Township of Nouvelle, which are to be detached from the School municipality of Saint-Louis-de-Gonzague; lots 19 to 31 inclusively of said Ranges and said Township which are not yet organized for school purposes. Lots D to A inclusively of Range IV of the Township of Carleton and lots A to 11 inclusively of Ranges V, VI and VII of said Township. These latter lots not forming part of any already organized school municipality.

4214-36-2

No. 870-40.

Quebec, September 4th 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Lamarche", in the County of Chicoutimi, all the territory hereinunder described, to wit:

The whole of the Township of Rouleau which is not yet organized for school purposes and Ranges VIII, IX and X of the Township of Labrecque, which shall be detached from the School Municipality of Labrecque.

4216-36-2

No. 1011-40

Quebec, September 10th, 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Esprit Saint" in the County of Rimouski, the territory hereinunder described, to wit:

Lots 1 to 40 inclusively of Range I of the Township of Chénier, and lots 1 to 40 inclusively of Ranges 1 to 4 inclusively of the Township of Laroche which do not form part of any organized school municipality.

4274-37-2

No. 395-13

Quebec, September 10th, 1940.

The Superintendent of Public Instruction gives notice that he intends to alter the limits of the School Municipality of Mont-Carmel, in the County of Témiscamingue, for the purpose of including, within its limits, Ranges VII, VIII, IX of the Township of Baby, and lots 1 to 19 inclusively of Range IX of said Township.

4276-37-2

No. 945-40

Quebec, September 10th, 1940.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Saint-Bernard-des-Lacs",

comté de Gaspé-Nord, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Dans le canton de Towelle:

Les lots suivants, savoir:

- F à 30 inclusivement du rang VI.
- 1 à 30 inclusivement du rang VII.
- 4 à 28 inclusivement du rang VIII.
- 6 à 28 inclusivement du rang IX.
- 8 à 28 inclusivement du rang X.
- 12 à 28 inclusivement du rang XI.

Dans le canton de Cap-Chat:

Les lots suivants:

- 1 à 15 inclusivement du rang D.
- 1 à 19 inclusivement du rang E.
- 1 à 24 inclusivement du rang F.
- 1 à 25 inclusivement du rang G.
- 1 à 18 inclusivement du rang H.

4277-37-2-o

in the County of Gaspé-North, the territory hereinunder described, to wit:

In the Township of Towelle:

The following lots, to wit:

- F. to 30 inclusively, of Range VI.
- 1 to 30 inclusively of Range VII.
- 4 to 28 inclusively of Range VIII.
- 6 to 28 inclusively of Range IX.
- 8 to 28 inclusively of Range X.
- 12 to 28 inclusively of Range XI.

In the Township of Cap-Chat:

The following lots:

- 1 to 15 inclusively of Range D.
- 1 to 19 inclusively of Range E.
- 1 to 24 inclusively of Range F.
- 1 to 25 inclusively of Range G.
- 1 to 18 inclusively of Range H.

4278-37-2

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Roberval, sous le nom de "Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers de Roberval" et que son principal siège d'affaires est à Roberval (Ville et Paroisse), comté de Roberval.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce troisième jour de septembre 1940.

Le sous-ministre suppléant de l'Agriculture,

4261-o ADRIEN MORIN.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Frontenac, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Lac Mégantic" et que son principal siège d'affaires est à Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 11 septembre 1940.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,

4287-o ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Roberval, under the name of "Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers de Roberval", and that its principal place of business is at Roberval (Town and Parish) county of Roberval.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 3rd day of September, 1940.

ADRIEN MORIN,

4262 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Frontenac, under the name of "Société Coopérative Agricole de Lac Mégantic", and that its principal place of business will be at Lake Mégantic, county of Frontenac.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, September 11th, 1940.

ADRIEN MORIN,

4288 Deputy Minister of Agriculture.

Minutes de notaire

Québec, ce 12 août 1940.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une

Notarial minutes

Quebec, August 12th, 1940.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has

requête a été transmise à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par monsieur Marcel Gilbert, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Côme, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Grenier, en son vivant notaire de Saint-Côme, district judiciaire de Beauce.

Le sous-secrétaire de la Province,
3867-33-5 o JEAN BRUCHESI.

been presented to His Honour the Lieutenant Governor in Council by Mr. Marcel Gilbert, notary, residing and practising at Saint-Côme, judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Joseph Grenier, on his lifetime notary, of Saint-Côme, judicial District of Beauce.

JEAN BRUCHESI,
3868-33-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

No 421-El.

Québec, le 9 septembre 1940.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1940, de nommer monsieur Stuart N. Cairns, commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire du Canton de Compton, dans le comté de Compton.

No 516-El.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 9 septembre 1940, de nommer messieurs Georges Bourgeois et Odilon Lecavalier, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Dorothée, No 1, dans le comté de Laval.

No 771-El.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1940, de nommer messieurs Ildège Locas et Albert Nadon commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Haut-de-la-Petite-Côte-de-Sainte-Rose, dans le comté de Laval, pour remplacer messieurs Emile Cloutier et Zotique Vaillancourt.

No 1150-El.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 6 septembre 1940, de nommer messieurs Irénée Pinard et Gérard Bérubé, commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite-Marie, dans le comté de Matapédia.

4271-o

Appointments

No. 421-El.

Quebec, September 9th, 1940.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated September 6th, 1940, to appoint Mr. Stuart N. Cairns, School Commissioner for the School Municipality of the Township of Compton, in the County of Compton.

No. 516-El.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 9th of September 1940, to appoint Messrs. Georges Bourgeois and Odilon Lecavalier, School Commissioners for the School Municipality of Sainte-Dorothée, No. 1, in the County of Laval.

No. 771-El.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 6th of September 1940, to appoint Messrs. Ildège Locas and Albert Nadon, School Commissioners for the School Municipality of Haut-de-la-Petite-Côte-de-Sainte-Rose, in the County of Laval, to replace Messrs. Emile Cloutier and Zotique Vaillancourt.

No. 1150-El.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 6th of September, 1940, to appoint Messrs. Irénée Pinard and Gérard Bérubé, School Commissioners, for the School Municipality of Sainte-Marguerite-Marie, in the County of Matapédia.

4272

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. No 189919. A. Rocquebrune, demandeur; vs B. Foisy, es-qual., défendeur; et Banque Canadienne Nationale, Tierce-saisie; et Jean Boutin, intervenant.

Appel des créanciers dans le cas de déconfiture du saisié C.P. 673.

Sur l'ordre de l'honorable Juge Décary donné le 6ième jour de septembre, 1940, vu l'allégation de l'insolvabilité de la Succession de feu John Francis Johnston, représentée par ledit défendeur es-qualité, les créanciers de la dite Succession, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Prothonotaire de la Cour supérieure pour ce district, à Montréal, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette Officielle*

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. No. 189919. A. Rocquebrune, Plaintiff; vs B. Foisy, es-qual., Defendant; and Banque Canadienne Nationale, Tierce-saisie; and Jean Boutin, Intervenant.

Notice to Creditors under article 673 C. C. P.

On the order of the Honourable Mr. Justice Decary, rendered on the 6th day of September 1940, on the allegation of the insolvency of the Estate of the late John Francis Johnston, represented by the said Defendant es-quality, the creditors of the said Estate who have not yet produced their claims, are hereby called to produce them in the present case at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, at the City of Montreal, within fifteen days from the date of the first

de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

Montréal, 11 septembre, 1940.

Y. DORVAL,
4303-37-2-o Dép. P. C. S.

insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, the whole in accordance with Articles 673 and 674 C.C.P.

Montreal, September 11th., 1940.

Y. DORVAL,
4304-37-2-o Dep. P.S.C.

Ventes par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 191.602.

Avis vous est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le cinquième jour de septembre 1940, rendu par l'honorable juge A. Décary, dans une cause dans laquelle Napoléon Lamer, bourgeois, de l'Abord à Plouffe, comté de Laval, district de Montréal, est demandeur; contre Dame Octavie Bertrand, veuve, d'Avila Lamer, en son vivant, journalier, de l'Abord à Plouffe, comté de Laval, district de Montréal, Laurette et Alice Lamer, filles majeures et usant de leurs droits, de l'Abord à Plouffe, comté de Laval, district de Montréal, Louis Plouffe, de l'Abord à Plouffe, district de Montréal, Joseph Lamer, de l'Abord à Plouffe, district de Montréal, Emile Lamer, de l'Abord à Plouffe, district de Montréal, Delisca Lamer, épouse de Zotique Foucrault, et ledit Zotique Foucrault, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, des cité et district de Montréal, Ulric Lamer, des cité et district de Montréal, Jean-Baptiste Lamer, des cité et district de Montréal, Hormidas Lamer, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné, comme suit, savoir:

"Un emplacement connu et désigné comme étant le lot No 163 du cadastre de St-Martin, comté de Laval, avec les bâtisses dessus érigées."

Ledit emplacement ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur MARDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE 1940, à DIX heures et DEMIE du matin, par ladite Cour, à la chambre 31, au Palais de Justice, à Montréal, ou dans toute autre chambre de ladite Cour supérieure désignée par le juge pour ladite vente, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Prothonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de \$1.000 dollars sera requis de tout enchérisseur lors de la réception de son enchère.

Montréal, le 12 septembre 1940.

Les procureurs du demandeur,
4279-37-2-o ANGERS & JEAN.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 191.845.

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal,

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 191.602.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the fifth day of September, 1940, rendered by the Honourable Mr. Justice A. Decary, in a cause wherein Napoléon Lamer, gentleman, of l'Abord à Plouffe, county of Laval, district of Montreal, is plaintiff; Dame Octavie Bertrand, widow of Avila Lamer, in his lifetime, laborer, of l'Abord à Plouffe, county of Laval, district of Montreal, Laurette and Alice Lamer, spinsters of full age and majority, of l'Abord à Plouffe, county of Laval, district of Montreal, Louis Plouffe, of l'Abord à Plouffe, district of Montreal, Joseph Lamer, of l'Abord à Plouffe, district of Montreal, Emile Lamer, of l'Abord à Plouffe, district of Montreal, Delisca Lamer, wife of Zotique Foucrault, and the said Zotique Foucrault, hereto present to authorize his wife to the purposes hereof, and also acting personally, of the City and District of Montreal, Ulric Lamer, of the City and District of Montreal, Jean-Baptiste Lamer, of the City and District of Montreal, Hormidas Lamer, of the City and District of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows:

"An emplacement known and designated as being the lot number one hundred and sixty-three (No. 163) of the cadastre of the Parish of St-Martin, county of Laval, with the buildings thereon erected."

The emplacement above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER 1940, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, by the said Court, in Room 31 in the Court House, at Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication, and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand dollars will be required from any bidder at the time of the adjudication.

Montreal, September 12th, 1940.

ANGERS & JEAN,
4280-37-2-o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 191.845.

Public notice is given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at

le troisième jour de septembre 1940, rendu par l'honorable juge Rhéaume, dans une cause dans laquelle Léon Dumont, employé de chemin de fer, de St-Albans, état du Vermont, un des États-Unis d'Amérique, en sa qualité de chef de la communauté existant entre lui et son épouse, Dame Anna Bourdeau, des mêmes lieux, et cette dernière, partie aux présentes en autant que besoin est et dûment assistée et autorisée aux fins des présentes par son dit époux, sont demandeurs, et Hélène Lefebvre, épouse séparée de biens, des cités et district de Montréal, de Joseph Ernest Mercier, du même lieu, et ce dernier partie aux présentes en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse, est défenderesse, la licitation de l'immeuble suivant, désigné comme suit, a été ordonnée, savoir:

Un lot de terre situé en la ville de Montréal-Nord, district de Montréal, borné en front par la rue L'Archevêque, (Chemin de la traverse) et connu et désigné sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro quarante (40-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et bâtisses y érigées, contenant 150 pieds en front par 172 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Ledit immeuble ci-dessus désigné sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur SAMEDI le DIX-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1940, à DIX heures TRENTE, du matin, par cette Cour, au Palais de Justice, district de Montréal, à la chambre No 31, à la Cour Supérieure de Montréal, ou dans toute autre chambre de ladite Cour Supérieure désignée par le Juge pour les fins de ladite vente, sujet aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au Greffe du Prothonotaire de ladite Cour.

Toutes oppositions afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devront être déposées au Greffe du Prothonotaire au moins douze jours avant la date fixée pour ladite vente, et toutes oppositions afin de conserver devront être déposées dans les six jours suivant l'adjudication, à défaut de quoi le droit de déposer sera éteint par forclusion conformément à la loi.

Un dépôt de \$1,000 dollars est requis pour enchérir sur ledit immeuble à ladite vente.

Montréal, le 12 septembre 1940.

Les procureurs des demandeurs,
CARTIER, BARCELO, RIVARD & PELLETIER.
4281-37-2-o

Montreal, on the third day of September, 1940, rendered by the Honourable Mr. Justice Rhéaume, in a cause wherein Léon Dumont, railroad employee of St. Albans, state of Vermont, one of the United-States of America, in his quality of head of community existing between the parties, Dame Anna Bourdeau, of the same place, and the latter being authorized by her said husband to the purposes hereof as far as necessary, are plaintiffs, and Helene Lefebvre, wife separated as to property, of the City and District of Montreal, of Joseph Ernest Mercier, of the same place, and the latter to authorized his said wife to the purposes hereof as far as necessary, is defendant, the licitation of the following immoveable, designated as follows, has been ordered, to wit:

A lot of land situated in the City of Montreal-Nord, District of Montreal, bounded in front by l'Archevêque Street, (Chemin de la traverse) and known and designated under the number two of the official subdivision of lot number forty (40-2) of the official plan and book of reference of the Parish of Sault-au-Récollet, with the buildings thereon erected, containing 150 feet in front by 172 feet in depth, english measure, more or less.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on SATURDAY, NINETEENTH day of OCTOBER, 1940, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, by this Court, at the Court House, District of Montreal, in room No. 31, in the Superior Court of Montreal, or in any other room of the said Superior Court designated by the judge for the said sale, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary.

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed for the sale, and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

A deposit of \$1,000 dollars is required from each bidder.

Montreal, September 12th, 1940.

CARTIER, BARCELO, RIVARD & PELLETIER,
4282-37-2-o Attorneys for Plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Comté d'Argenteuil

VILLE DE BARKMERE

Avis public est par les présentes donné par le soussigné secrétaire-trésorier de la susdite municipalité que les propriétés ci-après décrites seront vendues, au bureau de poste de Barkmere, MERCREDI, le NEUF OCTOBRE, mil neuf cent quarante, à DIX heures du matin, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, plus l'intérêt accru et à accroître sur icelles, et les frais, à moins que lesdites taxes, intérêts et frais n'aient été payés avant la vente.

Ces certains lopins de terre désignés aux livres de renvoi des cantons d'Arundel et Montcalm, dans le comté d'Argenteuil.

Sales for Municipal Taxes

County of Argenteuil

TOWN OF BARKMERE

Public notice is hereby given by the undersigned Secretary-Treasurer of the aforesaid Municipality, that the properties hereinafter described, will be sold at the Post Office in Barkmere on WEDNESDAY, OCTOBER NINTH, nineteen hundred and forty, at TEN O'clock of the forenoon, to satisfy the payment of Municipal and School Taxes, plus interest accrued and to accrue thereon, and cost, unless taxes, interest and cost be paid before the sale.

Those certain lots of land designated in the Book of References of the Townships of Arundel and Montcalm in the County of Argenteuil.

Canton d'Arundel

1. SUCCESSION WILLIAM DOUGLAS.—Lot 15 de la subdivision Spencer dans le lot 3, rang 6.
2. SUCCESSION DAN SAMSON.—La demie sud du lot 3, rang 6, moins, cependant, cette partie vendue à Ludger Labrosse, d'environ deux acres; et cette partie vendue à C. A. Spencer par acte enregistré sous le No 23672, et à Albert Richard Whittall, par acte enregistré sous le numéro 30776.
3. C. A. SPENCER.—Cette partie sud de Bark Lake qui est la partie ouest de la partie sud du lot 2, rang 6.
4. DAME L. A. SPENCER et DELLE L. B. SPENCER.—Les lots suivants dans la subdivision Spencer, dans le lot 2, rang 6, 2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8, 2-17, 2-18, 2-19, 2-20, 2-21, 2-22, 2-23, 2-24, 2-25, 2-26, 2-27, 2-31, 2-32, 2-33, 2-34, 2-35, 2-37, 2-40, 2-41, 2-42, 2-84, 2-85, 2-86, 2-87, 2-88, 2-89, 2-90, 2-91, 2-92, 2-93, 2-94, 2-97, 2-98, 2-112, 2-113, 2-114, 2-115, 2-116, 2-117, 2-118, 2-119, 2-120. La partie restante du lot 2, rang 6, n'est pas incluse dans la subdivision.

Canton de Montcalm

5. DAME L. A. SPENCER et DELLE L. B. SPENCER.—Cette parcelle de terrain sud de Bark Lake qui est la partie sud du lot 10, rang 5. Cette partie de terrain sud de Bark Lake qui est l'angle sud-est du lot 12, rang 6.

Cette parcelle de terrain sud de Bark Lake qui est l'angle sud-est du lot 2, rang 6.

Cette parcelle de terrain qui est la partie sud du lot 4, rang 6.

Cette parcelle de terrain ouest de Bark Lake qui est l'angle sud-est du lot 14, rang 6.

Cette parcelle de terrain ouest de Bark Lake qui est la partie sud du lot 15, rang 6.

Cette parcelle de terrain nord-ouest de Bark Lake qui est la partie nord du lot 16, rang 6.

Cette parcelle de terrain nord de Bark Lake qui est la partie nord du lot 17, rang 6.

Cette parcelle de terrain sud de Bark Lake qui est la partie nord de la partie sud du lot 17, rang 6.

Cette parcelle de terrain nord de Bark Lake qui est la partie sud de la partie sud du lot 17, rang 6.

Cette parcelle de terrain nord de Bark Lake qui est la partie nord du lot 18, rang 6.

Cette parcelle de terrain sud de Bark Lake qui est la partie nord de la partie sud du lot 18, rang 6.

Cette parcelle de terrain nord de Bark Lake qui est la partie nord du lot 19, rang 6.

Le secrétaire-trésorier,
C. L. REEVE.

4299-37-2

VILLE ST-PIERRE

VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR TAXES

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de la ville St-Pierre, MERCREDI, le DEUXIEME jour d'OCTOBRE 1940, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêt, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Township of Arundel

1. ESTATE OF WILLIAM DOUGLAS.—Lot 15 of Spencer's Subdivision in Lot 3, Range 6.
2. ESTATE DAN SAMSON.—South Half of Lot 3, Range 6, less however, that portion sold to Ludger Labrosse, about two acres: and that portion sold to C. A. Spencer by Deed registered under the No. 23672, and to Albert Richard Whittall, by Deed registered under the number 30776.
3. C. A. SPENCER.—That portion South of Bark Lake which is the West part of the South Part of Lot 2, Range 6.
4. MRS. L. A. SPENCER and MISS L. B. SPENCER.—The following Lots in the Spencer Subdivision in Lot 2, Range 6. 2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5, 2-6, 2-7, 2-8, 2-17, 2-18, 2-19, 2-20, 2-21, 2-22, 2-23, 2-24, 2-25, 2-26, 2-27, 2-31, 2-32, 2-33, 2-34, 2-35, 2-37, 2-40, 2-41, 2-42, 2-84, 2-85, 2-86, 2-87, 2-88, 2-89, 2-90, 2-91, 2-92, 2-93, 2-94, 2-97, 2-98, 2-112, 2-113, 2-114, 2-115, 2-116, 2-117, 2-118, 2-119, 2-120. The remaining portion of Lot 2, Range 6, not included in the subdivision.

Township of Montcalm

5. MRS. L. A. SPENCER and MISS L. B. SPENCER.—That parcel of land South of Bark Lake which is the South portion of Lot 10, Range 5. That portion of land South of Bark Lake which is the South East Corner of Lot 12, Range 5.

That parcel of land South of Bark Lake which is the South East Corner of Lot 2, Range 6.

That parcel of land which is the South Portion of Lot 4, Range 6.

That parcel of land West of the Bark Lake which is the South East Corner of Lot 14, Range 6.

That parcel of land West of Bark Lake which is the South Part of Lot 15, Range 6.

That parcel of land North West of Bark Lake which is the North Part of Lot 16, Range 6.

That parcel of land North of Bark Lake which is the North part of Lot 17, Range 6.

That parcel of land South of Bark Lake which is the North part of the South part of Lot 17, Range 6.

That parcel of land North of Bark Lake which is South of the South part of Lot 17, Range 6.

That parcel of land North of Bark Lake which is the North part of Lot 18, Range 6.

That parcel of land South of Bark Lake which is the North Part of the South part of Lot 18, Range 6.

That parcel of land North of Bark Lake which is North part of Lot 19, Range 6.

C. L. REEVE,
Secretary-Treasurer.

4300-37-2-o

TOWN OF ST. PIERRE

SALE OF PROPERTIES FOR TAXES

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of the Town of St. Pierre, on WEDNESDAY, the SECOND day of OCTOBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom.—Name.	Cadastre	Subdivision
Brisebois, Vve-Widow, Mme-Mrs. O.	119	1/2-29 N.-O.-N.W. (avec bâtisses-with buildings)
	119	1/2 30 S.-E. (avec bâtisses-with buildings).
Sujets à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.		Subject to the privileged claim of consolidation of arrears of taxes.
Duval, Louis.	130	137, 138, (avec bâtisses-with buildings).
Sujet à la créance privilégiée de la consolidation des arrérages de taxes.		Subject to the privileged claim of consolidation of arrears of taxes.
Larche, Alfred.	136	Pt. (non-subdivisée-unsubdivided) (avec bâtisses-with buildings).
A distraire la partie vendue à A.-G. Evans, mesurant 77.5 pieds de largeur et 71 pieds de profondeur d'un côté et 54 pieds de profondeur de l'autre côté, enregistrée à Montréal le 13 juin 1928 sous le numéro 181056.		Less the part sold to A. G. Evans, measuring 77.5 feet wide and 71 feet deep on one side and 54 feet deep on the other side, registered at Montreal on June 13th 1928 under number 181056.

Les immeubles susdits sont tous sur le plan et dans le livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et situés dans la ville St-Pierre.

Donné à l'Hôtel de Ville, ville St-Pierre, P.Q. ce 29 août 1940.

Le secrétaire-trésorier,
4181-36-2-o H. FLORIMOND MALO.

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Montreal, and situated in the town of Ville St. Pierre.

Given at the Town Hall, Ville St. Pierre, P.Q., this 29th August, 1940.

H. FLORIMOND MALO,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEAUHARNOIS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat, District de Beauharnois. } JACQUES MA-
No 4965. } LOUIN, deman-
deur; vs LIONEL BEAUDRY et al, ex-qualité, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux défendeurs:

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la ville de Salaberry de Valleyfield; connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite ville sous le numéro trois-cent-trente-quatre (334) de la contenance de quarante-sept pieds de largeur sur quatre-vingt-seize pieds de profondeur; formant quatre mille cinq cent douze pieds en superficie; mesure anglaise, avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau en la dite cité de Salaberry de Valleyfield, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE, 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif.

Bureau du Shérif. P.-H. REID.
Ce 21e jour d'août 1940. 4011-34-2-o
[Première publication, 24 août 1940]

SHERIFFS' SALES

BEAUHARNOIS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court, District of Beauharnois. } JACQUES MA-
No. 4965. } LOUIN, plaintiff;
vs LIONEL BEAUDRY et al, ex-qualité, Defendants.

Seized as belonging to the defendants:

A lot of land or emplacement being and situated in the Town of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said Town under number three hundred and thirty four (334) measuring forty seven feet in width by ninety-six feet in depth; forming four thousand five hundred and twelve feet in area, English measure, with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the said City of Salaberry de Valleyfield, on WEDNESDAY, the TWENTY FIFTH day of SEPTEMBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

P. H. REID,

Sheriff's Office. Sheriff.
This 21st day of August, 1940. 4012-34-2
[First publication, August 24th, 1940]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Rimouski, Canada. } PATRICK FURLONG,
Province de Québec. } marchand, du lieu
No 7711. } appelé Mont-Louis, district de Gaspé, Demandeur; vs PIERRE JALBERT, autrefois de Mont-Louis et actuellement du lieu appelé Marsouins, district de Gaspé, Défendeur.

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Rimouski, Canada. } PATRICK FURLONG,
Province of Quebec. } merchant, of the
No. 7711. } place called Mont Louis, District of Gaspé, Plaintiff; vs PIERRE JALBERT, heretofore of Mont Louis and actually of the place called Marsouins, district of Gaspé, Defendant.

Une maison située à Marsouins, comté de Gaspé, appartenant au défendeur Pierre Jalbert, située sur le terrain de A. Couturier & Fils, Limitée.

Pour être vendu à la porte de l'église de Marsouins, JEUDI, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif. M. J. FURLONG,
Percé, P.Q., le 19 août 1940. 4013-34-2-o
[Première publication, 24 août 1940]

A house, situate at Marsouins, County of Gaspé, belonging to the Defendant, Pierre Jalbert, situate on the land of A. Couturier & Fils, Limited.

To be sold at the church door of Marsouins, on THURSDAY, the SEVENTEENTH day of OCTOBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office.
Percé, P.Q., August 19th, 1940. 4014-34-2
[First publication, August 24th, 1940]

KAMOURASKA

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

No 13154 } ERNEST MAILLOUX, cuisinier,
de la paroisse de St-Georges de
Cacouna, demandeur; contre ÉLISÉE MAILLOUX, du même lieu, défendeur.

Les lots de terre connus et désignés au plan et livre de renvoi du cadastre du comté de Témiscouata pour la paroisse de St-Georges de Cacouna sous les numéros deux cent quatre (204), deux cent treize (213) et deux cent vingt et un (221).

Sous réserve des droits sur la tourbe se trouvant sur lesdits immeubles, telle que vendue à Sieur J. P. Michaud par actes enregistrés sous les numéros quatre-vingt mille huit cents (80800) et quatre-vingt mille huit cent un (80801) au Bureau d'enregistrement du comté de Témiscouata.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Georges de Cacouna, district de Kamouraska, MARDI le QUINZIEME jour d'OCTOBRE 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. E.-A. DOUCET,
Rivière-du-Loup, 9 septembre 1940. 4263-37-2-o
[Première publication, 14 septembre 1940]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Kamouraska.

No. 13154 } ERNEST MAILLOUX, cook, of
the Parish of St-Georges de
Cacouna, plaintiff; against ÉLISÉE MAILLOUX, of the same place, defendant.

Those lots of land known and designated on the cadastral plan and in the book of reference of the County of Témiscouata, for the Parish of St-Georges de Cacouna, under numbers two hundred and four (204), two hundred and thirteen (213) and two hundred and twenty one (221);

With reserve of the rights upon the peat which is to be found on said immovables, as sold to Sieur J. P. Michaud, by deeds registered under numbers eighty thousand eight hundred (80800) and eighty thousand eight hundred and one (80801) at the Registry Office of the County of Témiscouata.

To be sold at the parochial church door of St-Georges de Cacouna, district of Kamouraska, on TUESDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

E. A. DOUCET,
Sheriff's Office.
Rivière-du-Loup, September 9th, 1940. 4264-37-2
[First publication, September 14th, 1940]

MONTMAGNY

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Province de Québec, } DAME MARIE-ANNA
No 5003 } JEAN, épouse de
Joseph-Amédée Thibault, journalier de la paroisse de St-Eugène, Comté de l'Islet, demanderesse; vs BENOIT BERNIER, cultivateur du même endroit, défendeur.

1. Un terrain mesurant 9 perches de largeur, sur 14 arpents de profondeur, plus ou moins, au premier rang de St-Eugène; borné nord au fronteau, sud au Bras St-Nicholas, est la route Alphonse Jean et ouest Jules Jean, étant les Nos 201-202 St-Eugène et bâtisses.

2. Un terrain au second rang de St-Eugène, de un demi arpent de largeur, sur la profondeur de la concession, allant d'un fronteau à l'autre du rang, borné à l'est par Jos. Normand, fils d'Eugène, à l'ouest par Jos. Normand, fils de François, étant les Nos 417 et 418 de St-Eugène.

3. Un terrain de 9½ perches de largeur sur environ 17 arpents de longueur, borné sud au fron-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montmagny.

Province of Québec, } DAME MARIE-ANNA
No. 5003. } JEAN, wife of Sieur
Joseph-Amédée Thibault, journeyman of the parish of St-Eugène, County of L'Islet, plaintiff; vs BENOIT BERNIER, farmer of the same place, defendant.

1. A lot of land measuring nine poles in the width on fourteen arpents in the depth more or less, on first range of St-Eugène, frontlet bounded on the North, South by the Bras St-Nicholas, East by Alphonse Jean road, and West by Jules Jean, being the lots number two hundred one and two hundred two (201-202) St-Eugène parish and buildings.

2. A lot of land on the second range of St-Eugène, of one half-arpent in the width, on the depth of the concession depart from frontlet to another of range bounded on the East by Jos. Normand, son of Eugène on the West by Jos. Normand, son of François, being the lots number four hundred seventeen and four hundred eighteen (417-418) of St-Eugène parish.

3. A lot of land, of nine and a half poles in the width on about seventeen arpents in the length,

teau du premier rang de St-Eugène et allant au nord au terrain de Joseph Bernier, entre ce dernier à l'ouest et Phidime Bélanger à l'est étant partie du lot No 498 de L'Islet.

4. Un terrain sur le haut des terres de L'Islet dans la "lisière" à St-Eugène ayant deux arpents de front sur un arpent de profondeur, borné nord à Jos. Bélanger, sud au fronteau entre L'Islet et St-Eugène, à l'est à Maxime Lemieux et à l'ouest à Thomas Cloutier étant partie du No 490 L'Islet.

5. Un terrain situé à St-Eugène ayant 7½ perches de largeur sur 14 arpents de profondeur, plus ou moins, borné nord à Michel Tremblay sud et ouest à la route Alphonse Jean, étant partie du No 99 de St-Eugène.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Eugène, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1940, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. CARON.
Montmagny, le 20 août 1940. 4015-34-2-o
[Première publication, 24 août 1940]

bounded South to first range frontlet of St-Eugène, and depart on the north by Joseph Bernier lot of land, between this one's last on the West, and Phidime Bélanger on the East, being part of lot number four hundred and ninety-eight of L'Islet parish (498).

4. A lot of land on the upper farms of L'Islet in the St-Eugène border measuring two arpents in front on one arpent depth, bounded on the North by Jos. Bélanger, South to frontlet between L'Islet and St-Eugène, on the East by Maxime Lemieux, and on the West, by Thomas Cloutier as being part of lot number four hundred and ninety of L'Islet (490).

5. A lot of land situate at St-Eugène parish, measuring seven and a half poles in the width on fourteen arpents depth more or less, bounded on the North by Michel Tremblay, South and West, by Alphonse Jean road, being part of lot number ninety-nine of St-Eugène parish (99).

To be sold "en bloc", at the parochial church door of St-Eugène, the TWENTY-FOURTH day of SEPTEMBER 1940, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

J. A. CARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, August 20, 1940. 4016-34-2-o
[First publication, August 24th, 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { CRÉDIT FONCIER
186130. } FRANCO - CANADIEN, Demandeur; vs FRANÇOIS-ALBERT CHARBONNEAU, Défendeur; et SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curatrice au délaissement.

Comme appartenant au défendeur et en la possession de ladite curatrice au délaissement.

La juste moitié nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante de la subdivision officielle du lot originaire numéro huit (8-160) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du Village de Saint-Jean-Baptiste, laquelle moitié contient vingt-six pieds de largeur sur quarante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et est bornée comme suit: en front, vers le nord-est par la rue Boyer; en arrière vers le sud-ouest par le résidu dudit lot numéro 8-160 appartenant à J.-H. de la Barre, d'un côté, vers le nord-ouest par partie du lot numéro cent soixante et un de ladite subdivision (8-161) et de l'autre côté, vers le sud-est, par une ruelle portant le numéro cent cinquante-neuf de ladite subdivision (8-159)—avec les bâtisses y érigées plus particulièrement celle portant les numéros civiques 4216 et 4218 de ladite rue Boyer.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$440 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Savard, en date du 14 août 1940.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 21 août 1940. 4017-34-2-o
[Première publication, 24 août 1940]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { CREDIT FONCIER
186130. } FRANCO-CANADIEN Plaintiff; vs FRANÇOIS ALBERT CHARBONNEAU, Defendant; and SOCIÉTÉ D'ADMINISTRATION ET DE FIDUCIE, curatrix to the abandonment.

As belonging to said defendant and in the possession of said curatrix to the abandonment.

The exact northeast one half of that lot of land known and designated under number one hundred and sixty of the original subdivision of the original lot number eight (8-160) on the official plan and in the book of reference for the Village of Saint Jean Baptiste, said one half measuring twenty six feet in width by forty five feet in depth, English measure, more or less, and being bounded as follows: in front on the northeast, by Boyer Street; in rear on the southwest, by the residue of said lot number 8-160 belonging to J. H. de la Barre, on one side, on the northwest, by part of lot number one hundred and sixty one of said subdivision (8-161), and on the other side, on the southeast, by a lane bearing number one hundred and fifty nine of said subdivision (8-159)—with the buildings thereon erected, more particularly those bearing civic numbers 4216 and 4218 of said Boyer Street.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the TWENTY SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$440. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Savard, dated August 14th, 1940.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, August 21st, 1940. 4018-34-2
[First publication, August 24th, 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: **ANGELINE COLELLO**, 192852 épouse contractuellement séparée de biens de Gérard Lampron et ce dernier pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs **DAME OLIVE alias LEVIE POISSANT**, veuve de feu William Cox, défenderesse.

Deux lots de terre, ayant front sur l'avenue Vimont dans le quartier Mercier à Montréal, connus sous les Nos trente-huit et trente-neuf de la subdivision officielle du lot No six (6-38 & 39) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe; contenant ces deux lots une superficie totale de quatre mille six cent cinquante-cinq pieds (4655), mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées, ainsi que le droit de passage en commun dans la ruelle située en arrière desdits lots, aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendus "en bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPT OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$1050 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Decary, daté le 5 septembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 10 septembre 1940. 4283-37-2-o
[Première publication, 14 septembre 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **JOSEPHAT BÉLANGER**, C-146918, Demandeur; vs **G. MARTEL, INC.**, Défendeur.

Un lot de terre ayant front à l'avenue Pelgrave, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-414) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant ledit lot vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment une maison portant les numéros civiques 2251 à 2253 de ladite avenue Belgrave, en la cité de Montréal, le mur nord-ouest de la dite maison étant mitoyen et les fondations d'icelles du côté sud-est étant aussi mitoyennes, ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle en arrière dudit emplacement, avec et soumis aux servitudes de vues réciproques établies sur et en faveur de l'établissement voisin, connu et désigné sous le numéro quatre cent quinze de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante-dix (170-415) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$750 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Surveyer, daté le 10 septembre 1940.

Le shérif,

Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 11 septembre 1940. 4305-37-2-o
[Première publication, 14 septembre 1940.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: **ANGELINE COLELLO**, 192852 wife separate as to property by marriage contract of Gérard Lampron, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiff; vs **DAME OLIVE alias LEVIE POISSANT**, widow of the late William Cox, defendant.

Two lots of land fronting on Vimont avenue in Mercier Ward, at Montreal, known under numbers thirty eight and thirty nine of the official subdivision of lot number six (6-38 & 39) on the official plan and in the book of reference for the Parish of La Longue Pointe, said two lots containing a total area of four thousand six hundred and fifty five feet, English measure and more or less—with buildings thereon erected, and also right of way, in common, in the lane situate in rear of said lots, under the ordinary conditions of maintenance.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTEENTH of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1050. shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Honourable Justice Decary, dated September 5th, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 10th, 1940. 4284-37-2
[First publication, September 14th 1940]

FIERI FACIAS DE TERRIS

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: **JOSEPHAT BÉLANGER**, C-146918 Plaintiff; vs **G. MARTEL, INC.**, Defendant.

A lot of land fronting on Belgrave avenue, in Notre-Dame-de-Grâces Ward, in the City of Montreal, known and designated under number four hundred and fourteen of the official subdivision of lot number one hundred and seventy (170-414) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Montreal, said lot measuring twenty five feet in width by eighty feet in depth, the whole English measure and more or less—with all the buildings thereon erected, and, notably, a house bearing civic numbers 2251 to 2253 of said Belgrave avenue, in the City of Montreal, the northwest wall of the said house being a party wall and the foundations thereof on the South East side also being party foundations,—as the whole presently subsists with all active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable, and also with right of way, in common with all others having rights therein, in a lane in rear of said emplacement, with and subject to reciprocal servitudes of view established upon and in favour of the adjoining establishment, known and designated under number four hundred and fifteen of the official subdivision of lot number one hundred and seventy (170-415) of said official plan and book of reference for the Parish of Montreal.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the SEVENTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$750. shall be required from each and every bidder pursuant to a judgment of Hon. Justice Surveyer, dated September 10th, 1940.

L. P. CAISSE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, September 11th, 1940. 4306-37-2
[First publication, September 14th, 1940]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Province de Québec, } ALEXANDRE DES-
District de Nicolet, } ROSIERS, Médecin
No 975 } Vétérinaire, de St-Célestin,
district de Nicolet, demandeur; vs JOSEPH
BERGERON, de St-Célestin de Nicolet, et
PIERRE BERGERON de la dite paroisse, de
St-Célestin, aujourd'hui décédé et représenté par
sa succession qui se compose de Dame Delphine
Cormier son épouse, Zéphirin, Yvanhoe, & Aimé
Bergeron, tous de la paroisse de St-Célestin de
Nicolet, et sujets aux droits comme aux obligations
du dit feu Pierre Bergeron, en leur qualité
d'héritiers à sa succession, défendeurs.

La moitié indivise d'un terrain étant la moitié
latérale et longitudinale nord-est du lot numéro
deux cent vingt et un (No 221) au cadastre officiel
du comté de Nicolet pour la paroisse de St-Célestin
et appartenant au défendeur Joseph Bergeron;
et aussi la moitié indivise d'un terrain étant le
tiers latérale et longitudinale sud-ouest du lot
numéro deux cent dix sept (No 217) au même
cadastre pour la même paroisse et aussi appartenant
au défendeur Joseph Bergeron.

La moitié latérale et longitudinale sud-ouest
du lot numéro deux cent vingt et un (No 221) au
cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la
paroisse de St-Célestin; de même qu'une autre
terre portant le numéro deux cent vingt huit
(No 228) pour la même paroisse, ci-devant pro-
priété du défendeur Pierre Bergeron décédé, en la
possession de ses héritiers, savoir: Dame Delphine
Cormier son épouse, Zéphirin, Yvanhoe, & Aimé
Bergeron tous de St-Célestin de Nicolet.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de St-Célestin, district de Nicolet, MARDI le
QUINZIEME jour du mois d'OCTOBRE pro-
chain, 1940, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif, J. H. ROUSSEAU.
Bureau du shérif. Nicolet, 9 septembre 1940. 4265-37-2-o
[Première publication, 14 septembre 1940]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Province of Quebec, } ALEXANDRE DES-
District of Nicolet, } ROSIERS, veterinary
No. 975 } surgeon, of St-Célestin,
District of Nicolet, plaintiff; vs JOSEPH BER-
GERON, of St-Célestin de Nicolet, and PIERRE
BERGERON, of the said Parish of St-Célestin,
now deceased, and represented by his Estate,
composed of Dame Delphine Cormier, his wife,
Zéphirin, Yvanhoe & Aimé Bergeron, all of the
parish of St-Célestin de Nicolet, and subject to
the rights and also to the liabilities of the said
late Pierre Bergeron, in their quality of heirs to
his estate, defendants.

The undivided half of a lot of land being the
lateral and longitudinal Northeast half of lot
number two hundred and twenty one (No. 221)
on the official cadastre of the county of Nicolet
for the parish of St-Célestin and belonging to the
defendant Joseph Bergeron; and also the undi-
vided half of a lot of land being the Southwest
lateral and longitudinal one third of lot number
two hundred and seventeen (No. 217) of said
Cadastre, for the said parish, and also belonging
to the defendant Joseph Bergeron.

The lateral and longitudinal Southwest half
of lot number two hundred and twenty one (No.
221) on the official cadastre of the County of Nico-
let, for the parish of St-Célestin; and also another
farm, bearing number two hundred and twenty
eight (No. 228) for the same parish, heretofore
the property of the deceased defendant Pierre
Bergeron, in the possession of his heirs, namely:
Dame Delphine Cormier, his wife, Zéphirin,
Yvanhoe & Aimé Bergeron, all of St. Célestin de
Nicolet.

To be sold at the parochial church door of St.
Célestin, district of Nicolet, on TUESDAY, the
FIFTEENTH day of the month of OCTOBER,
next, 1940, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU, Sheriff.
Sheriff's Office. Nicolet, September 9th, 1940. 4266-37-2
[First publication, September 14th, 1940]

PONTIAC

Cour de Magistrat.

Canada, } DONAT LEGUER-
Province de Québec, } RIER, notaire pu-
District de Pontiac, } blic, dans et pour la
No 2061. } Province de Québec, du
village de Campbell's Bay, district de Pontiac,
Demandeur; vs DAME ÉLÉONORA LADOU-
CEUR, veuve de feu Jules Turgeon, en son vivant
journalier, de l'endroit appelé Timmins, en la
Province d'Ontario, défenderesse.

Ce certain lot de terre connu et désigné aux plan
et livre de renvoi officiels pour le canton de l'Île
du Grand Calumet, comté de Pontiac, province
de Québec, Canada, comme étant la partie du lot
treize -A, du rang I du dit canton de l'Île du
Grand Calumet, avec les bâtisses dessus érigées,
comme étant pleinement désigné dans l'Acte de
Décès, enregistré dans le Lib. B. Vol. 38, folio
378, sous le numéro 45919, mais sujet à la servi-
tude enregistrée contre ledit immeuble par acte

PONTIAC

Magistrate Court

Canada, } DONAT LEGUER-
Province of Quebec, } RIER, notary public,
District of Pontiac, } in and for the province of
No. 2061. } Quebec, of the village of
Campbell's Bay, district of Pontiac, Plaintiff;
vs DAME ÉLÉONORA LADOUCEUR, widow
of the late Jules Turgeon, in his lifetime laborer,
of the place called Timmins, in the Province of
Ontario, Defendant.

That certain lot of land known and designated
according to the official plan and book of reference
for the township of Grand Calumet Island, Coun-
ty of Pontiac, province of Quebec, Canada, as
being lot part of thirteen A, of the range I of
the said township of Grand Calumet Island,
together with the buildings thereupon erected,
as completely designated in a declaration of
death, registered in Lib. B. Vol. 38, folio 378,
under the number 45919, but subject to the servi-

enregistré dans le Liber. B. Vol. 39, folio 368, sous le numéro 46714. (Ptie 13A, R.1.).

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1940, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. DOMINIC SLOAN.
Campbell's Bay, le 19 août 1940. 4019-34-2
[Première publication, 24 août 1940]

tude registered against the said immoveable by deed registered in Liber B. Vol. 39, folio 368, under number 46714. (Pt. 13-A, R.1.)

To be sold at the Registrar's Office for the County of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER, 1940, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office. DOMINIC SLOAN,
Campbell's Bay, August 19th, 1940. 4020-34-2-o
[First publication, August 24th, 1940]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Province de Québec, } THE COMMERCIAL
No 192096 ALIAS } ACCEPTANCE
CORPORATION LTD, corporation légale ayant
son siège social en les cité et district de Montréal,
Demandeur; vs NORMAN J. CROOK, résidant
à Kingsbury, district de St-François, Défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:
1. Les lots de cadastre numéros sept et vingt-sept des plan et livre de renvoi officiels du village de Kingsbury, comté de Richmond; et partie du lot numéro un du dit village tel qu'acquis de Thomas R. Woodward, le 21 juillet 1902, par contrat exécuté devant E. H. Bégin, notaire, dûment enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Richmond sous le numéro 162, B-28; aussi le chemin apparaissant sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village de Kingsbury situé au nord du lot cadastral numéro vingt-sept dudit village; ensemble avec les bâtisses, améliorations, accessoires et dépendances ci-dessus érigés et y appartenant.

2. Ce certain emplacement situé dans le canton de Melbourne, dit comté de Richmond, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme le lot cadastral numéro dix-neuf "B" dans le quatrième rang du dit canton; contenant vingt-cinq acres en superficie, plus ou moins; ensemble avec les améliorations, dépendances et accessoires y appartenant.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la ville de Richmond, MARDI, le QUINZE OCTOBRE prochain, à DIX heures a.m.

Le shérif,
Bureau du Shérif. J.-P.-C. LEMIEUX.
Sherbrooke, ce 11 septembre 1940. 4285-37-2-o

[Première publication, le 14 septembre 1940]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Province of Quebec, } THE COMMERCIAL
No. 192096 ALIAS. } ACCEPTANCE
CORPORATION LIMITED, legal corporation
having its head office in the city and district of
Montreal, Plaintiff; vs NORMAN J. CROOK,
residing at Kingsbury, district of Saint-Francis,
Defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
1. Lots cadastral numbers seven and twenty seven of the official plan and book of reference of the Village of Kingsbury, in County of Richmond; and part of lot number one of the said village as acquired from Thomas R. Woodward, on the 21st of July 1902, by deed executed before E. H. Bégin, notary, duly registered in Richmond County Registry Office, as B-28, No. 162; Also the road showing on the Official Plan and Book of Reference of said village of Kingsbury lying northerly of lot cadastral No. twenty-seven of said village; together with buildings and improvements, accessories and appurtenances thereon found, and thereto belonging.

2. That certain emplacement situate in the Township of Melbourne, said county of Richmond, known and designated upon the Official Plan and Book of Reference of said Township as lot cadastral No. nineteen "B" in the fourth range of said township; containing twenty five acres of land in superficies, more or less; together with improvements, appurtenances and accessories thereto belonging.

To be sold at the Registry Office, in the Town of Richmond, TUESDAY, the FIFTEENTH of OCTOBER next, at TEN a.m.

J. P. C. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Sherbrooke, this 11th of September, 1940.

4286-37-2-o
[First publication, September 14th, 1940]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
(Sous la loi des Liquidations)
Canada, } CRÉDIT CANADIEN
Province de Québec, } INCORPORÉ, cor-
No 202. } poration légalement consti-
tuee, ayant son siège social en la cité de Mont-
réal, district de Montréal, en liquidation, et,
THE SUN TRUST COMPANY LIMITED,
corporation légalement constituée ayant son siège
social en la cité de Montréal, district de Mont-
réal, en sa qualité de liquidateur du Crédit Cana-

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
(under the law of Liquidations)
Canada, } CRÉDIT CANADIEN
Province of Quebec } INCORPORÉ, cor-
No. 202. } poration legally consti-
tuted, having its social place of business in the
city and district of Montreal, in liquidation, and,
THE SUN TRUST COMPANY LIMITED,
corporation legally constituted, having her social
place of business in the city and district of
Montreal, in its quality of liquidator of Crédit

dien Incorporé, en liquidation, cédante aux termes d'un jugement rendu par l'honorable juge Rhéaume, en date du 16 août 1938, liquidateur, et, LE DIT CRÉDIT CANADIEN INC., créancier et cessionnaire; vs NAPOLEON ROCHON, agent d'assurance, de Laval-des-Rapides, district de Montréal, contributaire aux termes d'un jugement de l'honorable juge Boyer, en date du 4 novembre 1937, contributaire.

Un emplacement situé en la paroisse de St-André, dans le comté d'Argenteuil, et composé:

a. Des lots numéros cinq et huit de la subdivision du lot No quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (Nos 499-5 & 8) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse St-André.

b. Du lot numéro treize de la subdivision du lot No cinq cents (No 500-13) des plan et livre de renvoi officiels de la même paroisse St-André, dans le comté d'Argenteuil.

Avec bâtisses érigées sur le dit emplacement, et aussi avec toutes les servitudes actives et passives s'y rapportant.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale catholique de St-André d'Argenteuil, MARDI, le QUINZE OCTOBRE 1940, à DEUX heures de l'après-midi.

Avis public que dépôt de quarante cinq dollars devra être fait par tout enchérisseur.

Le shérif,
Bureau du shérif. ALBERT FOURNELLE.
Saint-Jérôme, ce 11 septembre 1940.

4307—37-2-o

[Première publication, 14 septembre 1940]

Commission du salaire minimum

AVIS

La Commission du salaire minimum a adopté le 5 septembre 1940, la résolution suivante, savoir:

Hôtels de campagne: Vu l'article 120 de l'ordonnance no 4, l'application des articles 45 et suivants de l'ordonnance no 4 (en ce qui concerne seulement la durée du travail), ainsi que des articles 76 (repos hebdomadaire), 77 (travail supplémentaire) et 78 (salaire et demi), soit suspendue pour les hôtels situés dans les municipalités de moins de 3000 âmes de population.

Que cette suspension devienne effective le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Québec, le 7 septembre 1940.

Le secrétaire intérimaire,
4289-o J.-A.-V. AUGER.

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail de la province de Québec, donne avis par les présentes, et ce conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi du salaire minimum (4 George VI, chapitre 39) que le règlement B-1 (Prélèvement) de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3250 du 6 septembre 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1 (Prélèvement)

(4 George VI, ch. 39, article 8, paragraphe e)

La Commission du salaire minimum, en vertu de ladite Loi du salaire minimum, statue et règle

Canadien Incorporé, in liquidation, grantor at the terms of a judgment rendered by the Honorable Justice Rhéaume, dated August the 16th 1938, Liquidator, and, LE DIT CRÉDIT CANADIEN INC., creditor and grantee; vs NAPOLEON ROCHON, insurance agent, of Laval-des-Rapides, district of Montreal, contributor at the terms of a judgment of the honorable justice Boyer, dated November the 4th, 1937, contributor.

An emplacement situated in the parish of St-André, in the county of Argenteuil, and composed:

a. Of the lots numbers five and eight of the subdivision of lot No. four hundred ninety-nine (Nos. 499-5 & 8) of the official plan and book of references of the said parish of St-André.

b. Of the lot number thirteen of the subdivision of the lot No. five hundreds (No. 500-13) of the official plan and book of references of the same parish of St-André, in the county of Argenteuil.

With the buildings erected on the said emplacement and also all the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold en bloc at the church door of the parish of St-André d'Argenteuil, TUESDAY, the FIFTEEN day of OCTOBER 1940, at TWO o'clock in the afternoon.

Public notice that a deposit of forty five dollars shall be required from each and every bidder.

ALBERT FOURNELLE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Saint-Jérôme, September 11th, 1940.

4308—37-2-o

[First publication, September 14th, 1940]

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Minimum Wage Commission adopted on September 5th, 1940, the following resolution:

Country hotels: Considering the powers of Article 120 of Ordinance No. 4, Article 45 and following (in so far as the duration of work is concerned), Article 76 (weekly rest), Article 77 (overtime) and Article 78 (time and one half) are suspended, for hotels situated in municipalities of a population of less than 3,000 souls.

This suspension becomes effective on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Quebec, September 7, 1940.

4290-o J. A. V. AUGER,
Temporary Secretary.

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of Section 8 of the Minimum Wage Act (4 George VI, chapter 39), that By-law B-1 (Levy) of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by Order-in-Council No. 3250 of the 6th of September 1940.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1 (Levy)

(4 George VI, ch. 39, article 8, paragraphe e)

The Minimum Wage Commission, pursuant to said Minimum Wage Act, orders and decrees to

qu'il sera prélevé des employeurs professionnels visés par l'une quelconque de ses ordonnances une somme égale à un tiers de un pour cent ($\frac{1}{3}$ de 1%) des salaires payés à leurs salariés, tel que ci-après précisé, savoir:

Article 1—Assiette. Sujet aux règles mentionnées à l'article ci-après, tel prélèvement est basé:

a) sur les salaires payés à compter du 1er juillet 1940 aux salariés régis par une ordonnance de la Commission, même s'ils sont supérieurs à ceux fixés par les ordonnances;

b) sur les salaires payés pour travail fait, même temporairement, dans les limites de la province de Québec, et sans considérer si tel travail a été fait dans une municipalité ou dans un territoire non organisé en municipalité;

Article 2—règles spéciales.

a) La valeur de la pension et du gîte fournis par l'employeur à ses salariés est sujette à prélèvement.

b) La valeur du logement et des autres avantages fournis par l'employeur à son salarié est sujette à prélèvement.

c) Les sommes payées pour délai-congé sont sujettes à prélèvement.

d) Les sommes payées pour vacances, absence pour maladie ou accident, les indemnités de résidence (living allowance) sont sujettes à prélèvement pourvu qu'elles soient exigibles de l'employeur en vertu d'une stipulation tacite ou expresse du contrat d'engagement.

e) Le prélèvement n'est dû que sur une somme de six cents dollars (\$600) quand durant une période de prélèvement un salarié a reçu un salaire supérieur au dit montant.

f) les pensions de retraite ne sont pas sujettes à prélèvement;

g) le coût des repas prévu par les ordonnances de la Commission est sujet à prélèvement, mais celui des repas qu'un employeur fournit à ses frais à un employé dans le cas de travail supplémentaire, ne l'est pas;

h) pour les camionneurs engagés à travailler avec leurs camions, le prélèvement n'est exigible que sur la partie représentant les trente centièmes (30-100) des montants qui leur sont payés, et pour les charretiers engagés à travailler avec leurs chevaux et voitures, seulement sur la partie représentant la moitié (50%) des montants qui leur sont payés;

i) l'employeur qui a à son service vendeurs, agents ou employés payés en tout ou en partie par commission ou parts de profits ou boni, dont les heures sont invérifiables, ne doit le prélèvement que sur les salaires payés pour les heures vérifiées;

j) chez les courtiers de bourse, les remisiers (customers men) sont des salariés dont les heures sont toutes contrôlables; en conséquence, le prélèvement est payable sur le total du salaire payé à ces employés, sujet toutefois à la limitation par salarié de six cents dollars (\$600) par période de prélèvement.

Article 3—Dette de l'employeur: Tel prélèvement est dû uniquement par l'employeur et ce dernier, directement ou indirectement, ne peut s'en faire rembourser, en tout ou en partie, par le salarié.

Article 4—Exemption: L'employeur qui durant une période de prélèvement n'a pas payé en salaires une somme supérieure à sept cent cinquante dollars (\$750) quel que soit le nombre de ses employés, est exempté pour ladite période de payer le prélèvement; mais tel employeur reste tenu

levy upon the professional employers contemplated by any one of its ordinances a sum equal to one third of one percent ($\frac{1}{3}$ of 1%) of the wages paid to their employees, as hereinafter provided, to wit:

Article 1—Basis: Subject to the rules mentioned in the following articles said levy is based:

a) on the wages paid from July 1st, 1940, to the employees governed by an ordinance of the Commission, even if said wages are higher than those fixed by the ordinances;

b) on the wages paid for work done, even though temporarily, within the limits of the Province of Quebec, without taking into consideration whether said work is done in a municipality or in a non-organized territory.

Article 2—Special provisions:

a) The value of board and room furnished by the employer to his employees, is subject to the levy;

b) The value of lodging and other advantages furnished by the employer to his employee, is subject to the levy;

c) The amounts paid as indemnity in lieu of notice are subject to the levy;

d) The amounts paid for holidays, absence through sickness or accident and living allowance, providing they are claimable from the employer according to an express or tacit condition of engagement contract, are subject to the levy;

e) When during a levy period the employee received an amount higher than six hundred dollars (\$600.00), the levy is payable only on said amount of six hundred dollars (\$600.00).

f) The retiring pensions are not subject to the levy;

g) The cost of meals referred to in the ordinances of the Commission is subject to the levy, but the cost of meals furnished by an employer at his expense, to an employee in the case of overtime is not subject;

h) The levy is payable only on thirty one hundredths (30-100) of the amounts paid to truck drivers engaged to work with their own trucks; and only on one half (50%) of the amounts paid to carters engaged to work with their own horses and vehicles;

i) The employer who has at his service salesmen, agents or employees paid in whole or in part on commission or share in profits or bonus, whose hours are unverifiable, pays the levy only on the wages paid for hours verified;

j) Customers' men employed by brokers are employees whose hours of work are verifiable; consequently, the levy is payable on the total of wages paid to these employees, subject however to the limitation of (\$600.00) per employee and per levy period.

Article 3—Employers debt: Said levy is payable only by the employer who cannot directly or indirectly obtain reimbursement of same, whether in whole or in part, from the employee.

Article 4—Exemption: The employer who during a levy period has not paid more than seven hundred and fifty dollars (\$750.00) in wages notwithstanding the number of his employees, is exempted from the levy for said period; but said employer is nevertheless obliged to send in to the

de fournir à la Commission le rapport mentionné à l'article 7 ci-après.

Article 5—Période de prélèvement: Un prélèvement est exigible sur les salaires payés par un employeur durant chacune des périodes suivantes, savoir:

- a) Première période: les mois de janvier, février et de mars de chaque année;
- b) seconde période: les mois d'avril, mai et juin de chaque année;
- c) troisième période: les mois de juillet, août, septembre de chaque année;
- d) quatrième période: les mois d'octobre, novembre et décembre de chaque année.

Article 6—Date de paiement.

1) Les prélèvements mentionnés à l'article précédent seront respectivement payables comme suit:

- a) pour la première période: le dix avril de chaque année;
- b) pour la deuxième période: le dix juillet de chaque année;
- c) pour la troisième période: le dix octobre de chaque année;
- d) pour la quatrième période: le dix janvier de chaque année;

2) toute redevance portera intérêt au taux de cinq pour cent (5%) à courir de la date d'expiration des quinze jours suivant l'échéance;

3) tous les paiements doivent se faire par chèques acceptés ou par bons de poste ou mandats à l'ordre de la Commission du salaire minimum, à son siège social, à Québec.

Article 7—Rapport: A ou avant les dates mentionnées à l'article ci-haut, tout employeur professionnel devra remettre à la Commission, à son siège social à Québec, avec sa remise pour prélèvement, s'il en doit, une déclaration assermentée mentionnant

- a) le nombre de salariés employés au cours de ladite période de prélèvement;
- b) le total des salaires payés durant ladite période;
- c) le total des salaires sujets à prélèvement;
- d) le montant de prélèvement à payer s'il y en a;
- e) tout autre renseignement exigé par résolution de la Commission.

Article 8: Tout employeur dont les périodes de paie ne concordent pas avec le mois de calendrier pourra, jusqu'à décision contraire de la Commission, inclure dans une période de prélèvement la partie de sa période de paie non terminée dans le terme de la période mentionnée à l'article 6 ci-haut et exclure telle période de la période de prélèvement suivante.

Article 9—Interprétation: La Commission pourra adopter des règles d'interprétation du présent règlement lesquelles seront publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, et seront censées faire partie du présent règlement sans toutefois affecter quant aux frais les causes pendantes.

Le présent règlement B-1 remplace le règlement B-1 de l'Office des salaires raisonnables. Il entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, après avoir reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Fait et signé à Montréal ce 27 août 1940.

Le Président, FERDINAND ROY,

Le Vice-Président, GUSTAVE FRANCO,

C. H. CHEASLEY,

J.-A. BOUTHILLETTE,

H. LOUDIN,

Commissaires.

Commission the report mentioned in Article 7 hereinafter.

Article 5—Levy period: A levy is payable on the wages paid by an employer during each of the following periods:

- a) First period: the months of January, February and March of each year;
- b) Second period: the months of April, May and June of each year;
- c) Third period: the months of July, August and September of each year;
- d) Fourth period: the months of October, November and December of each year.

Article 6—Date of payment:

1. The levies mentioned in the preceding Article are payable respectively as follows:

- a) the first period: the 10th of April of each year;
- b) the second period: the 10th of July of each year;
- c) the third period: the 10th of October of each year;
- d) the fourth period: the 10th of January of each year.

2. All unpaid amounts will bear interest at five per cent (5%) at the expiration of fifteen days following the date set forth for payment;

3. All payments must be made by accepted cheques, post-office or express money orders made to the order of the Minimum Wage Commission at its Head Office at Québec.

Article 7—Report: On or before the dates mentioned in the above article, every professional employer must send in to the Commission at its Head Office at Québec with his remittance for levy if any is payable, a sworn declaration mentioning

- a) the number of employees employed during said levy period;
- b) the total amount of wages paid during said period;
- c) the total amount of wages subject to the levy;
- d) the amount of the levy to be paid if any is payable;
- e) any other information exacted by resolution of the Commission.

Article 8: Any employer whose pay periods do not coincide with the calendar month may, until otherwise decided by the Commission, include in one levy period that part of his pay period not completed within the term of the period mentioned in Article 6 above, and exclude said period from the following levy period.

Article 9—Interpretation: The Commission may adopt rules of interpretation of the present By-law which shall be published in the *Quebec Official Gazette* and shall be deemed part of this By-law, without however affecting, as to costs only, the pending suits.

The present By-law B-1 replaces By-law B-1 of the Fair Wage Board and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* after approval by the Lieutenant-Governor-in-Council.

Done and signed at Montreal, August 27, 1940.

(Signed): FERDINAND ROY, President,

" GUSTAVE FRANCO, Vice-President,

" C. H. CHEASLEY, Member,

" J. A. BOUTHILLETTE, Member,

" H. LOUDIN, Member.

Copie certifiée du Règlement de la Commission du Salaire Minimum adopté le 27 août 1940.

Certified copy of By-law B-1 of the Minimum Wage Commission, adopted August 27, 1940.

J.-A.-V. AUGER,
4293-o Secrétaire Intérimaire.

J. A. V. AUGER,
4294-o Temporary Secretary.

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail de la province de Québec, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi du salaire minimum (4 George VI, chapitre 39), que les règlements B-2 (Registres), B-3 (Affichage) et B-4 (Paiement du salaire), de la Commission du salaire minimum, dont les textes suivent, ont été approuvés par l'arrêté ministériel numéro 3251 du 6 septembre 1940.

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour of the Province of Quebec, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of Section 8 of the Minimum Wage Act (4 George VI, chapter 39), that by-laws B-2 (Registers), B-3 (Posting) and B-4 (Payment of wages), of the Minimum Wage Commission, the texts of which follow, have been approved by Order-in-Council number 3251 of the 6th of September 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement "B"

(4 George VI, ch. 39, art. 8, paragraphe c)

Règlement B-2—(Registres)

La Commission du salaire minimum, en vertu de ladite Loi du salaire minimum, statue et règle ce qui suit:

Article 1: Tout employeur professionnel doit tenir un ou des registres où sont indiqués, pour chaque salarié à son emploi:

- a) ses nom et prénoms;
- b) sa résidence;
- c) la catégorie dont il fait partie et, s'il y a pourcentage, sa classe;
- d) le mode de rémunération du salarié, i.e. à l'heure, à la semaine, à la quinzaine, au mois, à commission, aux pièces, à forfait, etc.;
- e) les taux du salaire, si le salarié est engagé, à l'heure, à la semaine, à la quinzaine ou au mois;

f) tout renseignement exigé actuellement ou qui le sera par toute ordonnance qui régit ou pourra régir tel employeur;

g) tous autres renseignements que la Commission pourra, par résolution publiée dans la *Gazette Officielle*, déclarer nécessaires ou utiles à l'application de ses ordonnances.

Le présent article n'affecte pas les dispositions, sur la matière, déjà en vigueur dans les ordonnances de la Commission, lesquelles sont confirmées.

Article 2: La Commission pourra, par résolution, dispenser un employeur professionnel des obligations ou de quelques-unes d'elles imposées par le présent règlement.

Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, après avoir reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Fait et signé à Montréal ce 27 août 1940.

Le président, FERDINAND ROY.
Le Vice-président, GUSTAVE FRANCO.
C. H. CHEASLEY,
J.-A. BOUTHILLETTE,
H. LOUDIN.

Commissaires.

Copie certifiée du règlement B-2 de la Commission du salaire minimum, adopté le 27 août 1940.

J.-A.-V. AUGER,
Secrétaire intérimaire.

NOTICE

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law "B"

(4 George VI, ch. 39, Article 8, paragraph c)

By-law B-2—(Registers)

The Minimum Wage Commission, pursuant to said Minimum Wage Act, orders and decrees as follows:

Article 1: Every professional employer must keep one or more registers where shall be written for each employee:

- a) the surname and Christian names;
- b) the residence;
- c) the category to which he belongs and if there are percentages, the class;
- d) the mode of remuneration, that is, per hour, per week, per fortnight, per month, on commission, on piece work, contract price, etc.;
- e) the rates of wages, if the employee is engaged by the hour, by the week, by fortnight or by the month;

f) any information presently exacted or which may be by any ordinance which governs or might govern said employer;

g) any other information the Commission may by resolution published in the *Official Gazette*, deem necessary or useful in the application of its ordinances;

The provisions presently in force on this subject, in any ordinance of the Commission, are not affected by the present article and are thus specially confirmed.

Article 2: The Commission may, by resolution, exempt a professional employer from all or some of the obligations enacted by the present by-law.

The present By-law shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, after approval by the Lieutenant-Governor-in-Council.

Done and dated at Montreal, August 27, 1940.

(Signed): FERDINAND ROY, President,
" GUSTAVE FRANCO, Vice-President,
" C. H. CHEASLEY, Member,
" J.-A. BOUTHILLETTE, Member,
" H. LOUDIN, Member.

Certified copy of By-law B-2, of the Minimum Wage Commission, adopted August 27, 1940.

J. A. V. AUGER,
Temporary Secretary.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlements "B"

(4 George VI, ch. 39, article 8, paragraphe f)

Règlement B-3—(Affichage)

La Commission du salaire minimum, en vertu de ladite loi du salaire minimum, statue et règle ce qui suit:

Article 1: Tout employeur professionnel doit afficher, et tenir affiché dans un endroit bien en vue de son établissement où les employés ont accès, durant la période de temps mentionnée, tous règlements, résolutions, ordonnances ou documents que la Commission lui transmet à cette fin.

Cet article n'affecte pas les dispositions analogues des ordonnances lesquelles sont confirmées.

Article 2: Il en est de même de tout permis ou exemption accordés par la Commission.

Ce règlement B-3 entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*, après avoir reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Fait et signé à Montréal ce 27 août 1940.

Le président, FERDINAND ROY.

Le Vice-président, GUSTAVE FRANCO.

C. H. CHEASLEY,

J.-A. BOUTHILLETTE,

H. LOUDIN,

Commissaires.

Copie certifiée du règlement B-3 de la Commission du salaire minimum, adopté le 27 août 1940.

J.-A.-V. AUGER,

Secrétaire intérimaire.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlements "B"

(4 George VI, ch. 39, paragraphe g)

Règlement B-4—(Paiement du salaire).

La Commission du salaire minimum, en vertu de ladite Loi du salaire minimum, statue et règle ce qui suit:

Article 1: Tout employeur—sauf ceux ci-après dispensés ou qui le seront par résolution de la Commission—doit remettre au salarié son salaire dans une enveloppe scellée sur laquelle seront inscrits: ses nom et prénoms, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire à l'heure, la catégorie et la classe à laquelle appartient le salarié, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci devra être initialement par la personne qui aura fait la paie.

Article 2: Sont dispensés de suivre cette règle:

- Les employeurs non professionnels;
- Les employeurs professionnels dont les établissements ne sont ni commerciaux ni industriels;
- Ceux que la Commission a dispensés ou dispensera de ce mode de paiement, la Commission pouvant, par résolution, en prescrire un autre.

Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette Officielle de*

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law "B"

(4 George VI, ch. 39, article 8, paragraph f)

By-law B-3—(Posting)

The Minimum Wage Commission, pursuant to said Minimum Wage Act, orders and decrees as follows:

Article 1: Every professional employer must post and keep posted in a conspicuous place of the establishment accessible to the employees, all ordinances, regulations or documents which the Commission may transmit to him for such purpose.

The provisions on this subject in the ordinances are not affected by the present article and are hereby confirmed.

Article 2: The same enactment applies to permits or exemptions granted by the Commission.

This By-law B-3 shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* after approval by the Lieutenant-Governor in-Council.

Done and signed at Montreal, on August 27, 1940.

(Signed) FERDINAND ROY, President,

GUSTAVE FRANCO, Vice-President,

C. H. CHEASLEY, Member,

J. A. BOUTHILLETTE, Member,

H. LOUDIN, Member.

Certified copy of By-law B-3 of the Minimum Wage Commission, adopted August 27, 1940.

J. A. V. AUGER,

Temporary Secretary.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law "B"

(4 George VI, ch. 39, paragraph g)

By-law B-4—(Payment of wages)

The Minimum Wage Commission, pursuant to said Minimum Wage Act, orders and decrees as follows:

Article 1: Every employer—except those hereinafter exempted and those who will be by resolution of the Commission—must deliver to the employee his wages in a sealed envelope on which shall be written: his surname and Christian names, the date of the week or working period, the number of hours paid for, the wage rate per hour, the category or class to which the employee belongs, and the amount contained in the envelope; this envelope must be initialed by the person who made up the pay.

Article 2: Those exempted from said enactment are:

- Non professional employers;
- Professional employers whose establishments are neither commercial nor industrial;
- Those actually or who shall be exempted from this mode of payment by the Commission, however, the Commission may, by resolution, enact another mode of payment for said employers.

The present By-law shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Ga-*

Québec, après avoir reçu l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Fait et signé à Montréal, ce 27 août 1940.

Le Président, FERDINAND ROY.
Le Vice-président, GUSTAVE FRANCO.
C. H. CHEASLEY,
J.-A. BOUTHILLETTE,
H. LOUDIN,
Commissaires.

Copie certifiée du règlement B-4 de la Commission du salaire minimum, adopté le 27 août 1940.

J.-A.-V. AUGER,
4295-o Secrétaire intérimaire.

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail de la province de Québec, donne avis par les présentes que l'ordonnance numéro 4-A de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, a été approuvée par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, par l'arrêté ministériel numéro 3249 du 6 septembre 1940.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance no 4a

Amendant l'ordonnance no 4 en vertu de la Loi du salaire minimum, 4 George VI, chapitre 39.

La Commission du salaire minimum par sa présente ordonnance (no 4a), décrète:

L'ordonnance no 4 émise par l'Office des salaires raisonnables et devenue l'ordonnance no 4 de la Commission du salaire minimum est modifiée comme suit:

1. L'article 40 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

Article 40: Les chasseurs, livreurs, préposés à la livraison ou distribution d'effets, marchandises, circulaires, messages quelconques, à porter à pied ou à bicyclette, et aussi ceux qui, sur voitures de livraison, accompagnent le conducteur pour surveiller la cargaison ou aider à la livraison d'objets légers:

La semaine normale de travail de ces salariés est celle fixée pour l'établissement où ils sont employés;

Salaire basé sur une semaine de 48, 54 ou 60 heures, suivant le cas:

Zones I, II, III et IV	Par heure	Par semaine	Par mois	Par an
Semaine de 48 heures	0.10	\$4.80	\$21	\$250
Semaine de 54 heures	0.10	5.40	24	280
Semaine de 60 heures	0.10	6.00	26	310

Dans le cas où le dit messenger fournit et entretient une bicyclette à ses frais pour l'exécution de son travail, les salaires minima ci-dessus devront être majorés de deux cents (2c) de l'heure.

Les taux fixés par le présent article ne s'appliquent pas aux messagers chargés de distribuer des objets pesant plus que vingt-cinq livres ou conduisant des motocyclettes ou de vélocipèdes à plus de deux roues; ces salariés doivent alors et, suivant le cas, être rémunérés comme aides des chauffeurs (art. 38) ou comme conducteurs de véhicules (art. 38).

La règle d'interprétation no 17 du 22 décembre 1939 approuvée par arrêté ministériel le 13 janvier 1940 est abrogée, ainsi que la règle d'interprétation no 59 du 8 mars 1940 publiée dans la Gazette Officielle le 16 mars 1940.

2. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 50.

zette, after approval by the Lieutenant-Governor-in-Council.

Done and signed at Montreal, on August 27th, 1940.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
" GUSTAVE FRANCO, Vice-President,
" C. H. CHEASLEY, Member,
" J. A. BOUTHILLETTE, Member,
" H. LOUDIN, Member.

Certified copy, of By-law B-4, of the Minimum Wage Commission, adopted August 27, 1940.

J. A. V. AUGER,
4296-o Temporary Secretary.

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour of the Province of Québec, hereby gives notice that Ordinance number 4-A of the Minimum Wage Commission, the text of which follows, has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, by Order-in-Council number 3249 of the 6th of September 1940.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance No. 4-A

Amending Ordinance No. 4 pursuant to the Minimum Wage Act 4 George VI, chapter 39.

The Minimum Wage Commission by its present Ordinance (No. 4-A), enacts:

Ordinance No. 4 adopted by the Fair Wage Board now Ordinance No. 4 of the Minimum Wage Commission, is amended as follows:

1. Article 40 of said Ordinance is replaced by the following:

Article 40: Messengers, delivery boys and others occupied at delivering or distributing goods, merchandise, circulars, messages of any kind, on foot or on bicycle, and also those who on delivery vehicles accompany the driver to look after the goods or help in the delivery of light articles:

The regular workweek for these employees is that fixed for the establishment where they are employed;

Wages based on a workweek of 48, 54 or 60 hours, as the case may be:

Zones I, II, III and IV	Per hour	Per week	Per month	Per year
48-hour workweek	0.10	\$4.80	\$21	\$250
54-hour workweek	0.10	5.40	24	280
60-hour workweek	0.10	6.00	26	310

When said messenger furnishes and repairs his own bicycle, for the execution of his work, the above minimum wages shall be increased by two cents (2c) per hour.

The rates fixed by the present article do not apply to messengers occupied at delivering articles weighing more than twenty-five pounds, or driving motorcycles, or riding velocipedes with more than two wheels; these employees must therefore, and as the case may be, be remunerated as chauffeurs' helpers (Art. 38) or as motor-vehicle drivers (Art. 38).

Rule of interpretation No. 17 of December 22, 1939, approved by Order-in-Council of January 13, 1940, is repealed as well as Rule of interpretation No. 59 of March 8, 1940, published in the Official Gazette of March 16, 1940.

2. The following Article is added after Article 50:

50-A: Les entrepreneurs qui, par contrat passé avec un employeur, se chargent de donner gîte et pension aux salariés de ce dernier dans des installations temporaires ou encore de tenir sa maison d'employés (staffhouse), doivent payer leurs propres salariés travaillant dans les dites installations ou maison, en outre de leur pension complète (logement et repas), comme suit:

Le commis aux vivres, le chef cuisinier, les boulangers: trente-cinq dollars (\$35.) par mois;

Les aides du commis aux vivres: Les sous-chefs cuisiniers, les aides-boulangers, l'intendante: vingt-cinq dollars (\$25.) par mois;

Les aides de cuisine, les laveurs de vaisselle, les marmitons, les valets, les filles de salle, les filles de chambre: vingt dollars (\$20.) par mois;

Ces taux spéciaux ne s'appliquent qu'aux dits employés qui sont engagés au mois.

L'article 76 ne s'applique pas aux dits salariés qui ne peuvent réclamer de rémunération pour leur travail supplémentaire.

3. L'article 52 est amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

Pour les zones I, II, III et IV, les professeurs, instituteurs ou répétiteurs appelés par un employeur professionnel à travailler moins de 20 heures par semaine, devront recevoir un minimum de 50c l'heure, sujet à la règle contenue en l'article 65.

4. L'article suivant 60-A est ajouté après l'article 60:

60A: Les salariés occupés au chargement et déchargement des navires ou à leur arrimage, travaillant dans le port de Rimouski, sont exclus des pourcentages et ont droit aux taux suivants:

a) pour travail entre six heures du matin et sept heures du soir: trente-cinq (35c) cents de l'heure;

b) pour travail entre sept heures du soir et six heures du matin: quarante (40c) cents de l'heure;

c) pour travail le dimanche: deux fois le taux de salaire mentionné au paragraphe "a" s'il s'agit du travail de jour, et deux fois celui mentionné au paragraphe "b" s'il s'agit du travail de soir.

Malgré l'article 90 de la présente ordonnance, les salariés régis par le présent article ont droit aux taux ci-haut mentionnés pour chaque heure de travail durant laquelle ils ont été occupés aux travaux ci-haut mentionnés.

5. Les articles 61, 62 et 63 sont remplacés par les suivants:

61. Quant aux salaires établis à un taux plus élevé que ceux fixés par les articles 21 à 60 de l'ordonnance, s'ils sont réduits sans permis de la Commission de façon à laisser au salarié (ou à son remplaçant au même emploi) un salaire inférieur à \$200 par mois, la Commission peut, par résolution, après enquête, soit rétablir les dits salaires à leurs taux légal, s'il y a lieu, ou au taux ainsi établi à la date de leur réduction, soit déterminer un nouveau taux inférieur, mais qui ne devra pas être moindre que ceux fixés par l'ordonnance.

On ne peut toutefois stipuler que le taux de la majoration du salaire (50%) pour travail supplémentaire (overtime) sera supprimé ou diminué.

La Commission pourra exiger qu'on lui donne avis de toute réduction de salaire ainsi faite.

62. En tel cas de taux supérieurs, le salaire majoré qui doit être payé pour travail supplémentaire (overtime) est le salaire au dit taux augmenté, non de sa moitié, mais de cinquante pour cent (50%) des plus hauts taux fixés par

Article 50-A: Caterers who contract with an employer to give lodging and board to the employees of the latter in temporary quarters, or to maintain the staffhouse of the employer, must pay their own employees working in said quarters or staffhouse, besides their complete board (lodging and meals), as follows:

Commissary clerk, chief cook, baker: thirty-five dollars (\$35.) per month;

Assistant commissary clerk, assistant cooks, baker's assistants, house-keeper: twenty-five dollars (\$25.) per month;

Kitchen helpers, dishwashers, scullions, chore-boys, waitresses, room-maids: twenty dollars (\$20.) per month.

These special rates apply only to said employees who are engaged by the month.

Article 76 does not apply to said employees who cannot claim any remuneration for overtime.

3. Article 52 is amended by adding thereto the following paragraph:

For Zones I, II, III and IV, teachers, instructors or tutors called by a professional employer to work less than 20 hours per week must be paid a minimum of 50c per hour, subject to the rule contained in Article 65.

4. The following Article 60-A is added after Article 60:

Art. 60-A: Employees occupied in the Harbour of Rimouski, at loading and unloading ships or at stowage work on same, are excluded from the percentages and have the right to the following rates:

a) For work done between 6.00 A.M. and 7.00 P.M.: thirty-five cents (35c) per hour;

b) For work done between 7.00 P.M. and 6.00 A.M.: forty cents (40c) per hour;

c) For work done on Sunday: twice the rate mentioned in paragraph "a" for day-work, and twice that mentioned in paragraph "b" for night-work.

Notwithstanding Article 90 of the present Ordinance, the employees governed by the present Article have the right to the rates above mentioned for each hour of work occupied at the work hereinabove mentioned.

5. Article 61, 62 and 63 are replaced by the following:

61. In regards to the wages fixed at a higher rate than those of Articles 21 to 60 of the Ordinance, if these are reduced without permission of the Commission as to leave a salary of less than \$200. a month to the employee (or the one replacing him), the Commission may, by resolution, after investigation, restore, if deemed necessary, said wages to their legal rates or to the rates fixed at the time of their reduction, or determine new lower rates which however must not be lower than those fixed by the Ordinance.

Stipulations of non-payment of overtime or of payment of overtime at a lower rate than the one fixed by the present Ordinance (50%) are forbidden.

The Commission may demand that notice be given to it of any such reduction in wages.

62. In such case of higher rates, increased wages which must be paid for overtime are the wages at the said rate increased, not by one half of itself, but by fifty per cent (50%) of the highest rate fixed by the Ordinance for either one of

l'ordonnance à celle des catégories I, II, III et IV ou V qui couvre le salarié.

Ledit taux heure (si l'employé n'est pas rémunéré à l'heure) s'établit en divisant le salaire hebdomadaire ou mensuel gagné par le nombre d'heures de travail de la semaine ou du mois dont le salaire est payable; et au cas où le taux a été diminué, il s'établit en divisant le salaire hebdomadaire gagné par le nombre d'heures de travail d'une semaine normale durant le mois précédant immédiatement la date de la réduction faite; au cas de salaire payé par mois, on établit le salaire hebdomadaire en divisant par $4\frac{1}{3}$ le salaire mensuel ainsi payé.

63. Quand la Commission détermine, par permis ou par ordonnance spéciale, pour certain établissement, une semaine plus longue que celle de ses ordonnances, les salariés qui, antérieurement, étaient engagés à la semaine et payés au moins trente dollars (\$30) par semaine dans la zone I, vingt-cinq dollars (\$25) dans les zones II et III, et vingt dollars (\$20) dans la zone IV, ne peuvent réclamer de rémunération additionnelle par suite de cette prolongation, à moins que le permis ou l'ordonnance n'y pourvoie.

6. L'article suivant est ajouté après l'article 63:

63A. *Reference:* Chaque fois que dans cette ordonnance l'on se réfère à l'article 61 de l'ordonnance no 4, telle référence doit s'entendre de l'article 61 tel que présentement amendé.

7. *Abrogation de certaines règles d'interprétation:* Les règles d'interprétation numéros 31-A, 31-B, 31-C, 31-D, 32, 33 et 35 de l'ordonnance no 4 adoptées par l'Office le 22 décembre 1939 et publiées dans la *Gazette Officielle* du 20 janvier 1940 sont abrogées.

8. L'article suivant est ajouté après l'article 65:

65-A. L'article 65 s'applique au salarié surnuméraire comme aux autres.

Il ne s'applique pas:

a) au salarié qui, la même semaine, a travaillé au moins trente heures;

b) au salarié qui, la même journée, comme gardien, chauffeur de fournaies ou autrement, travaille pour deux ou plus de deux employeurs chefs d'entreprises distinctes;

c) aux employés de services, tels que préposés à l'entretien, nettoyeurs, femmes de peine, chauffeurs de fournaies, concierges, qui, sans travailler habituellement une journée complète, sont engagés au mois ou pour une plus longue période;

d) au salarié qui est engagé et travaille régulièrement à la semaine ou pour une longue période, mais moins de trois heures par jour; mais ce dernier doit recevoir pour ses heures de travail effectives, le taux de salaire fixé pour sa zone et sa catégorie, et pour la classe A (s'il y a des classes) avec une majoration de 15%;

e) aux chantres engagés par les fabriques et congrégations religieuses pour les offices religieux.

9. L'article 66 est amendé en ajoutant à la fin du dit article les mots suivants: "avec en plus le supplément déterminé par l'article 78".

10. L'article 69 est remplacé par le suivant:

69. Semaine de 48 heures: Les taux de salaire fixés dans la deuxième partie de l'ordonnance sont établis sur la base d'une semaine de quarante-huit (48) heures, sauf les cas exceptionnels où cette base est supprimée ou expressément portée à cinquante-quatre (54) ou soixante (60) heures.

Ainsi sont soumis à la semaine de quarante-huit (48) heures, entre autres établissements:

les banques,

Categories I, II, III, IV or V which governs the employee.

Said hourly rate (if the employee is paid by the hour) is determined by dividing the weekly or monthly wages earned by the number of hours of work in the week or month for which wages are payable; and in the case where the wages have been decreased, the hourly rate is determined by dividing the weekly wages earned by the number of hours of work in a normal week of the month immediately preceding the date when the reduction was made; in the case of wages paid by the month, the weekly wage is determined by dividing the monthly wage this paid by $4\frac{1}{3}$.

63. When the Commission fixes, by permit or special Ordinance for certain establishments, a normal workweek longer than that fixed by its ordinances, the employees who previously were engaged by the week and paid at least thirty dollars (\$30.) per week in Zone I, twenty-five dollars (\$25.) in Zones II and III, and twenty dollars (\$20.) in Zone IV, cannot claim payment for these additional hours unless the permit or Ordinance has provided for same.

6. The following article is added after Article 63:

Article 63-A: *Reference:* Whenever in this Ordinance reference is made to Article 61 of Ordinance No. 4, said reference must be understood as of Article 61 as presently amended.

7. *Repeal of certain rules of interpretation:* Rules of interpretation numbers 31A, 31B, 31C, 31D, 32 and 35 of Ordinance No. 4 adopted by the Board on December 22, 1939, and published in the *Official Gazette* of January 20, 1940, are repealed.

8. The following article is added after Article 65:

Article 65-A: Article 65 applies to temporary employees the same as to others.

It does not apply to

a) an employee who in the same week works at least thirty hours;

b) an employee who in the same day works for two or more employers, owners of distinct undertakings, as watchman, furnace-man, or otherwise;

c) employees, such as maintenance men, cleaners, char-women, furnace-men, janitors, who without working habitually a complete day, are engaged by the month or for a longer period;

d) an employee engaged and working regularly by the week or for a longer, but less than three hours a day; such employee must be paid for the hours of work done at the rate of wages fixed for the Zone and Category in which he is included, and for Class A (if there are classes) with an increase of 15%;

e) Singers engaged by fabriques, vestry-boards, church councils and religious congregations for religious offices and services.

9. Article 66 is amended by adding at the end of said Article the following words: "plus the additional remuneration fixed by Article 78".

10. Article 69 is replaced by the following:

Article 69—48 hour workweek: The rates of wages fixed in the second part of the Ordinance are based on a workweek of forty-eight (48) hours, except when in special circumstances this base is abolished or expressly extended to fifty-four (54) or sixty (60) hours.

Among establishments subject to the week of forty-eight (48) hours are included:

Banks;

les compagnies d'assurance,
les courtiers en actions ou en obligations (dé-
bentures),
les entreprises de radiodiffusion,
les entreprises de téléphone,
les compagnies d'électricité ou de gaz; cepen-
dant les départements de ces compagnies où on
fait la vente au détail d'électricité et d'appareils
électriques ou au gaz ont droit à la semaine de
54 heures.

11. L'article 70 est remplacé par le suivant:

Article 70—Semaine de 54 et 60 heures: Sauf
conditions ou restrictions qu'y pourra apporter
la Commission

a) La semaine de 54 heures s'applique aux
employeurs et employés suivants:

ceux auxquels il est déjà pourvu sur ce point
à leurs diverses catégories,
ceux des établissements commerciaux de vente
au détail,

ceux des boucheries et charcuteries,
ceux des ateliers de réparations de chaussures,
ceux des carrières de pierre concassée,
ceux des bureaux de poste,

b) la semaine de 60 heures s'applique:

aux scieries des zones II, III et IV,
aux fabriques de machines agricoles des zones
III et IV,

aux fonderies des zones III et IV,

aux boulangeries,

aux entreprises de pompes funèbres des zones
III et IV,

aux industries saisonnières à moins de règle-
ment au contraire,

aux laiteries et crèmeries,

aux préposés à la garde des chevaux et voitures
dont se servent les charretiers et camionneurs,
seulement durant les mois de mai, juin, juillet
et août de chaque année, aux établissements de
cardage de laine où on n'en fait pas le filage.

12. L'article suivant est ajouté après l'article
83:

Article 83a. Un employeur peut établir ses
pourcentages chaque semaine au lieu de périodes
de quatre semaines.

La règle d'interprétation no 45 de l'ordonnance
no 4 adoptée par l'Office le 22 décembre 1939 et
publiée dans la *Gazette Officielle* du 20 janvier 1940
est abrogée.

13. L'article 112 est amendé en y ajoutant
l'alinéa suivant:

"Toutefois aura droit à un apprenti tout em-
ployeur ayant à son emploi au moins cinq (5)
salariés permanents."

14. L'article 118 de l'ordonnance no 4 est
amendé en y ajoutant au paragraphe d les mots
suivants:

"aux servants de messe et aux enfants de
chœur, aux servantes travaillant dans les presby-
tères ou résidences curiales."

15. La présente ordonnance (no 4-A) entrera
en vigueur le jour de sa publication dans la *Ga-
zette officielle* et demeurera en vigueur jusqu'au
31 mars 1941.

Fait et signé à Québec, le 30 juillet 1940.

Le président, FERDINAND ROY,

Le Vice-président, GUSTAVE FRANCO,

Les commissaires, C.-H. CHEASLEY,

J.-A. BOUTHILLETTE,

HENRI LOUDIN.

Copie certifiée,

Le secrétaire intérimaire,

4291-o

J.-A.-V. AUGER.

Insurance companies;
Stock or bond brokers;

Radio-broadcasting;

Telephone;

Electric or gas companies; however the depart-
ments of these companies where the retail sale of
electricity and/or electric or gas appliances is
made, have the right to a workweek of fifty-four
(54) hours.

11. Article 70 is replaced by the following:

Article 70—54 or 60 hour workweek: Subject
to conditions or restrictions imposed by the Com-
mission:

a) The fifty-four (54) hour workweek applies
to the following employers and employees:

Those for whom it is so provided in the various
articles concerning their categories;
Those of retail commercial establishments;

Those of butcher and pork-shops;

Those of cobbler-shops;

Those of crushed stone quarries;

Those of post-offices.

b) The sixty (60) hour workweek applies to:

Saw-mills in Zones II, III and IV;

Agricultural implements factories of zones III
and IV;

Foundries in Zones III, and IV;

Bakeries;

Funeral-undertakers in Zones III and IV;

Seasonal industries, unless otherwise enacted
by by-law;

Dairies and creameries;

Stablemen and caretakers taking care of horses
and vehicles used by carters and chauffeurs;

Establishments carding wool, but where no
spinning is done, and only for the months of
May, June, July and August of each year.

12. The following Article is added after Article
83:

Article 83-a: An employer may establish the
percentages each week instead of for a period of
four weeks.

Rule of interpretation No. 45 of Ordinance No.
4 adopted by the Board on December 22nd, 1939,
and published in the *Official Gazette* of January
20th, 1940, is repealed.

13. Article 112 is amended by adding the
following paragraph:

"However, any employer having at least five
(5) permanent employees has the right to one
apprentice."

14. Article 118 of Ordinance No. 4 is amended
by adding to paragraph "d" the following words:

"to acolytes, altar boys, choristers, chanters,
housekeepers and maids working in presbyteries,
rectories or parsonages".

15. The present Ordinance (No. 4-a) will come
into force on the day of its publication in the
Official Gazette and will remain in force until
March 31st, 1941.

Done and signed at Quebec, July 30th, 1940.

(Signed): FERDINAND ROY, Chairman,

GUSTAVE FRANCO, Vice-Chairman,

C.-H. CHEASLEY,

J.-A. BOUTHILLETTE,

HENRI LOUDIN,

Members.

Certified copy,

J. A. V. AUGER,

Temporary Secretary.

4292-o

Arrêtés-en-Conseil

Orders-in-Council

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 10 septembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 11 septembre 1940.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 10th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on September 11th, 1940.

Concernant une convention collective de travail relative aux débardeurs du havre de Montréal—navigation océanique.

Concerning a collective labour agreement relating to Longshoremen of the Harbour of Montreal—oceanic navigation.

No 3326

No 3326

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du dix septembre (1940), expose:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 10th (1940), sets forth:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la convention collective, (4, Georges VI, chapitre 38), les compagnies ci-après mentionnées comme partie de première part lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

Whereas, pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), the Companies hereinafter mentioned as party of the first part have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

American Pioneer Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Limited; County Line, Limited; Joseph Constantine Steamship Line, Limited; Cunard White Star Limited; Donaldson Atlantic Line; Donaldson Brothers, Limited; Ellerman & Bucknall Line; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Head Line; Manchester Liners, Limited; Montreal Australia New Zealand Line, Limited; Montreal Shipping Company, Limited; Newfoundland Canada Steamships, Limited; New Zealand Shipping Company, Limited; Norwegian American Line; Ocean Dominion Steamship Corporation; St. Lawrence Freighting Corporation; Scandinavian American Line; Shipping, Limited; South, East and West African Line; Swedish-America-Mexico Line; Thompson Line (Cairn Line of Steamships Limited); Maritime Agencies, Limited; Vancouver St. Lawrence Line; J. F. Whitney & Co. ci-après appelées les Compagnies,

American Pioneer Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; County Line, Ltd; Joseph Constantine Steamship Line, Ltd; Cunard White Star Ltd; Donaldson Atlantic Line; Donaldson Brothers, Ltd; Ellerman & Bucknall Line; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Head Line; Manchester Liners, Ltd; Montreal Australia New Zealand Line Ltd; Montreal Shipping Co. Ltd; Newfoundland Canada Steamships, Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian American Line; Ocean Dominion Steamship Corporation; St-Lawrence Freighting Corp.; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South, East and West African Lines; Swedish-America-Mexico Line; Thompson Line (Cairn Line of Steamships, Ltd.); Maritime Agencies Ltd; Vancouver St. Lawrence Line; J. F. Whitney & Company, hereinafter called the companies,

et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

"The International Longshoremen's Association", et son local affilié, numéro 375, ci-après appelés les débardeurs, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés du métier visé, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 août 1940.

Attendu que les dispositions relatives aux taux des salaires et à la durée du travail pour le métier visé, et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

Attendu que les prescriptions de l'article 5 de ladite Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été présentée contre ladite requête;

En conséquence, l'honorable ministre du Travail recommande son acceptation, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi 4 George VI, chapitre 38, avec toutefois les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 3 août 1940.

I. *Jurisdiction industrielle*: La juridiction industrielle du présent décret comprend tous les océaniques venant dans le Port de Montréal.

The International Longshoremen's Association, and its affiliated Local 375, hereinafter called the Longshoremen,

be rendered obligatory for the employers and the employees of the trade concerned according to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of August 3rd 1940.

Whereas the provisions relating to the rates of wages and to the duration of labour for the trade concerned, and within the territorial jurisdiction indicated in the said request, have acquired a preponderant significance and importance;

Whereas the provisions of section 5 of the said Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection against the said request has been presented;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends its approval, in conformity with the provisions of section 6 of the Act 4 Geo. VI, chapter 38, with however the following new provisions to be substituted to the conditions given in the *Quebec Official Gazette* of August 3rd, 1940.

I. *Industrial jurisdiction*: The industrial jurisdiction of the present decree comprises all ocean steamships coming into the harbour of Montreal.

II. *Taux de salaires et durée du travail:* a. Les heures de travail seront distribuées entre 7.00 a.m. et 12.00 midi, et entre 1.00 p.m. et 6.00 p.m.; durant ces périodes le taux de salaire sera de soixante-dix-sept sous (\$0.77) l'heure; entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m., le taux de salaire sera de quatre-vingt-sept sous (\$0.87) l'heure; et entre minuit et 5.00 a.m. le taux de salaire sera de quatre-vingt-dix-sept sous (\$0.97) l'heure.

b. Salaire double sera payé les dimanches, la St-Jean-Baptiste et le Jour de la Confédération.

c. Lorsque les débardeurs seront requis de travailler pendant les heures des repas, ils recevront salaire double, au taux en vigueur, ainsi que pour toute autre heure subséquente, jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés pour les repas.

d. Les taux de salaires pour les ouvriers travaillant à la manipulation du nitrate, du soufre, du minerai, de la potasse, des cargaisons de porcelaine et d'engrais chimiques, au déplacement du charbon dans les soutes et au maniement de la cargaison dans des frigidaires laquelle doit être transportée à 32 degrés Fahrenheit ou même à une température plus basse, seront de quatre-vingt-douze sous (\$0.92) l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., et de un dollar et deux sous (\$1.02) l'heure pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et un dollar et douze sous (\$1.12) l'heure pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.

e. Les taux de salaires pour l'arrimage et la mise en sacs du grain seront de quatre-vingt-douze sous (\$0.92) l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m.; un dollar et deux sous (\$1.02) l'heure pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et une piastre et douze sous (\$1.12) pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.; l'écoulement du grain dans les conduits doit être arrêté pendant que les hommes descendent dans la cale pour y travailler; deux hommes doivent rester sur le pont durant ce temps, si nécessaire.

f. Pour le travail exécuté dans l'entrepont découvert où le grain passe par une écoutille se rattachant au dit pont découvert, les taux de salaires pour l'équipe entière seront de quatre-vingt-douze sous (\$0.92) l'heure pour la période comprise entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., une piastre et deux sous (\$1.02) pour la période comprise entre 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et une piastre et douze sous (\$1.12) pour la période comprise entre minuit et 5.00 a.m.; ce paragraphe ne s'applique pas aux hommes travaillant à une autre cargaison dans la cale inférieure.

g. Vu la recommandation de "The Board of Conciliation and Investigation", sous la présidence de l'honorable juge J. G. Gillanders, en date du 25 avril 1940, les débardeurs recevront à titre de boni de guerre, un surplus de huit (8) cents sur les taux basiques spécifiés aux paragraphes "a" à "f" inclusivement.

h. Les heures fixées pour le commencement du travail de jour seront entre 7.00 a.m. et 7.30 a.m. et à 9.00 a.m., et entre 1.00 p.m. et 1.30 p.m. Les hommes appelés pour 9.00 a.m. seront mis au travail à cette heure ou devront recevoir un minimum d'une heure de salaire.

i. Les hommes recevant l'ordre de travailler la nuit devront être appelés pour 7.00 p.m. et devront être payés à partir de cette heure jusqu'à ce qu'ils soient renvoyés ou mis au travail; ces hommes doivent recevoir un minimum de salaire d'une heure au cas où ils ne commenceraient pas à travailler. Les ordres pour les hommes requis

II. *Rates of wages and duration of labour:* a. The working hours shall be between 7.00 a.m. and 12 o'clock noon, and between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., during which periods the rate of pay shall be seventy-seven cents (\$0.77) per hour; and between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., during which period the rate of pay shall be eighty-seven cents (\$0.87) per hour; and between midnight and 5.00 a.m., during which period the rate of pay shall be ninety-seven cents (\$0.97) per hour.

b. Double time shall be paid on Sundays, St. Jean Baptiste Day and Dominion Day.

c. When longshoremen are required to work during any meal hours they shall receive double time at the prevailing rate of wages and for each succeeding hour until discharged for meals.

d. The rates of pay for working on nitrate, bulk sulphur, bulk ore, potash, full cargoes of china clay and fertilizer, shifting bunker coal, and handling cargo in refrigerators which is to be transported at 32 degrees Fahrenheit or lower, shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7 p.m. to 11.00 p.m. and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.

e. The rates of wages for grain trimming and bagging shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.; the running of the grain in the pipes shall be stopped while the men go down in the hold to work, two men to stand on deck during that time, if necessary.

f. For work performed in open tween deck where there is grain running in a hatch connected with the said open deck, the rates of wages for the whole gang shall be ninety-two cents (\$0.92) per hour for the period between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., one dollar and two cents (\$1.02) per hour for the period between 7.00 p.m. and 11.00 p.m., and one dollar and twelve cents (\$1.12) per hour for the period between midnight and 5.00 a.m.; this does not apply to men working on other cargo in the lower hold.

g. In view of the recommendation of the Board of Conciliation and Investigation, under the Chairmanship of Hon. Justice J. G. Gillanders, dated April 25th. 1940, the Longshoremen will be paid, as a war bonus, eight cents (8c) per hour in addition to the basic rates of pay specified in subsections "a" to "f" inclusive.

h. The starting times for day work shall be between 7.00 a.m. and 7.30 a.m., and at 9.00 a.m., and between 1.00 p.m. and 1.30 p.m. Men called for 9.00 a.m. shall be put to work at that hour or paid a minimum of one hour's pay.

i. Men ordered out to work at night must be ordered out for 7.00 p.m. and be paid full time at the prevailing rate from that hour until discharged or set to work; a minimum of one hour shall be paid in the event of the men not commencing work. Orders for men required at 7.00 p.m. and who have not been working during

À 7.00 p.m. et qui n'ont pas travaillé durant l'après-midi, doivent être donnés à 4.00 p.m. ou avant ce temps.

j. Les hommes appelés le dimanche et les fêtes mentionnées au paragraphe "b" du présent article et qui ne seront pas mis au travail devront recevoir un minimum de salaire pour deux heures de travail, au taux en vigueur.

k. Les parties à cette convention ont accepté les heures de travail définies dans ce décret à condition que les deux parties prennent toutes les mesures possibles pour assurer que la moyenne des heures de travail des ouvriers n'excède pas quarante-huit heures par semaine suivant les dispositions du décret.

III. *Garantie des Compagnies:* En considération des entreprises et des obligations assumées par les débardeurs, les Compagnies signataires aux présentes s'engagent et conviennent de fournir une obligation de \$2,000.00 émise par une compagnie d'assurance ou une compagnie de fiducie dûment incorporée qui agira aussi comme fidéicommissaire dans le but de garantir l'exécution de cette convention tel que convenu par lesdites compagnies.

IV. *Garantie des Débardeurs:* En considération des échelles de salaires agréées par les dites Compagnies et de la cédule des conditions de travail et des autres entreprises assumées par les présentes, les débardeurs s'engagent:

a. À fournir une obligation de \$2,000.00 émise par une compagnie d'assurance ou une compagnie de fiducie dûment incorporée qui agira comme fidéicommissaire dans le but de garantir l'exécution de cette convention tel que convenu par lesdits débardeurs.

b. À fournir les hommes nécessaires sous la juridiction des débardeurs pour accomplir le travail de débardeurs pendant la durée entière du décret.

c. Subordonnement aux paragraphes "h" et "i" de l'article II, à manœuvrer la malle, les bagages, et messageries les dimanches, les jours de fête, les jours de semaine et en tout temps (excepté la fête du Travail) au taux de salaire en vigueur; le temps devant compter à partir de l'heure à laquelle les hommes sont appelés.

NOTE:—Les Compagnies conviennent sous réserve à cette clause en considération de l'article 90, Chapitre 161 des Statuts Refondus du Canada, 1927, qui se lit comme suit:

"90. Est coupable d'un acte criminel, qui-conque abandonne, ou empêche d'avancer ou de passer, ou volontairement retarde, dans son passage ou dans sa marche, la poste, ou un wagon, un train, une locomotive, un tender, un véhicule, un navire, un avion, un cheval ou autre animal transportant la poste sur un chemin de fer, sur un chemin public, ou sur une rivière, un canal ou une voie de communication par eau."

V. Les Compagnies et les Débardeurs consentent et conviennent par les présentes que les deux obligations de garantie de deux mille dollars chacune auxquelles il est référé dans ce décret seront gardées par les fidéicommissaires à condition que les obligations ainsi déposées par chacune des parties soient appliquées par lesdits fidéicommissaires en règlement de tout ou tous jugements ou ordres de toute Cour de la province de Québec, en tenant compte de la priorité d'inscription, en faveur de l'autre partie jusqu'à la terminaison du présent décret.

VI. Les débardeurs auront le droit de nommer un représentant sur les quais; ce représentant sera élu à une assemblée générale des débardeurs.

the afternoon, shall be given on or before 4.00 p.m.

j. Men ordered out on Sunday and holidays mentioned in subsection "b" of the present section and not commencing work shall receive a minimum of two hours' pay at the prevailing rate.

k. The parties hereto have agreed to the hours of work set forth in this decree with the provision that both parties shall take such steps as lie within their competence to ensure that the average number of hours per week of the workers shall not exceed forty-eight over the term of the decree.

III. *Guarantee of the Companies:* In consideration of the undertakings hereby entered into and obligations assumed by the Longshoremen, the Companies hereby undertake and agree to put up a bond of \$2,000.00 issued by a duly incorporated insurance or trust company who will also act as trustees for a guarantee of the due performance by them of this decree.

IV. *Guarantee of the Longshoremen:* In consideration of the scales of wages hereby agreed to by the Companies and the schedule or working conditions and other undertakings hereby entered into, the Longshoremen undertake and agree:

a. To put up a bond of \$2,000.00 issued by a duly incorporated insurance or trust company who will act as trustees for a guarantee of the due performance by them of this decree.

b. To supply the necessary men under the jurisdiction of the Longshoremen to perform the work of longshoremen throughout the term of this decree.

c. Subject to paragraphs "h" and "i" of Section II, to handle mail, baggage, express on Sundays, week days at all times and holidays (except Labour Day) at the prevailing rate of wages, time to count from the time the men are ordered.

NOTE:—The Companies agree under reservation of this clause in view of Section 90, Chapter 161 of the Revised Statutes of Canada, 1927, which states as follows:

"90. Every one who abandons, or obstructs, or willfully delays the passing or progress of any mail, or any car, train, locomotive engine, tender vehicle, vessel, air vessel, horse or animal employed in conveying any mail on any railway, public highway, river, canal or water communication, is guilty of an indictable offence."

V. The Companies and the Longshoremen hereby consent and agree that the two bonds of Two Thousand Dollars each herein referred to will be held by the trustees upon the understanding that the bonds so deposited by each of the parties shall be applied by the said trustees in payment in order of priority of time, of any and all judgments or orders of any Court in the Province of Quebec, in favour of the other party until the termination of this decree.

VI. The Longshoremen shall have the right to appoint a representative on the wharves to be elected at a general meeting of the Longshoremen.

VII. Les compagnies d'arrimages soussignées conviennent de remplir les conditions du présent décret, en ce qui touche tous les navires océaniques venant dans le port de Montréal pour lesquels elles sont entrepreneurs-arrimeurs:

Brown and Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co. Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.

VIII. *Dispositions spéciales:* a. Tous les contremaîtres et les hommes seront sous le contrôle du Surintendant de la Compagnie et/ou du contracteur-arrimeur, mais tous les ordres devront être donnés aux hommes par leurs contremaîtres respectifs.

b. Tout homme trouvé à fumer dans la cale, à voler ou sous l'influence de la boisson pendant le travail, peut être renvoyé en tout temps.

c. Tout employé supplémentaire appelé dans l'avant-midi ou l'après-midi sera payé à compter de 7.30 a.m., 9.00 a.m. ou 1.30 p.m., jusqu'à midi ou 6.00 p.m. respectivement, excepté lorsque toute l'équipe est renvoyée, mais ledit employé supplémentaire peut être changé d'équipe si nécessaire.

d. Lorsqu'il faut qu'une équipe aille d'une place à une autre, après avoir reçu des ordres à cet effet, les hommes seront payés à compter de l'heure à laquelle tel ordre leur est émis.

e. Lorsque l'on se servira de voitures à mains, à deux roues, deux hommes seront employés sur la voiture lorsque la charge excèdera 800 livres, pesant net de la cargaison. Si la charge ne comporte qu'un morceau, la base peut être 850 lbs.

f. Le fardage doit être mis dans des élingues et descendu avec un treuil si les hommes travaillent dans la cale.

g. Les baux des écoutes doivent être enlevés ou verrouillés lorsque les hommes travaillent dans les écoutes et emploient un treuil.

h. Lorsqu'une cargaison en paquets est amoncelée dans le hangar plus de 7 paquets de hauteur, ou lorsque le foin en balles est amoncelé dans le hangar plus que 5 balles de hauteur, un homme supplémentaire sera employé.

i. Pour le chargement ou le déchargement de vaisseaux, 1 à 2 surveillants à pied (walking bosses) par embarcadere seront employés à la volonté du surintendant de la compagnie et/ou du contracteur-arrimeur.

j. Les compagnies et/ou les contracteurs-arrimeurs auront le droit de juger de quelle manière les hommes de l'équipe seront distribués, et auront également le droit de se servir de glissoires ou employer toute autre méthode pratique et sûre de charger et de décharger.

k. Toute mésentente quant à l'interprétation des conditions de travail contenues dans le présent décret sera soumise par le représentant des débardeurs sur les quais au surintendant de la Compagnie et/ou au contracteur-arrimeur, et non pas aux employés. Aucun officier des compagnies ou des débardeurs n'a le droit de faire des changements dans cette cédula de conditions de travail. Dans le cas où une dispute ne pourrait être réglée entre les parties aux présentes, quant à l'interprétation de toute clause de ces conditions de travail, les hommes continueront à travailler et telle dispute sera soumise à un comité d'arbitrage formé de trois membres, un choisi par les compagnies, un par les débardeurs et un président conjointement choisi par les deux autres. Tel comité siégera sans délai inutile,

VII. The undersigned Stevedoring Companies agree to fulfil the terms of the present Agreement, in respect of all ocean steamships coming into the harbour of Montreal for which they are stevedoring contractors:—

Brown & Ryan, Ltd.; Economic Stevedoring Co.; Peter W. Ferns; Eastern Canada Stevedoring Co.; Montreal Shiplining Co. Ltd.; Wolfe Stevedores, Limited; Empire Stevedoring Co.

VIII. *Special provisions:* a. All foremen and men shall be under the control of the Company's Superintendent and/or Contracting Stevedore, but all orders to the men shall be given through their respective foremen.

b. Any man found smoking in the hold, pilfering or under the influence of liquor while at work, shall be discharged at any time.

c. Any extra man called during the forenoon or during the afternoon shall be paid from 7.30 a.m., 9.00 a.m. or 1.30 p.m., until noon or 6.00 p.m. respectively, except when the whole gang is discharged, but such extra man can be shifted from gang to gang if necessary.

d. When a gang has to go from one place to another, after receiving orders to do so the men shall be paid from the time such order is issued to them.

e. When using two-wheeled handtrucks two men shall be employed on the truck when the truckload exceeds 800 lbs. net weight of cargo. If one piece, it may be 850 lbs.

f. Dunnage must be put in sling and lowered with winch if men are working in the hold.

g. Hatch beams must be taken off or bolted when men are working in the hatch and using a winch.

h. When cargo in bags is piled up in the shed more than 7 bags high, or when hay in bales is piled up in the shed more than 5 bales high, or when canned goods are piled up in the shed more than 7 feet high, one extra man shall be employed.

i. Ships in course of loading or unloading shall require 1 to 2 walking bosses per pier, at option of Company's Superintendent and/or Contracting stevedore.

j. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right to judge how all men in the gang are to be distributed, and shall also have the right to work with falls together or any other practical and safe method of loading or unloading.

k. Any dispute as to the interpretation of the working conditions herein contained shall be taken up by the Longshoremen's representative on the wharves with the company's superintendent and/or contracting stevedore, and not with the men. No official of the companies or of the Longshoremen has the right to make any changes in this schedule of working conditions. Should there be any dispute which cannot be adjusted between the parties hereto, as to the interpretation of any of the clauses of these working conditions, the men shall continue to work, and such dispute shall be referred to a committee of arbitration consisting of three members, one selected by the companies, one by the Longshoremen, and a chairman selected jointly by the other two. Such committee shall sit without any

et une décision de la majorité sera finale et liera les deux parties.

IX. *Déchargement d'un vaisseau: a.* Seize hommes formeront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison sur voitures à mains, et lorsque ce nombre d'hommes est employé, ni la charge de l'élingue ni celle de la voiture n'excèdera 1200 livres, pesant net de la cargaison, avec une marge de 5%, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

b. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison au moyen de voitures mécaniques et/ou remorques, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2000 lbs., poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet. Il n'y aura pas moins de six hommes dans la cale.

c. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison sur les quais ou sur les chars, quand cette cargaison ne sera pas déchargée au moyen de voitures à mains, camions mécaniques et/ou remorques, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 1600 lbs poids net de la cargaison, 5% de marge excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

d. Dix-huit hommes constitueront une équipe régulière pour le déchargement de toute cargaison dans un autre vaisseau, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2000 lbs poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

e. Les Compagnies et/ou les Contracteurs Arrimeurs auront le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a", "b", "c" et "d" et dans tel cas, ils ou elles devront augmenter le nombre d'hommes de l'équipe; ils auront le droit de juger quel sera le nombre d'hommes supplémentaire nécessaire.

f. Nonobstant les paragraphes "a" à "e" inclusivement, les charges de l'élingue (déchargement) seront les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Sucre brut des raffineries aux vaisseaux des Grands Lacs:

Sacs: 320 lbs.....	5 par élingue
Sacs: 275 à 230 lbs.....	7 par élingue
Sacs: 230 à 180 lbs.....	8 par élingue
Sacs: moins de 180 lbs.....	10 par élingue

(poids net de la cargaison, 5% de marge).

Pâte de bois en balles:

Balles au-dessus de 280 lbs.....	6 par élingue
Balles 280 à 160 lbs.....	8 par élingue
Balles moins de 160 lbs.....	10 par élingue

(et pas moins de 20 hommes par équipe)

Ferblanc: 10 boîtes par élingue ou l'équivalent, ne devant pas excéder 2240 lbs, poids net de la cargaison, quand elle est déchargée sur des camions mécaniques et/ou remorques, ou quand elle est déchargée dans un autre vaisseau.

Bois de construction: 35 pieds de longueur ou plus, un par élingue de la cale et déchargé sur toute voiture; mais quand il est déchargé du pont, deux ou plus par élingue selon les dimensions. Bois de 8 x 8, 20 pieds de longueur: 6 par élingue.

Caoutchouc: (Balles pesant de 210 à 260 livres chacune) 6 balles par élingue.

unnecessary delay, and a majority decision shall be final and binding on both parties.

IX. *Unloading of a ship: a.* Sixteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on handtrucks, and when this number of men is employed neither the slingload nor the truckload shall exceed 1200 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b. Sixteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo landed on mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package. Not less than six men in the hold.

c. Sixteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo on to wharves or cars, when not landed on handtrucks or mechanical trucks and/or trailers, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 1600 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d. Eighteen men shall constitute a regular gang for the unloading of all cargo overside into another vessel, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a", "b", "c" and "d" and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f. Notwithstanding the subsections "a" to "e" inclusive, the following shall be the slingloads (unloading) of the undernoted commodities:

Raw Sugar at the Refineries and overside to Lake Vessels:

Bags, 320 lbs.....	5 per sling
Bags, 275 to 230 lbs.....	7 per sling
Bags, 230 to 180 lbs.....	8 per sling
Bags, under 180 lbs.....	10 per sling

(net weight of cargo, 5% margin).

Baled Woodpulp:

Bales over 280 lbs.....	6 per sling
Bales 280 to 160 lbs.....	8 per sling
Bales under 160 lbs.....	10 per sling

(and not less than 20 men in gang).

Tinplate: 10 boxes per sling, or equivalent, not to exceed 2240 lbs. net weight of cargo, when unloaded on to mechanical trucks and/or trailers, or when unloaded into another vessel.

Timber: 35 ft. in length or more, one per sling from hold, landed on any kind of buggy, but when from deckload, two or more per sling subject to size. Timber 8 x 8, 20 ft. in length, 6 per sling.

Rubber (Bales weighing 210 to 260 lbs. each): 6 bales per sling.

X. Chargement d'un navire: a. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de voitures à mains, et quand ce nombre d'hommes sera atteint ni la charge de l'élingue ni celle de la voiture ne devra excéder 1,400 lbs poids net de la cargaison 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

b. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison des quais ou des chars quand les voitures à mains ou à moteur ne sont pas employés et quand ce nombre d'hommes sera atteint, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 1,600 lbs, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

c. 1. Seize hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de camions à moteur et/ou remorques, quand les camions et/ou les remorques ne sont pas chargés par les débardeurs, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,240 lbs, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

2. Dix-sept hommes (ne comprenant pas le conducteur d'un remorqueur) constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison au moyen de camions à moteur et/ou de remorques, quand les camions et/ou les remorques sont chargés par les débardeurs, et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,240 lbs, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

d. Dix-huit hommes constitueront une équipe régulière pour le chargement de toute cargaison d'un vaisseau et quand ce nombre d'hommes sera employé, la charge de l'élingue ne devra pas excéder 2,000 lbs, poids net de la cargaison, 5% de marge, excepté dans le cas d'une seule pièce et/ou d'un seul paquet.

e. Les Compagnies et/ou les Contracteurs-Arrimeurs auront le droit, en tout temps, d'augmenter les charges de l'élingue mentionnées aux paragraphes "a" à "d" inclusivement du présent article, et dans tel cas, ils ou elles devront augmenter le nombre d'hommes de l'équipe mais auront le droit de juger quel sera le nombre d'hommes supplémentaire nécessaire.

f. Nonobstant les paragraphes "a" à "e" inclusivement, du présent article, les charges de l'élingue seront les suivantes pour les marchandises ci-après mentionnées:

Rouleaux de papier:

Jusqu'à 500 livres.....	3 par élingue
500 à 1,000 livres.....	2 par élingue
Au-dessus de 1,000 livres.....	1 par élingue

Lorsque chargés des voitures à mains).

Cuir:

Jusqu'à 1,000 livres.....	2 par élingue
Au-dessus de 1,000 livres.....	1 par élingue

Sapin et bois de construction:

Planches de pin et de sapin, 3", 12 morceaux par élingue excepté les planches de sapin n'excédant pas 7" de largeur, 14 morceaux.

Planches de pin ou de sapin, 2", 18 morceaux par élingue.

Lorsque les planches ou voliges de sapin ou de pin sont manœuvrées ensemble, pas moins que l'équivalent de 12 morceaux de 3".

Pin ou sapin, 1", 30 à 32 morceaux.

Pin ou sapin (voliges) équivalent de 12 morceaux de 3".

X. Loading of a ship: a. Sixteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from handtrucks, and when this number of men are employed, neither the slingload nor the truckload shall exceed 1,400 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

b. Sixteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo from wharves or cars when hand or mechanical trucks are not used, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 1,600 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

c. 1. Sixteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are not loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

2. Seventeen men (excluding driver of two motor) shall constitute a regular gang for the loading of all cargo with mechanical trucks and/or trailers, when the trucks and/or trailers are loaded by Longshoremen, and when this number of men are employed the slingload shall not exceed 2,240 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

d. Eighteen men shall constitute a regular gang for the loading of all cargo overside a vessel, and when this number of men are employed, the slingload shall not exceed 2,000 lbs. net weight of cargo, 5% margin, except in the case of a single piece and/or package.

e. The Companies and/or Contracting Stevedores shall have the right, at any time, to increase the slingloads mentioned in subsections "a" to "d" inclusive, of the present Section, and in such event they shall increase the number of men in the gang, but shall have the right to judge as to the number of extra men needed.

f. Notwithstanding subsections "a" to "e" inclusive of the present Section, the following shall be the slingloads for the undernoted commodities:—

Rolls of Paper:

Up to 500 lbs.....	3 per sling
500 to 1,000 lbs.....	2 per sling
Over 1,000 lbs.....	1 per sling

(When loading from handtrucks).

Copper:

Up to 1,000 lbs.....	2 per sling
Over 1,000 lbs.....	1 per sling

Deals and Lumber:

Pine or Spruce deals, 3", 12 pieces per sling except spruce deals not exceeding 7" wide, 14 pieces.

Pine or Spruce deals, 2", 18 pieces per sling.

When spruce or pine scantlings or deals are handled together, not less than the equivalent of 12 pieces of 3".

Pine or spruce, 1", 30 to 32 pieces.

Pine or spruce scantlings, equivalent of 12 pieces of 3".

Pin ou sapin (bouts de planches), 8 à 10 pieds de longueur, 18 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches), 10 à 12 pieds de longueur, 16 morceaux.

Pin ou sapin (bouts de planches), 2 à 7 pieds de longueur, 32 morceaux.

Bouleau (saw birch), 4", 10 morceaux; bouleau 3", 12 morceaux; bouleau 2", 16 morceaux; 1", 30 morceaux.

Le bois excédant 16 pieds de longueur, 3" d'épaisseur, sera considéré comme du bois long et la charge sera de 10 morceaux.

Les quantités ci-haut mentionnées de bois blanc et/ou de construction couvrent les opérations faites au moyen de voitures à mains seulement. Quand des camions à moteur et/ou des remorques sont utilisés, les quantités peuvent être augmentées.

Le chargement du bois des chars ou des quais découverts au vaisseau sera considéré comme opération séparée lorsque l'on ne se servira pas de voitures ou remorques, et la charge de l'élingue devra être conforme aux conditions existantes, l'équipe pour cette opération ne devant pas compter moins que seize hommes.

Les Compagnies conviennent de nommer un petit comité qui rencontrera un comité semblable des débardeurs, quand cela sera nécessaire, dans le but de régler tout grief légitime qui peut s'élever en rapport avec les dispositions de ce paragraphe.

XI. *Durée du décret*: Le présent décret se continuera jusqu'au 31 décembre 1940 et par après d'année en année à moins que ou jusqu'à ce que l'une ou l'autre des parties donne un avis par écrit à l'autre partie, à ce contraire, au moins soixante jours avant le 31 décembre 1940, ou soixante jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

4309-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 septembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 septembre 1940.

Concernant certaines modifications à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans le district des Trois-Rivières.

No 3264

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du cinq septembre (1940), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4. Georges VI, chapitre 38), il a reçu une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans le district des Trois-Rivières, portant le numéro 2374, du 11 septembre 1937, et amendements;

Attendu que ladite requête a été publiée, sous forme d'avis dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 juillet 1940;

Attendu que le ministre du travail n'a reçu aucune objection contre son approbation;

En conséquence, l'honorable ministre du travail recommande:

Que ledit décret numéro 2374, du 11 septembre 1937, soit modifié de la façon suivante:

La répartition des deux zones de la juridiction territoriale mentionnée à l'article VII est modifiée comme suit:

Pine or spruce deal ends, 8 to 10 ft. long, 18 pieces.

Pine or spruce deal ends, 10 to 12 ft. long, 16 pieces.

Pine or spruce deal ends, 2 to 7 ft. long, 32 pieces.

Saw birch, 4", 10 pieces; Saw birch, 3", 12 pieces; Saw birch, 2", 16 pieces; Saw birch, 1", 30 pieces.

All timber exceeding 16 ft. in length, 3" thick, will be considered as long timber, and the load will be 10 pieces.

The foregoing quantities of deals and/or lumber cover operations with handtrucks only. When mechanical trucks and/or trailers are used, the quantities may be increased.

The loading of lumber from cars or open wharves to ship will be a separate operation when no truck or trailer is used, and the slingload shall be governed by prevailing conditions, the gang for this operation not to comprise less than 16 men.

The Companies agree to appoint a small committee, which shall meet a similar committee of the Longshoremen, when necessary, for the purpose of adjusting any legitimate grievance which may arise in connection with the provisions of this paragraph.

XI. *Duration of the Decree*: The present decree shall remain effective until the 31st. of December 1940, and thereafter from year to year unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty days prior to December 31st, 1940, or sixty days prior to December 31st of any subsequent year.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

4310-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 5th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on September 6th, 1940.

Concerning some modifications to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the district of Three-Rivers.

No. 3264

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 5th (1940), sets forth:

Whereas, in conformity with the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), a request has been presented to him with a view to amend the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of Three Rivers, No. 2374, of September 11th, 1937, and amendments;

Whereas the said request has been published, as a notice, in the *Quebec Official Gazette* of July 27th, 1940;

Whereas the Minister of Labour has received no objection against its approval;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends:

That the said decree, No. 2374 of September 11th, 1937, be modified as follows:

The distribution of the two zones of the territorial jurisdiction mentioned in section VII is modified in the following manner:

"Zone I.—Les villes des Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan les Chutes, Grand-Mère, et un rayon de deux (2) milles autour de leurs limites.

Zone II.—Les villes de Louiseville et La Tuque et un rayon de deux (2) milles autour de leurs limites."

Certifié,

A. MORISSET,

4313-o Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 septembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 septembre 1940.

Concernant une prolongation du décret relatif à l'industrie du meuble dans la province

No 3262

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du cinq septembre (1940), recommande:

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, Georges VI, chapitre 38),

Que le décret numéro 3134, du 26 novembre 1937, et ses amendements, relatif à l'industrie du meuble dans la province de Québec, soit prolongé pour une période de deux (2) mois, à compter du premier septembre 1940.

Certifié,

A. MORISSET,

4311-o Greffier Conseil Exécutif.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 septembre 1940, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 septembre 1940.

Concernant certaines modifications à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Saint-Hyacinthe, Drummondville, Granby et Sorel.

No 3263

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du cinq septembre (1940), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective, (4, Georges VI, chapitre 38), il a reçu une requête à l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 1762, du 2 septembre 1938, amendé par les arrêtés numéros 2066, du 7 octobre 1938, 2677 et 2938 des 25 novembre et 9 décembre 1939, et 196 du 13 janvier 1940, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans les villes de Saint-Hyacinthe, Drummondville, Granby et Sorel, dans le comté de Rouville et le village de Contrecoeur;

Attendu que ladite requête a été publiée sous forme d'avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, du 3 août 1940;

Attendu que le ministre du travail n'a reçu aucune objection contre son approbation;

En conséquence, l'honorable ministre du travail recommande:

Que ledit décret numéro 1762, du 2 septembre 1938, et amendements, soit modifié de la façon suivante:

1. Le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article IV est radié et remplacé par le suivant:

"Zone I.—The towns of Three-Rivers, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan Falls, Grand-Mère, and a radius of two (2) miles around their limits.

Zone II.—The towns of Louiseville and La Tuque and a radius of two (2) miles around their limits."

Certified,

A. MORISSET,

4314-o Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 5th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on September 6th, 1940.

Concerning a prolongation of the decree relating to the Furniture Industry in the Province

No. 3262

The Honourable Minister of Labour in a memorandum dated September 5th (1940), recommends:

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38),

That decree No. 3134, of November 26th, 1937, and its amendments, relating to the furniture industry in the Province of Quebec, be prolonged for a period of two (2) months, from September first, 1940.

Certified,

A. MORISSET,

4312-o Clerk of the Executive Council.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 5th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on September 6th, 1940.

Concerning some modifications to the collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades in the towns of St-Hyacinthe, Drummondville, Granby and Sorel.

No. 3263

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 5th, (1940), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), a request has been presented to him to the effect of amending decree No. 1762, of September 2nd, 1938, amended by orders Nos. 2066, of October 7th, 1938, 2677 and 2938 of November 25th and December 9th, 1939, and 196 of January 13th, 1940, relating to the barber and hairdresser trades in the towns of St-Hyacinthe, Drummondville, Granby and Sorel, in the county of Rouville and the village of Contrecoeur;

Whereas a notice to that effect has been published in the *Quebec Official Gazette* of August 3rd, 1940;

Whereas the Minister of Labour has received no objection against its approval;

Consequently, the Honourable Minister of Labour recommends:

That the said decree No. 1762, of September 2nd, 1938, and amendments, be modified in the following manner:

1. The second paragraph of subsection "a" of section IV is stricken off and replaced by the following:

"A Granby, et dans un périmètre de deux (2) milles de rayon des limites de la ville, \$15.00 par semaine, plus 50% de toutes recettes brutes au-dessus de \$22.00."

2. L'article V est modifié de façon à ce que les taux à charger, dans la ville de Granby, pour les opérations ci-après mentionnées, soient remplacés par les suivants:

Cheveux pour hommes:
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi \$0.30
Les vendredi, samedi et veille de fêtes ... 0.35

Cheveux pour femmes:
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi 0.30
Les vendredi, samedi et veille de fêtes ... 0.35

Cheveux pour enfants:
Les lundi, mardi, mercredi, jeudi 0.20
Les vendredi, samedi et veille de fêtes ... 0.25

Shampooing 0.35
Massage 0.35 0.50

Certifié,
A. MORISSET,
4315-o Greffier Conseil Exécutif.

"At Granby, and within a perimeter of two (2) miles of radius from the limits of the town, \$15.00 per week, plus 50% of all gross receipts in excess of \$22.00."

2. Section V is modified and the rates to be charged, in the town of Granby, for the operations hereinafter mentioned, are replaced by the following:

Haircut for men:
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday \$0.30
On Friday, Saturday and Holiday eves ... 0.35

Haircut for women:
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday 0.30
On Friday, Saturday and Holiday eves ... 0.35

Haircut for children:
On Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday 0.20
On Friday, Saturday and Holiday eves ... 0.25

Shampoo 0.35
Massage 0.35 0.50

Certified,
A. MORISSET,
4316-o Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 5 septembre 1940 approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 6 septembre 1940.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated September 5th, 1940, approved by the Lieutenant-Governor on September 6th, 1940.

Concernant l'approbation d'une résolution de la Commission du salaire minimum, relative à l'ordonnance numéro 4.

Concerning the approval of a resolution of the Minimum Wage Commission, relating to Ordinance No. 4.

No 3248

No. 3248.

L'honorable ministre du travail, dans un mémoire en date du cinq septembre (1940), recommande:

The Honourable Minister of Labour, in a memorandum dated September 5th, (1940) recommends:

L'approbation de la résolution, dont le texte suit, adoptée par la Commission du salaire minimum, à sa séance du 30 juillet 1940:

The approval of the following resolution, adopted by the Minimum Wage Commission, at its meeting of July 30th, 1940:

"Ordonnance numéro 4—article 14, ville de Terrebonne:

"Ordinance No. 4—article 14, town of Terrebonne:

La résolution approuvée par l'arrêté ministériel numéro 1830, du 6 mai 1940, continuera d'être en vigueur du premier août 1940 au premier janvier 1941."

The resolution approved by Order-in-Council No. 1830, of May 6th, 1940, shall remain in force from August 1st, 1940, to January 1st, 1941."

Certifié,
A. MORISSET,
4317-o Greffier Conseil Exécutif.

Certified,
A. MORISSET,
4318-o Clerk of the Executive Council.

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

Le comité paritaire du commerce de détail de la fourrure de Montréal et du district, établi en exécution du décret numéro 2944 du 3 août 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3259 ratifié par le lieutenant-Gouverneur en Conseil le 6 septembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par le dit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

The Fur Retail Trade Parity Committee of Montreal and District, established under decree No. 2944 of August 3rd, 1940, has been authorized by by-law approved by order-in-council, No. 3259 ratified by the Lieutenant-Governor in Council on September 6th, 1940, the whole in accordance with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), to levy assessments upon the professional employers, artisans and wage earners governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 3 août 1940 au 1er août 1941, et s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a. Les employeurs professionnels assujettis au décret verseront au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires payés à leurs employés.

b. Les artisans devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, à savoir \$34.00 par semaine.

c. Les salariés devront verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire.

Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, les salaires payés au cours de la semaine, et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel de même que l'artisan devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les quatre semaines.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé salarié et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité se réserve le pouvoir de faire assementer ledit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire dans un délai de 10 jours qui suivent la fin du mois.

Le comité paritaire, sur réception de ce rapport en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant réellement dû.

Ci-annexé un état des recettes des déboursés prévus du comité paritaire du Commerce de Détail de la Fourrure de Montréal, pour l'année finissant le 1er août 1941.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL DE LA FOURRURE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Projet d'estimé des recettes et déboursés

pour la période comprise entre le 3 août 1940 et le 1er août 1941.

Revenus:

Cotisation des employeurs	\$2,000.00
Cotisation des employés	2,000.00
	<u>\$4,000.00</u>

Déboursés:

Inspecteur: salaire et dépenses de voyages	1,790.00
Secrétariat: Bureau, éclairage, téléphone, etc.	1,300.00
Timbres, papeterie, dépenses d'assemblées	660.00
Audition	100.00
Frais légaux	110.00
Téléphones, télégrammes, intérêt et collection	40.00
	<u>\$4,000.00</u>

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4327-o

Levy

The period of levy shall extend from August 3rd, 1940 to August 1st, 1941, and such levy shall apply in the following manner:

a. The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b. The artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wage rate established for the lowest-paid wage earner, to wit: \$34.00 per week.

c. The wage earners shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

Mode of Collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the parity committee shall supply the professional employers and the artisans with printed forms indicating the hours of labour, the wages paid for any one week, and the sums paid to the Parity Committee.

The professional employer and the artisan shall see to it that these reports be filled and returned to the Parity Committee every four weeks.

The professional employer shall retain at the end of each week from the wages of each one of his wage earners the sums owed to the Parity Committee.

The Report of each wage earner and of the professional employer and that of the artisan shall be signed before being sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to require sworn reports when such action shall be deemed advisable.

The report together with assessments shall be sent to the Parity Committee within a delay of 10 days following the end of the month.

The Parity Committee, upon receipt of this report shall verify it and debit or credit the account of the interested party if the sums received are lower or higher than the amount actually due.

An estimate of probable receipts and disbursements of the Fur Retail Trade Parity Committee of Montreal and District for the year ending August 1st, 1941, is hereto annexed.

THE FUR RETAIL TRADE PARITY COMMITTEE OF MONTREAL AND DISTRICT

Estimate of probable receipts and disbursements

for the period extending between August 3rd, 1940, and August 1st, 1941.

Revenues:

Employers' assessments	\$ 2,000.00
Employees' assessments	2,000.00
	<u>\$4,000.00</u>

Disbursements:

Inspector: wages and travelling expenses	1,790.00
Secretary's Office: Office, lighting, Telephone, etc.	1,300.00
Stamps, stationery, meeting expenses	660.00
Audition	100.00
Legal charges	110.00
Telephone calls, telegrams, interest and collection	40.00
	<u>\$4,000.00</u>

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4328-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe, établi en exécution du décret numéro 1762 du 2 septembre 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3256 ratifié par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 6 septembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du premier septembre 1940 au premier septembre 1941; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels visés par le décret verseront au comité paritaire une somme égale à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré soit:

Pour Drummondville et un rayon de deux milles \$15.00.

Pour St-Hyacinthe, Granby et un rayon de deux milles \$14.00.

Pour Sorel et un rayon de deux milles ainsi que le comité de Rouville, \$12.00.

c) Les salariés visés par le décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à toutes les quatre semaines, de même que l'artisan.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité se réserve le pouvoir de faire assermenter ledit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration du rapport.

Le comité paritaire, sur réception de ce rapport en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant dû.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire des barbiers et coiffeurs de la juridiction de Saint-Hyacinthe pour la période comprise entre le premier septembre 1940 et le premier septembre 1941.

NOTICE OF LEVY

The Barbers and Hairdressers Parity Committee of the jurisdiction of St-Hyacinthe, established under decree No. 1762 of September 2nd, 1938, and amendments, has been authorized by by-law approved by order-in-council No. 3256 ratified by the Lieutenant-Governor in Council on September 6th, 1940, in accordance with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), to levy assessments upon the professional employers, artisans and wage earners governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1.—Levy

The period of levy shall extend from September 1st, 1940, to September 1st, 1941; this levy shall be applied as follows:

a) the professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed and of the percentages paid to their employees.

b) the artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the lowest-paid journeyman; to wit:

For Drummondville and a radius of two miles \$15.00.

For St-Hyacinthe, Granby and a radius of two miles \$14.00.

For Sorel and a radius of two miles and for the county of Rouville, \$12.00.

c) The wage earners governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and their percentage.

Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall furnish professional employers and artisans with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums paid to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that these reports be filled and returned to the Parity Committee every four weeks; this provision also applies to artisans.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his wage earners the sums owed to the Parity Committee.

The report of each employee and of the professional employer, as well as that of the artisan, shall be signed before being sent to the Parity Committee. This committee has the right to require a sworn report when it shall deem it advisable.

The report together with the assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the report.

The Parity Committee, upon receipt of this report shall have same verified and shall debit or credit the account of the interested party if the sums sent in are lower or higher than the amount actually due.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of the jurisdiction of St-Hyacinthe for the period extending between September 1st, 1940, and September 1st, 1941, is hereto annexed.

ESTIMÉ des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er septembre 1940 et le 1er septembre 1941.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations des employeurs.....	\$200 00
Cotisations des employés.....	125 00
Cotisations des artisans.....	475 00
Divers:—honoraires d'examens	25 00
	\$ 825 00

<i>Dépenses:</i>	
Salaire du secrétaire.....	\$125 00
Inspecteurs:—salaire et frais de déplacement.....	525 00
Frais légaux.....	100 00
Vérification de livres.....	25 00
Papeterie.....	50 00
	\$ 825 00

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4319-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

Le Comité paritaire des coiffeurs de dames de Montréal, établi en exécution du décret numéro 288 du 10 février 1939 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3258 ratifié par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 6 septembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1940 au 1er mars 1941; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels visés par le décret, verseront au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré soit de \$15.00 (salaire minimum fixé par décret).

c) Les salariés visés par le décret, devront verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2.—Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire. L'employeur professionnel devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à toutes les quatre semaines, de même que l'artisan.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité

ESTIMATE of the receipts and disbursements for the period extending between September 1st, 1940, and September 1st, 1941.

<i>Receipts:</i>	
Employers' assessments.....	\$200 00
Employees' assessments.....	125 00
Artisans' assessments.....	475 00
Miscellaneous: examination fees	25 00
	\$ 825 00

<i>Expenses:</i>	
Secretary's salary.....	\$125 00
Inspectors: salaries and travelling expenses.....	525 00
Legal charges.....	100 00
Audition of books.....	25 00
Stationery.....	50 00
	\$ 825 00

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4320-o

NOTICE OF LEVY

The Joint Committee of the Ladies Hair-dressing Trade of Montreal, established under decree No. 288 of February 10th 1939 and amendments, has been authorized by by-law approved by order-in-council No. 3258 ratified by the Lieutenant-Governor in Council on September 6th, 1940, the whole, in accordance with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), to levy assessments upon professional employers, artisans and wage earners governed by the said decree, according to the method and rate herein-after mentioned:

1.—Assessment

The period of levy shall extend from September 1st, 1940 to March 1st, 1941; such levy shall be applied in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the determined wages and of the percentages given their employees.

b) The artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the lowest-paid journeyman, to wit: \$15.00 (minimum rate of wages fixed by decree).

c) The wage earners governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their determined wages and of their percentage.

2.—Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and artisans with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums remitted to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that these reports be filled and returned to the Parity Committee every four weeks; this provision also applies to the artisan.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his wage earners, the sums owed to the Parity Committee.

The report of each employee and of the professional employer and that of the artisans shall be signed before being sent to the Parity Com-

paritaire. Ce Comité se réserve le pouvoir de faire assumer ledit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration du rapport.

Le comité paritaire, sur réception de ce rapport en fera la vérification et débitera ou créditera le compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant réellement dû.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire des coiffeurs de dames de Montréal, pour la période comprise entre le 1er septembre 1940 et le 1er mars 1941.

ESTIMÉ des recettes et déboursés du Comité Paritaire des Coiffeurs de dames de Montréal pour la période du 1er septembre 1940 au 1er mars 1941.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations des employeurs.	\$2,305 50
Cotisations des artisans.	
Cotisations des employés.	2,305 50
Recettes diverses: honoraires d'examen.	100 00
	\$4,711 00
<i>Déboursés:</i>	
Salaire du Secrétaire.	\$1,040 00
Frais de déplacement du président et des membres.	390 00
Inspecteurs: — salaires et frais de déplacement (4).	2,080 00
Loyer de bureau et téléphone.	267 00
Frais légaux.	260 00
Vérification des livres.	60 00
Papeterie.	150 00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.	453 00
Taxes d'affaires et d'eau.	11 00
	\$4,711 00

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4323-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le comité paritaire des barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières et district, établi en exécution de l'arrêté ministériel numéro 2374 du 11 septembre 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3257 ratifié par le Lieutenant Gouverneur en Conseil le 6 septembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit arrêté ministériel, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1.—Cotisation des employeurs

Tous les employeurs des barbiers et coiffeurs ainsi que tous les patrons de salons de beauté qui n'ont pas d'employés mais faisant le travail de leurs propres mains, ou autres assujettis audit arrêté ministériel rendant obligatoire une convention collective régie par ce comité, devront payer une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés, et s'il s'agit de l'artisan, tel que défini

mittee. This Committee shall have the right to require a sworn report when it shall deem such an action advisable.

The report, together with assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the report.

The Parity Committee, upon receipt of this report shall verify same and debit or credit the account of the interested party if the sums received are lower or higher than the amount actually due.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal, for the period extending between September 1st, 1940, and March 1st, 1941.

ESTIMATE of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Ladies Hairdressing Trade of Montreal for the period extending between September 1st, 1940 and March 1st, 1941.

<i>Receipts:</i>	
Employers' assessments.	\$2,305 50
Artisans' assessments.	
Employees' assessments.	2,305 50
Various receipts: Examination fees.	100 00
	\$4,711 00
<i>Disbursements:</i>	
Secretary's salary.	\$1,040 00
Travelling expenses of the president and members.	390 00
Inspectors: salaries and travelling expenses (4).	2,080 00
Office rent and telephone.	267 00
Legal charges.	260 00
Audition of books.	60 00
Stationery.	150 00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.	453 00
Business and water taxes.	11 00
	\$4,711 00

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4324-o

NOTICE OF LEVY

The Barbers and Hairdressers Parity Committee of Three Rivers and district, established under order-in-council No. 2374 of September 11th, 1937, and amendments, has been authorized by by-law approved by order-in-council No. 3257 ratified by the Lieutenant-Governor in Council on September 6th, 1940, the whole, in accordance with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), to levy assessments upon professional employers, artisans and wage earners governed by the said order-in-council, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1.—Employers' assessments

All the employers of the barbers and hairdressers as well as all beauty parlor keepers having no employee but doing the work themselves, or others subject to the said order-in-council rendering obligatory a collective agreement enforced by this committee, shall pay a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the list of the wages, bonuses, remunerations given their employees, and, in the case of the artisan, as defined in para-

à l'alinéa 3, du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi, $\frac{1}{2}$ de 1% de \$15.00 par semaine, salaire établi pour le salarié-compagnon le moins rémunéré, au Comité Paritaire des Barbiers et Coiffeurs des Trois-Rivières et District. Tels prélèvements affectent les salaires payés entre le premier septembre 1940 et le premier septembre 1941.

Les employeurs et artisans devront faire la remise de leurs cotisations mensuellement au bureau du Comité paritaire ou au délégué autorisé.

2.—Cotisation des employés

Tous les employés (salariés) barbiers et coiffeurs visés par ledit arrêté rendant obligatoire une convention collective régie par ce comité, sont tenus de verser au bureau du Comité paritaire ou à son délégué autorisé, une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

Cette cotisation est imposable sur les salaires du premier septembre 1940 au premier septembre 1941.

Le Comité paritaire peut autoriser les employeurs à faire la perception du prélèvement et exiger de ceux-ci de la faire sur les salaires de leurs employés pour qu'ils la remettent au Comité.

Le Comité paritaire exige que les employeurs fassent la perception du prélèvement du $\frac{1}{2}$ de 1% imposé aux employés (salariés) et la remettent au bureau du Comité ou au délégué autorisé, et cela mensuellement.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Paritaire des Barbiers et Coiffeurs des Trois-Rivières et District, pour la période du premier septembre 1940 au premier septembre 1941.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICTS

Budget

Revenus probables

Estimé probable des revenus, des salaires faits et payés par les Barbiers et Coiffeurs des Trois-Rivières et District du premier septembre 1940 au premier septembre 1941.

Employeurs.....	\$ 23,950 00 ($\frac{1}{2}$ de 1%).	\$119 75
Employés.....	\$ 27,040 00 ($\frac{1}{2}$ de 1%).	135 02
Artisans.....	\$ 124,800 00 ($\frac{1}{2}$ de 1%).	624 40
Total.....		\$879 17

Dépenses probables

Salaires de l'inspecteur.....	\$ 400 00
Frais de déplacement—inspecteur.....	50 00
Bureau des examinateurs.....	25 00
Loyer et éclairage.....	100 00
Frais judiciaires et professionnels.....	125 00
Impressions et papeterie.....	50 00
Postes, téléphone et télégraphe.....	45 00
Dépréciation, ameublement et agencement.....	34 17
Frais et délégués.....	50 00
Total.....	\$879 17

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4321-o

graph 3 of subsection "i" of section 20 of the Act, $\frac{1}{2}$ of 1% of \$15.00 per week, the wage rate established for the lowest-paid journeyman, to the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Three-Rivers and District. Such levies to be taken from the wages paid between September first 1940 and September first 1941.

The employers and artisans shall make a monthly remittance of their assessments to the office of the Parity Committee or to the authorized representative.

2.—Employees' assessments

All the employees (wage earners) barbers and hairdressers governed by the said order rendering obligatory a collective agreement enforced by this committee, are under the obligation to pay, at the office of the Parity Committee or to its authorized representative, an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commissions, bonus or allocations.

Such assessment shall be taken from the wages as from September first 1940 to September first 1941.

The Parity Committee may authorize the employers to make the collection of the assessments and require that it be collected from the wages of their employees so that they may remit same to the Committee.

The Parity Committee exacts that a monthly collection of the assessments of $\frac{1}{2}$ of 1% payable by the employees (wage earners) be made by the employers and that the latter remit same to the office of the Committee or to the authorized, representative.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Barbers and Hairdressers Parity Committee of Three Rivers and District, for the period extending from September first 1940 to September first 1941, is hereto annexed.

BARBERS AND HAIRDRESSERS PARITY COMMITTEE OF THREE RIVERS AND DISTRICTS

Budget

Probable Revenues

Probable estimate of the revenues, wages earned and paid by the Barbers and Hairdressers of Three Rivers and District from September first 1940 to September first 1941.

Employers.....	\$ 23,950 00 ($\frac{1}{2}$ of 1%).	\$119 75
Employees.....	\$ 27,040 00 ($\frac{1}{2}$ of 1%).	135 02
Artisans.....	\$ 124,800 00 ($\frac{1}{2}$ of 1%).	624 40
Total.....		\$879 17

Probable Expenses

Inspector's salary.....	\$ 400 00
Travelling expenses—inspector.....	50 00
Board of Examiners.....	25 00
Rent and lighting.....	100 00
Judicial and professional fees.....	125 00
Printing and stationery.....	50 00
Mail, telephone and telegraph.....	45 00
Depreciation, furniture and miscellaneous.....	34 17
Delegates—fees.....	50 00
Total.....	\$879 17

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4322-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), que la constitution et les règlements du comité paritaire du commerce en détail de la fourrure de Montréal et du district, dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel numéro 3253 du 6 septembre 1940.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4325-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAW

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this, in conformity with the provisions of section 19 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Retail Fur Trade of Montreal and District, whose corporate seat is situated in Montreal, have been approved by order-in-council No. 3253 of September 6th, 1940.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4326-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure de Montréal, section du gros, établi en exécution du décret numéro 2943 du 3 août 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3260 ratifié par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 6 septembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés régis par ledit décret, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1.—Cotisation

La période de cotisation s'étend du 3 août 1940 au 1er août 1941; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels visés par le décret verseront au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixés et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les artisans devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés visés par le décret devront verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2.—Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire mettra à la disposition des employeurs professionnels et des artisans des feuilles imprimées indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel, de même que l'artisan, devra voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à toutes les quatre semaines.

L'employeur professionnel devra percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de chaque employé et de l'employeur professionnel, de même que des artisans, devra être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité se réserve le pouvoir de faire assementer ledit rapport chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le rapport accompagné des cotisations devra être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration du rapport.

Le Comité paritaire, sur réception de ce rapport, en fera la vérification et débitera ou créditera

NOTICE OF LEVY

The Fur Industry Joint Committee (wholesale section) established under decree No. 2943 of August 3rd, 1940, has been authorized by by-law approved by order-in-council No. 3260 ratified by the Lieutenant-Governor in Council on September 6th, 1940, the whole, in accordance with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), to levy assessments from the professional employers, artisans and wage earners governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1.—Assessment

The period of levy shall extend from August 3rd, 1940, to August 1st, 1941; such levy shall apply in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the determined wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established for the lowest-paid journeyman.

c) The wage earners governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their determined wages and percentage.

2.—Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers and artisans with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week and the sums paid to the Parity Committee.

The professional employer and the artisan shall see to it that these reports be filled and returned to the Parity Committee every four weeks.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his wage earners, the sums owed to the Parity Committee.

The report of each employee and of the professional employer as well as that of the artisan shall be signed before being sent to the Parity Committee. This committee shall have the right to require a sworn report if such action is deemed advisable.

The report together with assessments shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the report.

The Parity Committee, upon receipt of this report, shall verify it and debit or credit the ac-

le compte de l'intéressé si les sommes versées sont inférieures ou supérieures au montant réellement dû.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'industrie de la fourrure, de Montréal, section du gros, pour la période comprise entre le 3 août 1940 et le 1er août 1941.

Le Comité Paritaire de l'industrie de la fourrure de Montréal (section du gros) 1010 est, rue Ste-Catherine, Suite 401-402 Edifice Amherst, Montréal.

ESTIMÉ des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 3 août 1940 et le 1er août 1941.

Recettes:

Cotisations des Employeurs	\$6,000 00
Cotisations des Artisans	320 00
Cotisations des Employés	6,000 00

\$12,320.00

Dépenses:

Salaire du secrétaire	\$2,340 00
Frais de déplacement du président et des membres	4,200 00
Inspecteur salaire et frais de déplacement	1,820 00
Loyer de bureau et téléphone	720 00
Comptable et commis de bureau	1,144 00
Frais légaux	1,200 00
Vérification de livres	300 00
Papeterie	300 00
Taxe d'eau	31 00
Assurance feu	15 00
Garantie du secrétaire (Bond)	10 00
Timbres poste	240 00

\$12,320.00

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4339-o

CORRECTION

La version anglaise du deuxième alinéa du sous-paragraphe 2 du paragraphe "b" de l'article III du décret numéro 3265 du 6 septembre 1940, relatif au commerce en détail dans la cité de Québec, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 7 septembre 1940, page 2616, est corrigée comme suit:

Les mots "All employees working more than thirty (30) hours or over" doivent se lire "All employees working thirty (30) hours or more".

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4329-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret 2678 du 12 juillet 1940, relatif à l'industrie de

count of the interested party if the sums received are lower or higher than the amount actually due.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Fur Industry Joint Committee of Montreal (wholesale section) for the period extending from August 3rd, 1940, to August 1st, 1941, is hereto annexed.

The Fur Industry Joint Committee of Montreal (wholesale section) 1010 St. Catherine East, Suite 401-402 Amherst building, Montreal.

ESTIMATE of the receipts and disbursements for the period extending between August 3rd, 1940 and August 1st, 1941.

Receipts:

Employers' assessments	\$6,000 00
Artisans' assessments	320 00
Employees' assessments	6,000 00

\$12,320.00

Expenses:

Secretary's salary	\$2,340 00
Travelling expenses—chairman and members	4,200 00
Inspector—salary and travelling expenses	1,820 00
Office rent and telephone	720 00
Accountant and office clerk	1,144 00
Legal charges	1,200 00
Audition of books	300 00
Stationery	300 00
Water tax	31 00
Fire Insurance	15 00
Secretary's bond	10 00
Stamps	240 00

\$12,320.00

THE FUR INDUSTRY JOINT COMMITTEE OF MONTREAL (wholesale section).

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4340-o

CORRECTION

The English version of the second sub-paragraph of paragraph 2 of sub-section "b" of Section III of Decree number 3265 of the 6th of September 1940, relating to the retail trade—City of Quebec—published in the *Quebec Official Gazette* of the 7th of September 1940, page 2616, is corrected in the following manner:

The words "All employees working more than thirty (30) hours or over" should read "All employees working thirty (30) hours or more".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1940. 4330-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of Section 8 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that a request has been presented to him to the effect that the following modifications be brought to the decree No. 2678 of the 12th of July 1940,

la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville:

1. Le taux de salaire horaire des mécaniciens (millwrights), mentionné à l'article IV, est rétabli à \$0.35.

2. L'article XX est remplacé par le suivant:

"XX. *Durée du décret:* Le présent décret deviendra en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 avril 1942; il se renouvellera automatiquement d'année en année, par la suite, à moins qu'une des parties contractantes notifie l'autre de son intention de le modifier ou de l'abroger, au moins trente (30) jours avant son expiration originale ou avant l'expiration de toute année subséquente."

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4331-o

AVIS DE MODIFICATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), que les règlements du comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, approuvés par l'arrêté ministériel numéro 1866 du 7 mai 1940, amendés par l'arrêté numéro 2195 du 1er juin 1940, ont été de nouveau modifiés par l'arrêté ministériel numéro 3252 du 6 septembre 1940.

En vertu de l'article 25 de la Loi, les dispositions suivantes des règlements dudit comité ont été déclarées obligatoires:

"Article 16. *Certificat de qualification:* Le comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, décide, d'accord avec l'article 25 de la Loi de la convention collective, telle que sanctionnée le 22 juin 1940, que le certificat de qualification soit obligatoire pour tout salarié assujéti au décret dans les régions suivantes: Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Granby, Farnham, Waterloo, Cowansville, Coaticook, Mégantic, Richmond, Asbestos, Danville, Victoriaville, Drummondville, et toute la région qui l'entoure dans un périmètre de trois (3) milles.

Le certificat de qualification sera aussi obligatoire pour tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains et pour toute personne préposée à l'entretien qui pratique un des métiers mentionnés dans le décret. Ces personnes seront tenues de présenter leur certificat de qualification, sur demande.

Les présents règlements valident les cartes de compétence, dont l'émission a été faite par des organisations ouvrières reconnues comme "bona fide" par l'honorable ministre du Travail, pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2, Georges VI, chapitre 52."

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4333-o

relating to the building industry in St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties:

1. The hourly rate of wages of millwrights, mentioned in Section IV, is reestablished at \$0.35.

2. Section XX is replaced by the following:

"XX. *Duration of the decree:* The present decree shall become effective on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until April 30th 1942; it shall then be renewed automatically, thereafter, from year to year, unless one of the contracting parties notify the other of its intention to modify or repeal same, at least thirty (30) days prior to its original expiration or prior to the expiration of any subsequent year."

During the thirty days following the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1940. 4332-o

NOTICE OF MODIFICATION OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this, in conformity with the provisions of section 19 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), that the by-laws of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships district, approved by order-in-council No. 1866 of May 7th, 1940, amended by order-in-council 2195 of June 1st, 1940, have been again modified by order-in-council No. 3252 of September 6th, 1940.

Under section 25 of the Act, the following provisions of the by-laws of the said committee have been declared obligatory:

"Article 16. *Certificate of qualification:* The Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships district decides, in accordance with section 25 of the Collective Agreement Act, as sanctioned on June 22nd, 1940, that the certificate of qualification be obligatory for all wage earners governed by the decree in the following districts: Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Granby, Farnham, Waterloo, Cowansville, Coaticook, Mégantic, Richmond, Asbestos, Danville, Victoriaville, Drummondville, and the whole surrounding territory within a perimeter of three (3) miles.

The certificate of qualification shall also be obligatory for all employers, foremen and maintenance men actually practising one of the trades mentioned in the decree. Those persons shall have to show their certificate of qualification when requested to do so.

The present by-laws make valid the certificates of competency issued by labour organizations deemed to be "bona fide" by the Honourable Minister of Labour, provided such issue has been made before March 18th, 1938, date of the sanction of the Act 2, Geo. VI, chapter 52."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4334-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec, dont le siège social est situé à Montréal, approuvés par l'arrêté ministériel no 678 du 7 mai 1938, ont été annulés et qu'ils ont été remplacés par de nouveaux règlements qui ont été adoptés par l'arrêté ministériel numéro 3319 du 11 septembre 1940.

En vertu des paragraphes "g" et "h" de l'article 20 de la Loi, les dispositions suivantes des nouveaux règlements ont été déclarées obligatoires:

RÈGLEMENT SPÉCIAL RELATIF AU REGISTRE ET AUX RAPPORTS MENSUELS

Registre:

Tous les employeurs assujettis au décret relatif à l'industrie de la lithographie de la province de Québec, —arrêté ministériel numéro 217 du 9 février, 1938, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 février 1938—doivent tenir un registre dans lequel sont inscrits les nom et adresse de tous les salariés, leur classification ou compétence, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail, le salaire et le taux de gages payés, avec mention du mode et de la date de paiement. Ce registre doit être tenu conformément à la façon déterminée et prescrite par le Comité paritaire.

Rapports mensuels:

Tous les employeurs susmentionnés transmettront au Comité paritaire de l'industrie de la lithographie de la province de Québec un rapport mensuel écrit, signé par l'employeur qui le soumet ou par une personne responsable à son emploi pour laquelle l'employeur sera tenu responsable. Ce dit rapport devra indiquer les nom et adresse de chaque salarié, sa classification et sa compétence, le nombre d'heures de travail régulier et supplémentaire fait par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail, le taux heure et le montant de gages payé chaque semaine. Les employeurs transmettront ces rapports sur les formules fournies par le Comité paritaire de l'industrie de la lithographie à cette fin, lesquels rapports devront être entre les mains du Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ième) jour de chaque mois pour le mois précédent.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940.

4341-o

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of section 19 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), that the constitution and by-laws of the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec, whose corporate seat is in Montreal, approved by Order-in-Council No. 678 of the 7th of May 1938, have been annulled and replaced by new ones adopted by Order-in-Council No. 3319 of the 11th of September 1940.

In accordance with paragraphs "g" and "h" of section 20 of the Act, the following provisions of the new by-laws have been declared obligatory:

SPECIAL BY-LAW RELATIVE TO REGISTER AND MONTHLY REPORTS

Register:

All employers in the Lithographing Industry in the Province of Quebec covered by the jurisdiction of the Decree Relating to the Lithographic Industry for the Province of Quebec, Order-in-Council No. 217 of February the 9th, 1938, published in the *Quebec Official Gazette* of February the 12th, 1938, shall keep a register in which a record shall be kept of the full name and residence of every employee, of their classification or competency, the exact hour at which they commence, interrupt, resume and cease work each day, the nature of their work and the hourly rate and weekly amount of wages they receive, with mention of the method and time of payment. This register shall be kept in such form as the Parity Committee may, from time to time, determine and prescribe.

Monthly Reports:

All employers aforesaid shall also transmit to the Lithographing Industry Parity Committee for the Province of Quebec a written monthly report, signed by the employer submitting same or by a person in his employ for whose acts he shall be responsible, containing the full name and address of every employee, his classification and competency, the regular and overtime hours of work done by him during each week of the period for which the report is submitted, the nature of his work and the hourly wage paid. Employers shall forward this information on the forms supplied by the said Lithographing Industry Parity Committee for that purpose, which must be in the hands of the Parity Committee not later than the fifteenth (15th) day of the month following the month for which the report is made.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14, 1940.

4342-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie de Montréal et du district, dont le siège social est situé à Montréal, approuvés par l'arrêté ministériel numéro 677 du 7 mai 1938, ont été an-

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of Section 19 of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), that the constitution and by-laws of the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District, whose corporate seat is situated in Montreal, approved by Order-in-Council No. 677 of the 7th of May 1938, have been annulled

nulés et qu'ils ont été remplacés par de nouveaux règlements qui ont été adoptés par l'arrêté ministériel numéro 3318 du 11 septembre 1940.

En vertu des paragraphes "g" et "h" de l'article 20 de la Loi, les dispositions suivantes des nouveaux règlements ont été déclarées obligatoires:

RÈGLEMENT SPÉCIAL RELATIF AU REGISTRE ET AUX RAPPORTS MENSUELS

Registre:

Tous les employeurs assujettis au Décret relatif à l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District, —arrêté ministériel numéro 219 du 9 février 1938, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 février 1938, amendé par l'arrêté ministériel numéro 2043 du 13 septembre 1939, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 septembre 1939—doivent tenir un registre dans lequel sont inscrits les nom et adresse de tous les salariés, leur classification ou compétence, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail, le salaire et le taux de gages payés, avec mention du mode et de la date de paiement. Ce registre doit être tenu conformément à la façon déterminée et prescrite par le Comité Paritaire.

Rapports mensuels:

Tous les employeurs susmentionnés transmettront au Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du District un rapport mensuel écrit, signé par l'employeur qui le soumet ou par une personne responsable à son emploi pour laquelle l'employeur sera tenu responsable. Ce dit rapport devra indiquer les nom et adresse de chaque salarié, sa classification et sa compétence, le nombre d'heures de travail régulier et supplémentaire fait par lui durant chaque semaine de la période pour laquelle le rapport est soumis, la nature de son travail, le taux heure et le montant de gages payés chaque semaine. Les employeurs transmettront ces rapports sur les formules fournies par le Comité paritaire de l'industrie de l'imprimerie à cette fin, lesquels rapports devront être entre les mains du Comité paritaire le ou avant le quinzième (15ième) jour de chaque mois pour le mois précédent."

GÉRARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4343-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

Le comité conjoint de l'industrie du meuble de la province de Québec, établi en exécution de l'arrêté ministériel numéro 3134 du 26 novembre 1937 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté ministériel numéro 3261 ratifié par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le 6 septembre 1940, le tout, d'accord avec les dispositions du paragraphe "i" de l'article 20 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), à prélever des cotisations des employeurs et des salariés régis par ledit arrêté ministériel, suivant la méthode et le tarif ci-après mentionnés:

1.—Cotisation des employeurs

Tous les employeurs de l'Industrie du Meuble de la province de Québec assujettis auxdits arrêtés

and replaced by new ones adopted by Order-in-Council No. 3318 of the 11th of September 1940.

In accordance with paragraphs "g" and "h" of Section 20 of the Act, the following provisions of the new by-laws have been declared obligatory:

SPECIAL BY LAW RELATIVE TO REGISTER AND MONTHLY REPORTS

Register:

All employers in the Printing Industry in the City and District of Montreal covered by the jurisdiction of the Decree Relating to the Printing Industry for Montreal and District, Order-in-Council No. 219 of February the 9th, 1938, published in the *Quebec Official Gazette* of February the 12th, 1938, amended by Order-in-Council No. 2043 of September the 13th, 1939, published in the *Quebec Official Gazette* of September the 23rd, 1939, shall keep a register in which a record shall be kept of the full name and residence of every employee, of their classification or competency, the exact hour at which they commence, interrupt, resume and cease work each day, the nature of their work and the hourly rate and weekly amount of wages they receive, with mention of the method and time of payment. This register shall be kept in such form as the Parity Committee may, from time to time, determine and prescribe.

Monthly reports:

All employers aforesaid shall also transmit to the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District a written monthly report, signed by the employer submitting same or by a person in his employ for whose acts he shall be responsible, containing the full name and address of every employee, his classification and competency, the regular and overtime hours of work done by him during each week of the period for which the report is submitted, the nature of his work and the hourly wage paid. Employers shall forward this information on the forms supplied by the said Printing Industry Parity Committee for that purpose, which must be in the hands of the Parity Committee not later than the fifteenth (15th) day of the month following the month for which the report is made.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 14, 1940. 4344-o

NOTICE OF LEVY

The Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec, established under order-in-council No. 3134 of November 26th, 1937, and amendments, has been authorized by by-law approved by order-in-council No. 3261 ratified by the Lieutenant-Governor in Council on September 6th, 1940, the whose, in accordance with the provisions of subsection "i" of section 20 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), to levy assessments upon employers and wage earners governed by the said order-in-council, according to the following method and rate:

1.—Employers' assessments

All the employers of the Furniture Industry of the Province of Quebec covered by the said

ministériels rendant obligatoire une convention collective régie par ce comité, devront payer au comité conjoint de l'Industrie du Meuble de la province de Québec une somme équivalente à $\frac{1}{8}$ (un huitième) de 1% de la liste de salaires, bonis, allocations qu'ils versent à leurs employés assujettis à cesdits arrêtés ministériels; tels prélèvement affectant les salaires payés entre le 31 août 1940 et le 31 août 1941.

L'inspecteur ou autre délégué dûment autorisé par le comité conjoint collectera les cotisations mensuellement.

Les employeurs pourront faire la remise de leurs cotisations mensuellement soit au bureau du Comité Conjoint soit au délégué dûment autorisé.

Sur refus d'un employeur de payer ou donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations, envers le comité conjoint.

II.—Cotisation des employés

Tous les employés de l'Industrie du Meuble de la province de Québec assujettis auxdits arrêtés ministériels rendant obligatoire une convention collective régie par ce comité, sont tenus de verser au comité conjoint une cotisation équivalente à $\frac{1}{8}$ (un huitième) de 1% de leur salaire, commission, bonis ou allocation.

Cette cotisation est imposable sur les salaires payés entre le 31 août 1940 et le 31 août 1941.

Le Comité Conjoint peut autoriser un employeur ou toute autre personne à agir comme son agent pour la perception de la cotisation des ouvriers assujettis.

Les employeurs ou toutes autres personnes autorisées feront tenir au bureau du comité conjoint les sommes perçues des ouvriers.

Il est interdit à un employeur de verser, à ses frais, telle cotisation pour le compte des ouvriers.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité Conjoint de l'Industrie du Meuble de la province de Québec, à compter du 31 août 1940 et jusqu'au 31 août 1941.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DU MEUBLE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Prévisions budgétaires du Comité Conjoint de l'Industrie du Meuble de la Province de Québec du 31 août 1940 au 31 août 1941

Revenus probables

Estimés des gages pour l'année.....	\$1,400,000.
\$1,400,000 à $\frac{1}{8}$ de 1% des employeurs.....	\$1,750.
\$1,400,000 à $\frac{1}{8}$ de 1% des employés.....	1,750.
Rapport d'une partie du surplus des exercices précédents.....	3,030.
	<u>\$6,530.</u>

Dépenses probables

Salaires, Administration—secrétaire, inspecteur, sténographe.....	3,544.
Frais de déplacement des membres du comité.....	600.
Frais de déplacement des inspecteurs du comité.....	600.
Loyer et éclairage.....	508.

orders-in-council rendering obligatory a collective agreement enforced by this said committee, shall pay to the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec a sum equivalent to $\frac{1}{8}$ (one eighth) of 1% of the list of wages, bonuses, remunerations given to their employees governed by the said orders-in-council; such levies apply to the wages paid between August 31st 1940, and August 31st 1941.

The inspector or another representative duly authorized by the Joint Committee shall collect the assessments every month.

The employers may make remittance of their assessments, every month, whether at the office of the Joint Committee or to the duly-authorized representative.

Should the employer refuse to pay or give the necessary information, a five-day notice shall be served on him requesting him to fulfill his obligations towards the Joint Committee.

II.—Employees' assessments

All the employees of the furniture industry of the Province of Quebec governed by the said orders-in-council rendering obligatory a collective agreement enforced by this committee, are required to pay to the Joint Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{8}$ (one eighth) of 1% of their wages, commission, bonuses or remuneration.

Such assessment is imposable on wages paid between August 31st, 1940, and August 31st, 1941.

The Joint Committee may authorize an employer or any other person to be its agent for the collection of the assessment of the workers concerned.

The employers or any other authorized person shall sent to the office of the Joint Committee the sums collected from the workers.

No employer shall have the right to pay, at his own costs, such assessment for the employees' account.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec for the period extending from August 31st, 1940, to August 31st, 1941, is hereto annexed.

THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE INDUSTRY OF QUEBEC.

Budget provisions of the Joint Committee of the Furniture Industry of Quebec for the period extending between August 31st, 1940 and August 31st, 1941.

Probable Revenues

Estimate of the wages for the year.....	\$1,400,000
\$1,400,000 at $\frac{1}{8}$ of 1%—employers.....	\$1,750.
\$1,400,000 at $\frac{1}{8}$ of 1%—employees.....	1,750.
Report of one part of the surplus of preceding periods of operation.....	3,030.
	<u>\$6,530</u>

Probable Expenses

Wages, administration—Secretary, Inspector, Stenographer.....	3,544.
Travelling expenses of the members of the committee.....	600.
Travelling expenses of the inspectors of the committee.....	600.
Rent and lighting.....	508.

Dépenses probables—suite

Téléphone.....	88
Frais légaux.....	700
Vérification des livres.....	80
Impressions et papeterie.....	125
Timbres poste, téléphone L.D. et télégrammes.....	125
Taxe d'affaires et d'eau.....	60
Dépenses imprévues.....	100
	\$6,530

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DU
MEUBLE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4345-o

AVIS DE MODIFICATION.

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (4 Georges VI, chapitre 38), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée à l'effet d'apporter la modification suivante au décret numéro 1407 du 3 avril 1940, relatif aux métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et L'Assomption:

Que l'alinéa suivant soit ajouté à la suite du paragraphe "e" de l'article IV:

"Toutefois, la Fête du Travail n'est pas considérée comme un jour férié dans les cas de l'exécution de travaux du bâtiment destinés à la défense nationale."

Durant les 30 jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.
Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4349-o

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi de la Convention collective de Travail (4 Geo. VI, chapitre 38), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que la Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc., district de Québec, et l'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section de Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc., district de Québec,

Et, D'AUTRE PART:

L'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec,
soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés de l'industrie, du commerce, et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

1. *Juridiction industrielle:* La juridiction industrielle de la présente convention comprend tout travail du métier de la fourrure exécuté dans les limites de la juridiction territoriale établie ci-après, soit que ce travail soit exécuté dans un atelier spécialisé, boutique, magasin-atelier ou dans tous autres établissements, qu'il soit fait par une entreprise spécialisée, ou qu'il soit secondaire à tous autres commerces ou occupations.

Probables Expenses—continued

Telephone.....	88
Legal charges.....	700
Audition of books.....	80
Printing and stationery.....	125
Stamps, telephone (L.D. calls) and telegrams.....	125
Business and water taxes.....	60
Various expenses.....	100
	\$6,530

THE JOINT COMMITTEE OF THE FURNITURE
INDUSTRY OF QUEBEC.

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4346-o

NOTICE OF MODIFICATION.

In conformity with the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38) the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been presented to him to the effect to modify decree No. 1407 of April 3rd, 1940, relating to the building trades in Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption counties, in the following manner:

That the following paragraph be added to subsection "e" of section IV:

"However, Labour Day is not considered as a holiday insofar as the execution of building works for national defense is concerned."

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4350-o

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that "La Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada inc.", district of Quebec, and "L'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec" have presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section de Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada, inc.", district of Quebec,

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union nationale et catholique des Travailleurs en Fourrure de Québec",
be rendered obligatory for the employers and the employees of the industry, the commerce and the trades concerned according to the following conditions:

1. *Industrial jurisdiction:* The industrial jurisdiction of the present agreement comprises any work of the fur trade performed within the limits of the territorial jurisdiction hereinafter set forth, whether such work be performed in a specialized shop, in an ordinary shop, in a store-shop or in any other establishment, whether it be performed by a specialized concern or but a side line to any other trade or occupation.

II. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend la cité de Québec et les comtés de Québec, Lévis, Montmorency, Portneuf, Montmagny et Bellechasse.

III. Définitions:

a) Dans la présente convention, le mot "employeur" signifie et comprend toute personne, association ou corporation qui tient ou opère pour elle-même ou pour d'autres, toute boutique ou atelier-magasin où se fait le travail de la fourrure ou quelque partie de ce travail, que ce travail constitue ou non le commerce principal de tels boutiques ou magasin-atelier ou qu'il soit secondaire à tout autre commerce ou occupation.

b) Dans la présente convention, le mot "employé" signifie et comprend toute personne salarié de l'un ou de l'autre sexe qui, subordonnement au paragraphe "j" de l'article I de la Loi de la Convention Collective (4 George VI, chapitre 38), travaille pour un employeur, tel que défini au paragraphe "a" ci-dessus, et qui a son certificat de qualification du bureau des Examineurs du Comité Paritaire de l'Industrie de la Fourrure, District de Québec;

c) Dans la présente convention, les mots "tailleur et coupeur" signifient et comprennent tout employé, tel que défini ci-haut, qui fait l'ouvrage ordinairement reconnu comme celui d'un tailleur et coupeur dans un atelier de fourrure. Il y aura des "tailleurs" de première, de deuxième et de troisième classe, lesquels seront classés par le Bureau des Examineurs du Comité Paritaire qui déterminera leur capacité.

d) Dans la présente convention, les mots "opérateur ou opératrice" signifient et comprennent tout employé, tel que défini ci-haut, qui opère une machine utilisée dans toute boutique ou atelier où se fait le travail de la fourrure.

e) Dans la présente convention, le mot "finisseuse" signifie et comprend tout employé, tel que défini ci-haut, qui, dans toute boutique ou magasin-atelier où se fait le travail de la fourrure, exécute le travail ordinairement reconnu comme celui de finisseuse en fourrure.

Pour les fins de la présente convention, une opératrice pourra travailler comme finisseuse et vice versa;

f) Dans la présente convention, le mot "bloqueur" signifie et comprend tout employé, tel que défini ci-haut, qui fait tous les travaux de blocage ordinairement exécutés dans un atelier ou une boutique de fourrure;

g) Dans la présente convention, le mot "apprenti" signifie et comprend tout employé, tel que défini ci-haut, qui apprend le métier de travailleur en fourrure et qui est classé comme tel par le bureau des Examineurs du Comité Paritaire.

h) *Compagnon:* Pour les fins de la présente convention, le mot "compagnon" signifie et comprend tout salarié qui fait le travail reconnu comme celui du contremaître d'atelier, du dessinateur de patrons, du classeur de peaux, du bloqueur, du tailleur et coupeur, ou de l'opérateur.

IV. Durée du Travail:

a) L'heure dont fait mention la présente convention sera l'heure légale dans la corporation municipale intéressée.

b) La semaine régulière de travail sera de quarante-huit (48) heures réparties comme suit: entre huit (8) heures du matin et six (6) heures du soir, les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

II. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the City of Quebec, the counties of Quebec, Lévis, Montmorency, Portneuf, Montmagny and Bellechasse.

III. Definitions:

a) In the present agreement, the word "employer" means and includes any person, association or corporation operating for itself or for someone else's account, any shop or store-shop where fur trade work or some part thereof is performed, whether such work constitute or not the main commerce of such shops or store-shops or whether it be a side line to any other commerce or occupation.

b) In the present agreement, the word "employee" means and includes any male or female wage earner who, subordinately to subsection "j" of section I of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), works for an employer, as defined in subsection "a" of the present section, and who holds a certificate of qualification issued by the Board of Examiners of the Fur Industry Parity Committee, District of Quebec.

c) In the present agreement, the words "tailor and cutter" mean and include any employee, as hereinabove referred to, performing the work ordinarily known as that of a tailor and cutter in a fur establishment. There shall be "tailors" of the first, second and third class who shall be classified by the Board of Examiners of the Parity Committee which shall determine their qualification.

d) In the present agreement, the word "operator (male or female)" means and includes any employee, as hereinabove referred to, who operates a machine used in any shop or workshop where fur trade work is performed.

e) In the present agreement, the words "female finisher" mean and include any employee, as hereinabove referred to, who, in any shop or store-shop where fur trade work is performed, performs the work ordinarily known as that of fur female finisher.

For the purposes of the present agreement, a female operator may work as finisher and vice versa;

f) In the present agreement, the word "blocker" means and includes any employee, as hereinabove referred to, who performs blocking works ordinarily performed in a fur shop or workshop;

g) In the present agreement, the word "apprentice" means and includes any employee, as hereinabove referred to, who learns the fur worker trade and who is classified as such by the Board of Examiners of the Parity Committee.

h) *Journeyman:* For the purposes of the present agreement, the word "journeyman" means and includes any wage earner performing the work known as that of shop foreman, of the employer's pattern maker, of hide sorter, of blocker, of tailor and cutter or of operator.

IV. Duration of labour:

a) The time mentioned in the present agreement shall be the legal time in the interested municipal corporation.

b) The regular weekly duration of labour shall be forty-eight (48) hours distributed as follows: between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday.

c) Du 15 février au 15 août, la semaine régulière de travail se terminera à midi le samedi, à l'exception des commis d'atelier et du département des peaux repassées; au cas où l'employeur voudrait faire travailler son salarié le samedi après-midi, il devra payer salaire et demi à cedit salarié.

d) Tout travail exécuté en dehors des heures établies aux paragraphes "b" et "c" du présent article, par un salarié, sera considéré comme travail supplémentaire et rétribué comme tel.

e) Le contremaître d'atelier gagnant \$40.00 ou plus par semaine, le dessinateur de patrons gagnant \$35.00 ou plus par semaine, la dessinatrice gagnant \$30.00 ou plus par semaine et le classeur de peaux gagnant \$25.00 ou plus par semaine n'auront pas droit à aucune rémunération pour travail supplémentaire ou additionnel.

f) Les heures de travail des apprentis seront les mêmes que celles des compagnons. L'apprenti ne fera du temps supplémentaire que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, telle qu'établie par la présente convention, est observée dans un atelier.

g) Dans tous les ateliers où se fait le travail de fourrure, les heures de travail seront celles du présent décret.

V. *Tarif des salaires*: Pour les fins de la présente convention, le salaire minimum pour quarante-huit (48) heures de travail sera le suivant:

a) Contremaître d'atelier.....	\$32.00
b) Coupeur et tailleur de 1ère classe.....	29.00
Coupeur et tailleur de 2ème classe.....	25.00
Coupeur et tailleur de 3ème classe.....	19.00
c) Dessinateur de patrons—Hommes.....	35.00
Dessinateur de patrons—Femmes.....	30.00
d) Classeur de peaux.....	18.00
e) Bloqueur.....	21.00
f) Opérateur—1ère classe.....	15.00
Opérateur—2ème classe.....	13.00
g) Opératrice et finisseuse—1ère classe.....	15.00
Opératrice et finisseuse—2ème classe.....	13.00
h) Apprenti—1ère année.....	6.00
Apprenti—2ème année.....	8.00
Apprenti—3ème année.....	10.00
Apprenti—4ème année.....	12.00
Apprenti—5ème année.....	14.00
Apprenti—6ème année.....	16.00
i) Apprentie—1ère année.....	6.00
Apprentie—2ème année.....	8.00
Apprentie—3ème année.....	10.00
j) Messenger.....	6.00
k) Commis d'atelier et Dépt. des peaux repassées:	
Homme.....	8.00
Femme.....	7.25

l) Les heures de travail supplémentaires, tel que défini au paragraphe "d" de l'article IV de la présente convention, seront payées au taux de salaire et demi par rapport au tarif de salaire régulier établi ci-haut.

m) Le Comité Paritaire aura le pouvoir d'établir des taux de salaire moins élevés que les taux de salaire minimum spécifiés dans la présente convention pour tout employé frappé d'incapacité partielle, par accident, vieillesse, maladie, toutes autres infirmités ou désavantages jugés de nature à rendre la personne affectée dans l'incapacité de gagner le salaire minimum régulier établi dans la présente convention. La majorité des employeurs et des employés membres du Comité Paritaire décidera de ces cas particuliers. Le salaire minimum pour la semaine régulière de

c) From February 15th, to August 15th, the regular weekly duration of labour shall end at noon on Saturday, except for clerks in the shop and in the hide finishing work department; should a wage earner be required to work on Saturday afternoon, the employer shall pay him time and one half.

d) Any work performed outside the hours established in subsections "b" and "c" of the present section by a wage earner shall be considered as overtime work and paid accordingly.

e) The shop foreman earning \$40.00 or more per week, the pattern maker earning \$35.00 or more per week, the female pattern maker earning \$30.00 or more per week and the hide sorter earning \$25.00 or more per week shall not be entitled to a remuneration for overtime or additional work.

f) The working hours of the apprentices shall be those of the Journeymen. The apprentice shall perform overtime work but if the proportion of the number of journeymen with regard to that of the apprentices, as established by the present agreement, is observed in a shop.

g) In all workshops where fur trade work is performed, the working hours shall be those of the present decree.

V. *Wage rates*: For the purposes of the present agreement, the minimum wages for forty-eight (48) hours of labour shall be the following:

a) Shop foreman.....	\$32.00
b) Cutter and tailor (1st class).....	29.00
Cutter and tailor (2nd class).....	25.00
Cutter and tailor (3rd class).....	19.00
c) Male pattern maker.....	35.00
Female pattern maker.....	30.00
d) Hide sorter.....	18.00
e) Blocker.....	21.00
f) Operator—1st class.....	15.00
Operator—2nd class.....	13.00
g) Female operator and finisher (1st class).....	15.00
Female operator and finisher (2nd class).....	13.00
h) Apprentice—1st year.....	6.00
Apprentice—2nd year.....	8.00
Apprentice—3rd year.....	10.00
Apprentice—4th year.....	12.00
Apprentice—5th year.....	14.00
Apprentice—6th year.....	16.00
i) Apprentice—1st year (female).....	6.00
Apprentice—2nd year (female).....	8.00
Apprentice—3rd year (female).....	10.00
j) Messenger.....	6.00
k) Clerk in the shop and hide finishing work department:	
Men.....	8.00
Women.....	7.25

l) Overtime hours, as defined in subsection "d" of section IV of the present agreement, shall be paid at the rate of time and one half based on the regular rate hereinabove established.

m) The Parity Committee shall have the right to establish wage rates lower than the minimum rates specified in the present agreement for any employee handicapped by accident, old age, sickness or by any other infirmity or disadvantage deemed sufficient to render the person concerned incapable of earning the regular minimum wage rate established by this agreement. The majority of the employers and of the employees member of the Parity Committee shall decide upon such cases. The minimum wage rate for the regular weekly duration of labour for a male

travail d'un salarié masculin, tailleur ou bloqueur, dans ces cas particuliers, sera de \$15.00; salarié féminin 8.00.

n) Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés viennent en usage pour le travail de la fourrure, pendant la durée de la présente convention, la cédule de salaire et les conditions applicables à ces machines ou à ces procédés seront déterminées par le Comité Paritaire;

o) Dans tous les ateliers de fourrure où l'échelle des salaires est actuellement plus élevée que le tarif minimum de salaire fixé par la présente convention, ladite échelle de salaire plus élevée sera maintenue.

VI. *Paiement des salaires*: Le paiement des salaires se fera au complet, le vendredi, hebdomadairement, en espèces courantes, dans tous les établissements assujettis aux dispositions de la présente convention.

VII. *Apprentis*:

a) Pour les fins de la présente convention, il ne devra pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de deux (2) compagnons;

b) Pour les fins de la présente convention, la durée d'apprentissage est de six (6) années pour les employés du sexe masculin et de trois (3) années pour les employés du sexe féminin;

c) Les patrons, surintendants et les contremaîtres devront être considérés comme compagnon quant au prorata des apprentis par rapport à celui des compagnons;

d) Durant tout le stage de son apprentissage, l'apprenti pourra faire n'importe quel travail pourvu que le patron veuille bien lui laisser exécuter ledit travail;

e) Après avoir gradué de son apprentissage, tout employé, tel que défini au paragraphe "b" de l'article III de la présente convention, aura droit au salaire déterminé dans la présente convention suivant son nouveau certificat de qualification émis par le Bureau des Examineurs du Comité Paritaire;

f) Le Comité Paritaire contrôlera l'apprentissage par le système de livret dans lequel chaque employeur inscrit la date de l'entrée à son service et de la sortie de l'apprenti intéressé;

g) Tout employé devra être rémunéré pour le jour de la fête du Travail où le magasin et l'atelier seront fermés.

VIII. *Distribution des compagnons—tailleurs et coupeurs*:—

a) Dans un atelier de fourrure qui emploie un (1) compagnon-tailleur et coupeur, ce compagnon tailleur et coupeur devra être de troisième classe;

b) Dans un atelier de fourrure qui emploie deux (2) compagnons tailleurs et coupeurs, il devra y avoir un (1) compagnon tailleur et coupeur de deuxième classe et un (1) compagnon tailleur et coupeur de troisième classe;

c) Dans un atelier de fourrure qui emploie plus de deux (2) compagnons-tailleurs et coupeurs, la distribution des compagnons tailleurs et coupeurs sera faite suivant le pourcentage ci-après indiqué:

wage earner, tailor or blocker, in those particular cases, shall be \$15.00; female employee: \$8.00.

n) Should new machines or processes be used in the fur industry during the subsistence of the present agreement, the schedule of wages and the conditions applicable to those machines or processes shall be determined by the Parity Committee.

o) In any fur shop where the actual wage rates are higher than the minimum rates of wages established in the present agreement, the said higher scale of wages shall be maintained.

VI. *Payment of wages*: The full payment of wages shall be made weekly on Friday, in cash, in all the establishments governed by the present agreement.

VII. *Apprentices*:

a) For the purposes of the present agreement, there shall not be more than one apprentice for two (2) journeymen or fraction thereof.

b) For the purposes of the present agreement, the duration of apprenticeship shall be of six (6) years for male employees and of three (3) years for female employees.

c) The employers, the superintendents and the foremen shall be considered as journeymen insofar as the proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen is concerned.

d) During his apprenticeship period, the apprentice may perform any kind of work provided his employer allows him to perform the said work.

e) When his apprenticeship period is over, any employee, as defined in subsection "b" of section III of the present agreement, shall be entitled to the wages established by the present agreement according to his new certificate of qualification issued by the Board of Examiners of the Joint Committee.

f) The Parity Committee shall control the apprenticeship by the booklet system in which each employer shall inscribe the date of the beginning and of the ending of service of the apprentice concerned.

g) Any employee shall be paid for Labour Day on which day the store and shop shall be closed.

VIII. *Distribution of journeymen—tailors and cutters*:

a) In a fur establishment employing one (1) journeyman—tailor and cutter, this journeyman, tailor and cutter, shall belong to the third class;

b) In a fur establishment employing two (2) journeymen, tailors and cutters, there shall be one (1) journeyman, tailor and cutter, of the second class and one (1) journeyman, tailor and cutter, of the third class;

c) In a fur shop employing more than two (2) journeymen, tailors and cutters, the distribution of journeymen tailors and cutters shall be computed according to the percentage hereinafter set forth:

<i>Compagnons tailleurs et coupeurs:</i>	<i>1ère classe</i>	<i>2ème classe</i>	<i>3ème classe</i>	<i>Journeymen tailors and cutters:</i>	<i>1st class</i>	<i>2nd class</i>	<i>3rd class</i>
3 au moins	1	1	1	3 at least	1	1	1
4 au moins	1	1	2	4 at least	1	1	2
5 au moins	1	2	2	5 at least	1	2	2
6 au moins	2	2	2	6 at least	2	2	2
7 au moins	2	2	3	7 at least	2	2	3
8 au moins	2	3	3	8 at least	2	3	3
9 au moins	3	3	3	9 at least	3	3	3
10 au moins	3	3	4	10 at least	3	3	4
11 au moins	3	4	4	11 at least	3	4	4
12 au moins	4	4	4	12 at least	4	4	4
13 au moins	4	4	5	13 at least	4	4	5
14 au moins	4	5	5	14 at least	4	5	5
15 au moins	5	5	5	15 at least	5	5	5

d) Dans un atelier de fourrure qui emploie plus de quinze (15) compagnons tailleurs et coupeurs, la proportion établie à la dernière ligne du paragraphe "e" du présent article (quinze (15) compagnons tailleurs et coupeurs) sera gardée quant à la distribution des compagnons tailleurs et coupeurs dans cet atelier;

e) Les taux horaires de salaire, actuellement payés aux compagnons tailleurs et coupeurs, lors de la mise en vigueur de la présente convention ne pourront être diminués, le tout, néanmoins, sujet aux dispositions de l'art. V. (m) de la présente convention.

IX. *Travail à domicile:* Pour les fins de la présente convention, tout travail du métier de la fourrure exécuté à domicile par toute personne, exception faite de celle qui travaille pour un employeur, est interdit, et tout dit travail fait à domicile sera rémunéré au tarif du temps et demi.

X. *Contrat et sous-contrat:*

a) Pour les fins de la présente convention, il est interdit à un employeur de signer un contrat individuel avec ses employés, ou d'exiger ou d'accepter des dépôts en argent ou toute autre valeur de ses employés;

b) Il est aussi interdit à tout employeur de passer avec ses employés un contrat dans le but de leur assurer un emploi durant certain temps;

c) Tout travail du métier de la fourrure exécuté à contrat ou à sous contrat, ou travail à la pièce, sera interdit, soit à l'intérieur de l'atelier de l'employeur ou dans un atelier de l'extérieur ou d'ailleurs, à moins que ce genre de travail soit exécuté dans des ateliers où les conditions de travail et les salaires payés sont identiques à ceux décrétés par la présente convention.

XI. *Pièce work:* Pour les fins de la présente convention, tout travail à la pièce dans un atelier est interdit.

XII. *Comité paritaire:*

a) Pour les fins de mise en vigueur et d'application de la présente convention, un Comité Paritaire composé de trois (3) employeurs et de trois (3) employés, tel que défini à l'article II de la présente convention, sera immédiatement formé, conformément aux dispositions de la Loi;

b) Les inspecteurs à l'emploi du Comité Paritaire mentionné ci-haut, auront le droit de visiter tout atelier où se fait le travail de la fourrure ou tout domicile qui tombe sous la juridiction industrielle et territoriale établies aux articles I et II de la présente convention, sans avis préalable, et, durant telle visite, ils auront le droit d'examiner le travail exécuté par les employés ainsi que les livres de tout employeur régi par la présente

d) In a fur establishment employing more than fifteen (15) journeymen tailors and cutters, the proportion establishment at the last line of subsection "e" of the present section (fifteen (15) journeymen tailors and cutters) shall be observed as to the distribution of the journeymen tailors and cutters in this said establishment;

e) The hourly wage rates actually paid to journeymen tailors and cutters at the time of the coming into force of the present agreement shall not be reduced, the whole, nevertheless, shall be subject to the provisions of section V (m) of the present agreement.

IX. *Home work:* For the purposes of the present agreement, any work of the fur trade performed at home by any person, with the exception of the person working for an employer, is prohibited, and any such work performed at home shall be paid at the rate of time and one half.

X. *Contract and sub-contract:*

a) For the purposes of the present agreement, it is prohibited for an employer to enter into an individual contract with his employees, or request or accept cash deposits or any other consideration from his employees;

b) It is also prohibited for any employer to enter into a contract with his employees with a view to assure them employment for a certain period.

c) Any work of the fur trade performed under contract or sub-contract or on a piece-work basis shall be prohibited, whether performed inside the workshops of the employer or in an outside shop or elsewhere, unless this kind of work is performed in shops where the conditions of labour and the rates of wages are the same as those established in the present agreement.

XI. *Piece work:* For the purposes of the present agreement, all piece work in a shop is prohibited.

XII. *Parity committee:*

a) For the purposes of enforcement of the present agreement, a Parity Committee consisting of three employers and of three employees, as defined in section II of the present agreement, shall be immediately formed, in conformity with the provisions of the Act;

b) The inspectors employed by the hereinabove mentioned Parity Committee shall have the right to visit without notice any shop where fur trade work is carried on or any home governed by the industrial and territorial jurisdiction established in sections I and II of the present agreement, and during such visit, they shall have the right to examine the work performed by the employees as well as the books of any employer governed

convention. Ces dits inspecteurs feront leur rapport d'enquête audit Comité Paritaire;

c) Tout cas spécial, non prévu par le présent décret, sera soumis au Comité Paritaire pour décision.

XIII. Durée de la convention: La présente convention entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période de deux (2) années à compter du 16 septembre 1940. Il se renouvellera ensuite automatiquement le 16 septembre, 1942, pour une période de douze (12) mois, et ainsi de suite chaque année, à moins que l'une des parties contractantes donne avis à l'autre partie de son intention de l'abroger, soixante (60) jours avant le 16 septembre 1942, ou de toute année subséquente, après cette date.

Durant les trente jours à compter de la date de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre la présente requête.

GÉRARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 14 septembre 1940. 4347-o

AVIS DE MODIFICATION DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions du paragraphe "i" de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), que le règlement de prélèvement du comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, approuvé par l'arrêté ministériel no 1012 du 2 mars 1940, a été modifié de la façon suivante par l'arrêté ministériel numéro 3255 du 6 septembre 1940:

"Le paragraphe "c" de l'article I, relatif à la cotisation, est radié et remplacé par les deux paragraphes "c" et "d" suivants:

"c. Toute autre personne, association ou corporation non couverte par les paragraphes "a" et "b", qui aura à son emploi des personnes assujetties au décret, devra retenir une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires de ses employés et en faire remise au comité."

"d. Les salariés visés par le décret devront verser une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage, pour le compte du comité conjoint, à leurs employeurs, qui seront tenus également de prélever ces montants à même le salaire de leurs employés et d'en faire remise au comité conjoint."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,

Québec, ce 14 septembre 1940. 4335-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la Loi de la convention collective (4 George VI, chapitre 38), que la constitution et les règlements du comité paritaire de l'industrie de la fourrure de Montréal (section du gros), dont le siège social est situé à Montréal, ont été approuvés par l'arrêté ministériel numéro 3254 du 6 septembre 1940.

by the agreement. The said inspectors shall make a report of their investigation to the Parity Committee;

c) Any special case, not provided in the present agreement, shall be submitted to the Parity Committee which shall take a decision in the matter.

XIII. Duration of the agreement: The present agreement shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective for a period of two (2) years from September 16th, 1940. It shall then renew itself automatically on September 16th, 1942, for a period of twelve (12) months, and so on for every subsequent year, unless one of the contracting parties give to the other party notice of its intention to repeal same, sixty (60) days before September 16th, 1942, or of any subsequent year, after that date.

During the thirty days following the date of the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against this request.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 14th, 1940. 4348-o

NOTICE OF MODIFICATION OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice and this, in conformity with the provisions of paragraph "i" of Section of the Collective Agreement Act (4 George VI, chapter 38), that the regulation of levy of the Building Trades Joint Committee of the Eastern Township District, approved by Order-in-Council No. 1012 of the 2nd of March 1940, has been modified in the following manner by Order-in-Council No. 3255 of the 6th of September 1940:

Paragraph "c" of Section I, relating to the levy, is stricken off and replaced by the two following paragraphs "c" and "d":

"c. Any other person, association or corporation not covered by paragraphs "a" and "b", employing persons governed by the decree, shall keep from his employees wages a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% and remit same to the Joint Committee."

"d. The employees governed by the decree shall pay to their employers, a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their fixed wages and percentage for the account of the Joint Committee, and such employers shall equally be obliged to levy these amounts upon their employees' wages and to transmit same to the Joint Committee."

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 14, 1940. 4336-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, and this, in conformity with the provisions of section 19 of the Collective Agreement Act (4 Geo. VI, chapter 38), that the constitution and by-laws of the Fur Industry Joint Committee (wholesale section), whose corporate seat is situated in Montreal, have been approved by order-in-council No. 3254 of September 6th, 1940.

En vertu du paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des règlements du comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Article 16. De plus, le comité devra contraindre tout employeur professionnel à tenir un registre où sont indiqués les noms, les prénoms et la résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour, ainsi que le salaire payé pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque du paiement."

En vertu du paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi de la convention collective, les dispositions suivantes des règlements du comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Article 19. Tout manufacturier ou détaillant dans l'industrie de la fourrure visé par ce décret sera tenu de faire rapport en triplicata, sur des formules à cet effet fournies par le comité paritaire, durant les dix premiers jours du mois, sur les salaires, bonis, etc., payés à ses employés durant le mois précédent, et ce rapport sera obligatoire, même s'il n'y a aucun salaire de payé durant cette période."

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 14 septembre 1940. 4337-o

Under subsection "g" of section 20 of the Collective Agreement Act, the following provisions contained in the by-laws of the joint committee have been declared obligatory:

"Article 16. Moreover, the committee shall compel every professional employer to keep a register in which shall be indicated the names, Christian names and residence of each wage earner in his employ, his qualification, the duration and nature of regular or overtime work of every day, and the wages paid for such work; such register shall also mention the mode and period of payment."

Under subsection "h" of section 20 of the Collective Agreement Act, the following provisions of the by-laws of the Parity Committee have been declared obligatory:

"Article 19. Any manufacturer or retailer in the fur industry governed by this decree shall prepare a triplicate report on forms supplied by the Parity Committee, during the first ten days of the month, on the wages, bonuses, etc., paid to his employees during the preceding month, and such report shall be obligatory even if no wage earner has been paid for such period."

GERARD TREMBLAY,

Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 14th, 1940. 4338-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 37

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

AVIS AUX INTÉRESSÉS:—

2625 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:—

2625

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Gauthier vs Boily.....	2632
Poirier vs Côté.....	2632
Proulx vs Larocque.....	2632

Gauthier vs Boily.....	2632
Poirier vs Côté.....	2632
Proulx vs Larocque.....	2632

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

ORDERS-IN-COUNCIL:—

No 3326—Débardeurs du Havre de Montréal—navigation océanique.....	2667
No 3262—Industrie du meuble dans la Province.....	2674
No 3264—Métiers de barbier et coiffeur, district des Trois-Rivières.....	2673
No 3263—Métiers de barbier et coiffeur, villes de St-Hyacinthe, Drummondville, Granby et Sorel.....	2674
No 3248—Ordonnance No 4.....	2675

No. 3326—Longshoremen of the Harbour of Montreal—oceanic navigation.....	2667
No 3262—Furniture industry in the Province.....	2674
No. 3264—Barber and hairdresser trades, district of Trois-Rivières.....	2673
No. 3263—Barber and hairdresser trades, towns of St-Hyacinthe, Drummondville, Granby and Sorel.....	2674
No. 3248—Ordinance No. 4.....	2675

AVIS DIVERS:—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Farnham, ville de.....	2642
L'Association des Maîtres Plâtriers et Latteurs de la province de Québec.....	2642
Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, Inc.....	2642

Farnham, town of.....	2642
L'Association des Maîtres Plâtriers et Latteurs de la province de Québec.....	2642
Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, Inc.....	2642

BUREAUX-CHEF:—

CHIEF-OFFICES:—

Catton Wood Products Limited.....	2642
Stratford Construction, Limited.....	2642

Catton Wood Products Limited.....	2642
Stratford Construction, Limited.....	2642

CHARTES—ABANDON DE:—

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Bias Bindings Ltd.....	2643
Bloumaque Mining Co. Ltd.....	2643
Dean Realty Corporation.....	2643

Bias Bindings Ltd.....	2643
Bloumaque Mining Co. Ltd.....	2643
Dean Realty Corporation.....	2643

Eden & Bond Limited.....	2633	Eden & Bond Limited.....	2633
Fagnan et Frères, Ltée.....	2643	Fagnan et Frères, Ltée.....	2643
G. L. Mining Co. Limited.....	2644	G. L. Mining Co. Limited.....	2644
J. P. Drolet & Fils Limitée.....	2644	J. P. Drolet & Fils Limitée.....	2644
KeKeKo (Quebec) Gold Mines Limited.....	2633	KeKeKo (Quebec) Gold Mines Limited.....	2633
La Compagnie de Finance de Saint-Jérôme Limitée.....	2644	La Compagnie de Finance de Saint-Jérôme Limitée.....	2644
La Société d'Entreprise Témiskamou, Ltée.....	2644	La Société d'Entreprise Témiskamou, Ltée.....	2644
Minelands (Quebec) Limited.....	2633	Minelands (Quebec) Limited.....	2633
Orange Crush (Eastern) Limited.....	2644	Orange Crush (Eastern) Limited.....	2644
Provençal Ltée.....	2633	Provençal Ltée.....	2633
Rawson Construction Company, Limited.....	2645	Rawson Construction Company, Limited.....	2645
Roy & Frères Limitée.....	2645	Roy & Frères Limitée.....	2645
St. Denis Bowling Limited.....	2633	St. Denis Bowling Limited.....	2633
COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:—		MINIMUM WAGE COMMISSION:—	
Hôteliers de campagne.....	2658	Country hotels.....	2658
Ordonnance No 4A.....	2663	Ordinance No. 4A.....	2663
Règlement B-1.....	2658	By-law B-1.....	2658
Règlements B-2, B-3 et B-4.....	2661	By-laws B-2, B-3 and B-4.....	2661
DEMANDE A LA LÉGISLATURE:—		APPLICATION TO LEGISLATURE:—	
Succession Thomas Mussen.....	2645	Estate of Thomas Mussen.....	2645
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Biron, munic. scolaire.....	2646	Biron, school munic.....	2646
Esprit-Saint, munic. scolaire.....	2646	Esprit-Saint, school munic.....	2646
Lamarche, munic. scolaire.....	2646	Lamarche, school munic.....	2646
Mont-Carmel, munic. scolaire.....	2646	Mont-Carmel, school munic.....	2646
Saint-Bernard-des-Lacs, munic. scolaire.....	2646	Saint-Bernard-des-Lacs, school munic.....	2646
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
Etat financier de la Province.....	2634	Financial Statement of the Province.....	2634
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Abitibi Asbestos Mines Incorporée.....	2626	Abitibi Asbestos Mines Incorporée.....	2626
Fur Fabric Coat Co. Ltd.....	2627	Fur Fabric Coat Co. Ltd.....	2627
La Ligue de Propriétaires de St-Romuald Incorporée.....	2627	La Ligue de Propriétaires de St-Romuald Incorporée.....	2627
L'Association des Vétérans Unis 1914-1918.....	2628	L'Association des Vétérans Unis 1914-1918.....	2628
Marché Beaudoin, Limitée.....	2629	Marché Beaudoin, Limitée.....	2629
Roger River Lumber Company, Limited.....	2629	Roger River Lumber Company, Limited.....	2629
R. S. Dudy & Company Ltd.....	2631	R. S. Dudy & Company Ltd.....	2631
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
La Compagnie Electrique de St-Eugène de Guigues Limitée.....	2631	La Compagnie Electrique de St-Eugène de Guigues Limitée.....	2631
L'Aide aux Vieux Couples.....	2631	L'Aide aux Vieux Couples.....	2631
Theresa Frocks Inc.....	2632	Theresa Frocks Inc.....	2632
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—		DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Société Coopérative Agricole de Lac Mégantic.....	2647	Société Coopérative Agricole de Lac Mégantic.....	2647
Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers de Roberval.....	2647	Société Coopérative Agricole des Produits Laitiers de Roberval.....	2647
MINISTÈRE DU TRAVAIL:—		DEPARTMENT OF LABOUR:—	
Barbiers et coiffeurs, district de St-Hyacinthe.....	2677	Barbers and Hairdressers, district of St-Hyacinthe.....	2677
Barbiers et coiffeurs des Trois-Rivières et district.....	2679	Barbers and Hairdressers of Trois-Rivières and district.....	2679
Coiffeurs de dames de Montréal.....	2678	Ladies hairdressers of Montreal.....	2678
Commerce en détail dans la cité de Québec (Correction).....	2682	Retail trade in the city of Quebec (Correction).....	2682
Commerce en détail de la fourrure de Montréal et du district.....	2675	Fur retail trade of Montreal and District.....	2675

Commerce en détail de la fourrure de Montréal et du district.....	2681	Fur retail trade of Montreal and District.....	2681
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.....	2682	Building industry in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville.....	2682
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est.....	2683	Building industry of the district of Eastern Townships.....	2683
Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est.....	2692	Building industry of the district of Eastern Townships.....	2692
Industrie de la fourrure de Montréal (section du gros).....	2681	Fur industry of Montreal (wholesale section).....	2681
Industrie de la fourrure de Montréal (section du gros).....	2692	Fur industry of Montreal (wholesale section).....	2692
Industrie de la lithographie de la province de Québec.....	2684	Lithographing industry of the Province of Quebec.....	2684
Industrie de l'imprimerie de Montréal et du district.....	2684	Printing industry of Montreal and District.....	2684
Industrie du meuble de la province de Québec.....	2685	Furniture industry of the Province of Quebec.....	2685
La Section de la Fourrure de l'Association des marchands détaillants du Canada Inc., district de Québec.....	2687	La Section de la Fourrure de l'Association des Marchands détaillants du Canada Inc., district de Québec.....	2687
Métiers du bâtiment dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.....	2687	Building trades in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and L'Assomption.....	2687
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Gilbert, Marcel.....	2647	Gilbert, Marcel.....	2647
NOMINATIONS:—		APPOINTMENTS:—	
Commissaires d'écoles.....	2648	School Commissioners.....	2648
ORDRE DE COUR:—		RULE OF COURT:—	
Rocquebrune vs Foisy.....	2648	Rocquebrune vs Foisy.....	2648
VENTES PAR LICITATION:—		SALES BY LICITATION:—	
Dumont <i>et al</i> vs Lefebvre <i>et vir</i>	2649	Dumont <i>et al</i> vs Lefebvre <i>et vir</i>	2649
Lamer vs Bertrand <i>et al</i>	2649	Lamer vs Bertrand <i>et al</i>	2649
VENTES POUR TAXES:—		SALES FOR TAXES:—	
Barkmere, ville de.....	2650	Barkmere, town of.....	2650
St-Pierre, ville de.....	2651	St-Pierre, town of.....	2651
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Malouin vs Beaudry <i>et al</i>	2652	Malouin vs Beaudry <i>et al</i>	2652
GASPÉ:—		GASPÉ:—	
Furlong vs Jalbert.....	2652	Furlong vs Jalbert.....	2652
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Mailloux vs Mailloux.....	2653	Mailloux vs Mailloux.....	2653
MONTMAGNY:—		MONTMAGNY:—	
Jean vs Bernier.....	2653	Jean vs Bernier.....	2653
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
Bélanger vs G. Martel Inc.....	2655	Bélanger vs G. Martel Inc.....	2655
Colello <i>et vir</i> vs Poissant.....	2655	Colello <i>et vir</i> vs Poissant.....	2655
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Charbonneau.....	2654	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Charbonneau.....	2654
NICOLET:—		NICOLET:—	
Desrosiers vs Bergeron <i>et al</i>	2656	Desrosiers vs Bergeron <i>et al</i>	2656

PONTIAC:—

Leguerrier vs Ladouceur 2656

SAINT-FRANÇOIS:—

The Commercial Acceptance Corp. Ltd
vs Crook 2657

TERREBONNE:—

Crédit Canadien Incorporé vs Rochon ... 2657

PONTIAC:—

Leguerrier vs Ladouceur 2656

SAINT FRANCIS:—

The Commercial Acceptance Corp. Ltd
vs Crook 2657

TERREBONNE:—

Crédit Canadien Incorporé vs Rochon ... 2657